

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

NOTRE ENQUÊTE AUPRÈS DES PERSONNALITÉS POLITIQUES ET LITTÉRAIRES EUROPÉENNES SUR LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

Nous avons cru utile d'entreprendre une enquête internationale sur le problème balkanique. Nous nous sommes adressés à cet effet aux personnalités les plus éminentes et les plus qualifiées des différents pays et leur avons soumis les questions suivantes:

1^o Considérez-vous la solution actuelle de la question macédonienne comme conforme aux principes de la justice et de la liberté, ainsi qu'aux intérêts de la paix?

2^o Croyez-vous que sous la réaction balkanique actuelle les droits des minorités ethniques soient suffisamment respectés et garantis?

3^o Quel est, à votre avis, le moyen qui permettra de mettre fin d'une part à l'oppression de minorités ethniques, et de l'autre aux rivalités qui dressent les Etats balkaniques les uns contre les autres?

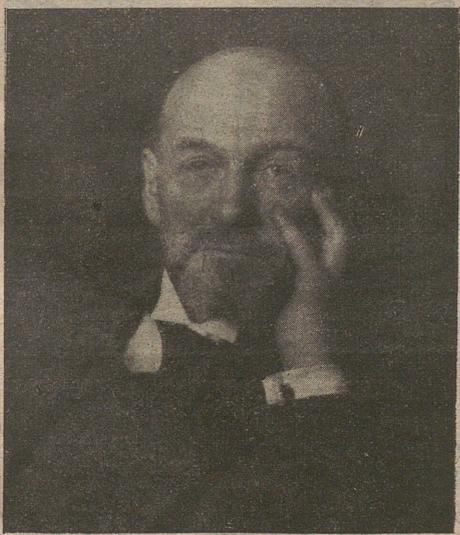
4^o Croyez-vous à la possibilité de la réalisation d'une Fédération Balkanique par les gouvernants actuels?

5^o Que pensez-vous, en général, d'une Fédération des peuples balkaniques et quelles sont, à votre avis, les conditions dans lesquelles elle pourra se réaliser?

Des nombreuses réponses que nous avons reçues et que nous continuons à recevoir, nous avons déjà publié jusqu'ici celles de :

Henri Barbusse, Léon Bazalgette, Paul Louis, Marcel Willard, Jean Zyromsky, Henri Torrès, René Arcos, Luc Durtain, Charles Vildrac, Gabriel Péri, Léon Werth, Jean Longuet, Jean Richard Bloch, Alphonse Aulard, Daniel Renoult, Bernard Lecache, Ferdinand Buisson, Henri Guernut, Henri Marx, Victor Magnerite, Pierre Cazals, Auguste Prenant, Raoul Vertheil, Charles Rappoport, Charles Baudouin, G. Dumoulin, (France); Bedri Pëyari, Kiamil Balla, Konstantin Boshniak, Fan S. Noli (Albanie); Dr. Max Uebelhör, Ed. Fuchs, Albert Einstein, Alfred Döblin, Kurt Rosenfeld, Paul Oestreich, Maximilian Harden, Kurt Grossmann, Léo Klauber (Allemagne); Independent Labour Party, James Maxton, prés., A. Fenner Brockway secr., Arthur James Cook, John Bromley, George Lansbury, Josiah Clement Wedgwood, William Paul, H. N. Brailsford, J. M. Kenworthy, Henry Wood Nevinson, Arthur McManus, John Wheatley, Arthur Pensonby, Ben Tillett, Hamilton Fyie, Frederick William Jowett, T. H. Winttingham (Angleterre); Dr. Wilhelm Ellenbogen, Dr. Julius Deutsch, Dr. Joseph Redlich, Dr. Bruno Schönfeld, Prof. Dr. Viktor Hammerschlag, Maximilian Brandeisz (Autriche); Louis Piéard, Maurice Bourquin, Charles Plisnier (Belgique); Vassil Kolaroff (Bulgarie); Ladislaus Fényes (Hongrie); W. Douchan A. Dretzoun (Monténégro); P. Istrati, Ghitsa Moscu, Alexandre Nicolaou (Roumanie); Auguste Forel, Dr. Leonhard Ragaz, Emmanuel Duvillard, Parti Socialiste Genevois; Charles Burklin prés., Lucien Guillard secr., Léon Nicole, Alice Descœudres, Edouard Dufour, André Oltramare, Francis Lebet, Alexandre Mairet (Suisse); Frantichek Soukup, Theodor Bartochek, Dr. Zdenek Nejedly, Frantichek Krejčí, Josef Hora, Anton Hampl (Tchécoslovaquie); Chéfik Husny (Turquie); Victor Serge, W. A. Gourko-Kriajine, Alexandre Boulatzel, S. N. Borosdine (U. R. S. S.); Costa Novakovitch (Yougoslavie).

Hellmut von Gerlach



Hellmut von Gerlach est né le 2 février 1866 à Mönchschnitz en Silésie. Son père était un grand propriétaire, conservatif. Etudes à Genève, Strassbourg, Leipzig et Berlin. Fonctionnaire d'Etat jusque 1894. Puis journaliste. Il se développa vers la gauche, comme démocrate pacifiste. De 1903 à 1906 député au Reichstag, de Marbourg. Puis président de l'Union Démocratique, précurseur du Parti Démocrate d'aujourd'hui. Pendant la guerre il défendit les idées pacifistes dans le "Welt am

Montag", dont il a jusqu'à présent la direction politique. Il est membre du Bureau International de Paix à Genève, correspondant spécial allemand de la Dotation Carnegie, membre de la présidence de la Société Allemande de Paix et de la Ligue Allemande pour l'Union des Peuples.

Hellmut von Gerlach a publié un grand nombre d'ouvrages, dont "L'écroulement de la politique polonaise de l'Allemagne", "Souvenirs d'un junker", "La grande époque du mensonge", etc.

République Balkanique?

Dans son «Faust», Goethe fait dire à son bourgeois, au cours d'une promenade pascalle:

Je ne sais rien de mieux, les dimanches et fêtes,
Que de causer de guerres, de bruits de trompettes,
Lorsque là-bas, bien loin, en Turquie,
Les peuples se querellent, se battent sans merci.

Ce sentiment de piètre curiosité avec lequel il y a cent ans l'Allemand pouvait contempler les événements dans les Balkans était alors à peine critiquable. Aujourd'hui, ce serait un péché politique mortel. Depuis qu'en 1914 un conflit balkanique a attiré sur l'Europe la catastrophe de la guerre mondiale, nous savons que la plus petite flamme qui, n'importe où en Europe, n'est pas éteinte à temps, peut donner naissance à un incendie embrasant le monde.

Les Balkans ont été et sont toujours l'une des pires zones dangereuses de l'Europe. De vieilles injustices ont été écartées. Mais de nouvelles ont été créées. Les conditions sont aujourd'hui, en général, à peine plus satisfaisantes qu'avant 1914. Les personnes des oppresseurs ont changé. Mais la plainte des opprimés résonne toujours et, surtout par suite du sang bouillonnant des peuples balkaniques, elle peut bien aisément aboutir à la révolte, à la guerre.

P. 1550

La question albanaise a menacé la paix d'une façon particulièrement aiguë. Malheureusement, elle n'est pas seule. Toute la péninsule balkanique représente pour ainsi dire un unique atelier de fabrication d'épées de Dadmoclés.

Existe-t-il une issue pacifique de ce chaos balkanique?

Depuis quelques années paraît à Vienne la revue «La Fédération Balkanique». Elle défend les intérêts des minorités nationales et des peuples opprimés dans les Balkans. Elle voit le seul salut en la transformation de toute la péninsule balkanique en un Etat Fédératif, pour ainsi dire d'après le modèle de la Suisse. Des différents Etats se faisant mutuellement la guerre, il se constituerait ainsi un Etat collectif composé de cantons à droits égaux.

La plus grande difficulté du problème balkanique se trouve sans aucun doute dans l'enchevêtrement des nationalités.

Il est malheureusement exceptionnel que de voir deux Etats européens séparés par des frontières naturelles de toute évidence. Là où cela est le cas, comme par exemple entre la France et l'Espagne, il n'y a depuis des siècles aucune question de frontières. L'idée que les Pyrénées pourraient ne plus former la frontière intangible entre les deux pays ne peut être concevoir même par les Espagnols et les Français les plus chauvins.

La frontière entre le Danemark et l'Allemagne n'est même pas esquissée par la nature; mais elle a été établie par un referendum. Entre les Allemands et les Danois de sur la frontière il existe peut-être certaines divergences d'opinion sur ce que telle ou telle localité aurait dû être équitablement adjudgée aux uns au lieu d'aux autres. Mais, en général, la délimitation est ressentie comme juste parce qu'elle correspond à la division nationale de la population, à ses vœux et désirs nationaux.

Dans les Balkans les frontières ne peuvent point être tracées sur des bases nationales car les populations y sont entièrement entremêlées. Lorsque, dans le temps, bien avant la guerre, j'assistais à une campagne électorale dans le Banat appartenant alors à la Hongrie, j'étais épouvanté du morcellement national du pays. Autour d'un village entièrement peuplé de Roumains se trouvaient un village souabe et un village serbe. Partout, on voyait des Tziganes; nulle part des Hongrois, auxquels pourtant le pays appartenait. S'il me fallait dire à qui le pays aurait dû appartenir par des raisons d'équité nationale, il m'aurait fallu garder le silence. Pour des contrées d'une telle diversité nationale il n'existe pas la possibilité d'appliquer le droit d'autodétermination des peuples.

Il en est de même de la Macédoine, de la Dobroudja, de la Bessarabie, et de toute la série des contrées balkaniques.

Toute démarcation des frontières y paraît, par conséquent, arbitraire, et le sentiment de l'oppression y existera et y constituera un élément d'inquiétude permanente, tant que les frontières joueront un rôle important.

Ce rôle ne pourrait disparaître que lorsque, à la place des Etats balkaniques souverains (Roumanie, Yougoslavie, Bulgarie, Grèce, Albanie), viendrait une Fédération Balkanique des Cantons Balkaniques Autonomes.

Ces Cantons ne devraient pas être formés par les Etats d'aujourd'hui, dans leurs structures et dimensions d'aujourd'hui. La Macédoine, partagée actuellement entre la Yougoslavie, la Bulgarie et la Grèce, devrait, par exemple, former un canton. Il devrait aussi y avoir probablement un canton Bessarabie, un canton Dobroudja, un canton Croatie, etc. En un mot, les frontières des Etats balkaniques d'aujourd'hui seraient complètement modifiées. Mais ces frontières n'auraient alors pas plus d'importance que les frontières en Suisse.

Le principal obstacle pour une Fédération Balkanique est constitué par les dynasties balkaniques. Des cinq Etats balkaniques, ce n'est que la Grèce et l'Albanie qui sont des républiques; la Roumanie, la Bulgarie et la Yougoslavie sont toujours encore des monarchies. Et il y a encore en Grèce un parti monarchique assez fort, et la République d'Albanie sous Zogou ne diffère pas essentiellement de la dictature dans l'Italie monarchique.

Quelque libérale que soit une dynastie, il est de sa nature même d'être avant tout le gardien et le défenseur de la puissance de sa Maison. Etre nommé «l'agrandisseur du royaume» était pour les monarques un titre particulièrement désiré. Nul roi ne consentirait volontairement à une diminution, même apparente, de son royaume. Il craindrait de compromettre par là l'avenir de sa famille.

Voilà pourquoi c'est à juste titre que les amis de la Fédération Balkanique proclament que leur idéal ne pourra

être atteint qu'après la disparition des trois dynasties balkaniques encore restantes.

Cela veut dire, que leur but est encore bien loin d'être atteint. Il est toutefois vrai que précisément dans les Balkans le développement des choses se fait bien plus rapidement que dans les pays à culture politique vieille et solide. Il semble, cependant, pour le moment, que les éléments pour une républicanisation des Balkans, c'est-à-dire de forts partis républicains en Roumanie, en Bulgarie et en Yougoslavie, font encore défaut. On a presque l'impression que la revendication de: «Les Balkans doivent former une République Fédérative» est formulée en première ligne par des Balkaniques demeurant en dehors des Balkans (l'écrivain bien connu fait une erreur; au contraire: cette revendication est celle de tous les peuples balkaniques opprimés — N. D. L. R.).

Mais cela n'altère naturellement, en aucune façon la justesse et l'utilité de leur revendication. La suite d'idées des éléments groupés autour de la Fédération Balkanique est, au contraire, d'une logique qui s'impose:

Les Balkans ont toujours été un foyer de troubles pour l'Europe;

Les Balkans continueront à constituer un foyer de troubles tant que les questions des frontières y jouent un rôle décisif, c'est-à-dire tant qu'ils continuent à être composés d'Etats souverains concurrents;

Ce n'est que lorsque la concurrence sera détachée du trust que les luttes dans les Balkans prendront fin.

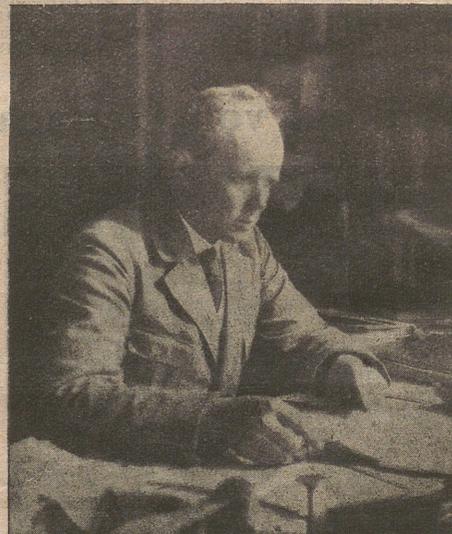
Voilà pourquoi, et peut-être sur le modèle suisse, l'existence des Etats balkaniques les uns à côté des autres doit faire place à une existence de Cantons balkaniques, les uns avec les autres.

Les dynasties régnantes constituent, de par leur essence même, un obstacle à la réalisation d'une pareille Fédération.

Voilà pourquoi, tous les Balkaniques honnêtes et bien-pensants, sans distinction de nationalité, doivent aspirer à la républicanisation des Balkans, et ils doivent être moralement appuyés dans leurs efforts par tous les amis de la paix européenne.

Hellmut von Gerlach

Dr. Max Hodann



Dr. Max Hodann est né en 1894 à Neisse en Silésie supérieure. Etudes à Berlin, particulièrement hygiène sociale, anthropologie, biologie héréditaire. Pendant la guerre, spécialiste pour maladies vénériennes. Pour activité politique a été envoyé au service des étapes sous sévère surveillance. Après la Révolution, collaborateur au Conseil Exécutif de Berlin, puis médecin municipal et directeur d'un office d'hygiène dans un quartier ouvrier de Berlin. Max Hodann a travaillé surtout dans le domaine de la pédagogie prolétarienne. Depuis 1919 membre du corps enseignant de l'école syndicale de Berlin. Directeur de l'office des consultations sexuelles à l'Institut des sciences sexuelles (Magnus-Hirschfeld). A écrit plusieurs ouvrages très répandus sur la question sexuelle, dont „D'où viennent les enfants — un livre d'enseignement pour enfants; „Garçon et fillette — conversations avec des enfants sur la question sexuelle“, „Le sexe et l'amour dans la biologie et dans la société“, etc.

Dr. Max Hodann a été nommé au printemps 1927 Vice-président de l'Union Allemande du Secours Ouvrier International.

Au séminaire de politique culturelle de l'école syndicale de Berlin, que je dirige, j'eus récemment l'occasion de parler de l'importance pour l'Europe de la question balkanique. Ceux des Allemands qui, en tant que socialistes, se sentent intimement liés aux peuples voisins et ne connaissent pas des haines nationales, en présence de la misère des larges couches, en présence des barrières douanières qui s'élèvent entre les différents Etats et qui constituent les causes partielles de cet état de misère considèrent une Europe unie, unique comme la seule issue de cette situation politique misérable. Et une Fédération des Etats européens présuppose naturellement une Fédération des Etats balkaniques.

Je crois, cependant, que l'orgueil national, ou disons-le avec plus de précision, l'avidité de lucre de la classe dominante dans les Etats bourgeois-européens d'aujourd'hui, ne tolérera pas de se soumettre à une entité fédérative. Le morcellement non seulement des peuples balkaniques, mais aussi des peuples de l'Europe Centrale et Orientale, en plusieurs Etats indépendants est absolument absurde. Ce n'est que la conscience des larges masses, c'est-à-dire l'organisation prolétarienne et la transformation des proportions actuelles de la puissance, qui pourra constituer une garantie pour une réunion et unification fédérative logique des contrées balkaniques, et ensuite des contrées de toute l'Europe. Ce fut la constitution de la Fédération des Républiques Soviétiques sous une unique direction économique qui a pu garantir les droits des nationalités.

Les conditions existant aujourd'hui dans les Balkans,

les jalousies des cliques régnantes, les interminables incidents de frontières, l'oppression de toute aspiration de libération, ne peuvent être modifiés, supprimés que par une action commune des peuples balkaniques contre leurs gouvernements actuels. L'idée de la Fédération Balkanique est non seulement de l'intérêt des peuples balkaniques, mais aussi de l'intérêt de l'Europe toute entière, car le morcellement des peuples balkaniques donne naissance à des luttes qui constituent un danger permanent pour la paix européenne. Ceci a dernièrement encore été démontré par le conflit italo-yougoslave.

Ceux qui font partie du peuple allemand qui se trouve sous la même pression du capitalisme français et anglais que les Balkans, ne peuvent aujourd'hui rien faire de positif pour appuyer les efforts déployés pour la constitution d'une Fédération Balkanique. Nous pouvons cependant assurer les combattants balkaniques contre la terreur dans leurs propres pays, de nos sympathies les plus chaudes; nous pouvons les assurer que nous nous sentons en la plus profonde solidarité avec eux. Les Balkans constituent encore une contrée que la plupart des Européens du centre et du nord ne connaissent que bien imparfaitement. Par des intensives communications, des échanges d'idées, des efforts réciproques entre l'Allemagne et les Balkans, que ne séparent que quelques heures de vol, pour se mieux connaître, nous les Allemands pouvons aussi contribuer à la propagation de l'idée de la Fédération Balkanique, qui me semble aujourd'hui la seule possibilité, la seule issue possible en présence des conditions sévissant dans les Balkans. Ce, tant dans l'intérêt des peuples balkaniques que dans celui de l'Europe toute entière.

Dr. Max Hodann

Pour empêcher une infâmie

La vie du combattant révolutionnaire des ouvriers roumains Ellek Kôblos en danger La Sigourantsa demande son extradition au gouvernement tchécoslovaque

La Sigourantsa roumaine aiguise son couteau pour commettre un nouveau crime misérable de l'espèce du crime commis sur Tkatchenko. Cette fois, la Sigourantsa ne travaille pas seule, elle cherche — et est sur le point de trouver — la collaboration, la complicité de la police de la République Tchécoslovaque.

En août, un des dirigeants d'avant-garde des travailleurs de Roumanie, Ellek Kôblos, un vieux et éprouvé combattant, était arrêté en Tchécoslovaquie après avoir passé la frontière en fuyant la Sigourantsa et la Jilava. Originaire de la région de Mourech (Transylvanie) Kôblos entra dès sa première jeunesse (il est maintenant âgé de presque quarante ans) dans le mouvement ouvrier hongrois, où il jouait encore avant la guerre un rôle important. Après l'occupation de la Transylvanie par les troupes de l'oligarchie roumaine, Kôblos ne s'est pas laissé prendre par le courant de chauvinisme qui avait envahi alors la population hongroise de la province occupée et maltraitée par la soldatesque roumaine. Il a cherché et noué du premier moment des liaisons avec les groupes d'avant-garde des révolutionnaires roumains, avec lesquels il commença à travailler, animé d'une rare et belle énergie, à l'érection du Parti Communiste et à la consolidation du mouvement syndical rouge. Impliqué dans le procès des 300 en 1921/22, il est libéré par l'amnistie avec les autres chefs du Parti et des syndicats. Ouvrier du bois de profession, Kôblos réussit à maintenir l'unité de l'Union des Ouvriers du Bois, de la sorte que, au moment de la scission syndicale, cette Union est la seule qui échappe et qui reste entièrement fidèle à la ligne révolutionnaire. Président, puis secrétaire général de l'Union des Ouvriers du Bois, Kôblos conquiert l'affection fanatique de tous les ouvriers du bois de Roumanie et la haine bestiale de la bourgeoisie.

Kôblos était le secrétaire du Parti Communiste quand le Parti était encore légal, et après l'illégalisation du Parti il ne cesse pas de travailler aux premiers de ses rangs — étant forcé de suivre des chemins souterrains. Organisateur d'un rare talent il est un des chefs les plus estimés et ayant le plus d'autorité dans le Parti. Accusé dans le procès dit du Comité Central, avec Boris Stefanoff et les autres dirigeants du Parti, Kôblos est condamné à dix ans de travaux forcés, c'est-à-dire au maximum. Une partie d'eux, parmi lesquels Kôblos aussi, furent condamnés par contumace. Plus

tard, Boris Stefanoff tombe entre les mains de la Sigourantsa, mais Kôblos réussit à fuir et à échapper ainsi à un sort préparé d'avance comme à Tkatchenko.

Maintenant il est tombé entre les mains de la police tchécoslovaque. Nous nous serions imaginé que les autorités de cette République, qui proclame par ses lois fondamentales le droit d'asile aux réfugiés politiques, auraient pris sous leur protection le combattant révolutionnaire roumain réfugié sur leur territoire. Illusion! La police tchécoslovaque l'a emprisonné. Plus encore: les agents de la Sigourantsa furent appelés d'urgence. Une équipe entière est arrivée en effet de Bucarest à Berekas, où se trouve maintenant Kôblos, et ensemble avec la police républicaine fait l'«instruction». Il serait intéressant de savoir ce que disent les démocrates tchèques de cette honteuse collaboration et de cette violation de leur territoire et des lois républicaines par la police d'un Etat étranger, ce qu'ils disent de cette immixtion révoltante d'une police étrangère, odieusement sanglante, dans les affaires intérieures de la République Tchécoslovaque.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. Le gouvernement roumain a essayé d'organiser l'enlèvement de Kôblos. Le plan était comme suit: pendant le transport de Kôblos au cabinet du juge, cinq agents roumains devaient le «libérer» (faisant semblant d'être des «camarades» de Kôblos) et, le jetant dans une auto, le passer de l'autre côté de la frontière qui n'est pas éloignée de plus de 25 km. Ce plan n'a pas réussi. Alors la Sigourantsa roumaine eut recours à une autre infâmie. Elle déclara que Kôblos n'est pas Kôblos, mais un escroc et faussaire international bien connu du nom de Rozesco-Bizon, condamné à 8 ans de prison et évadé il y a peu de temps. Sur cette base, le gouvernement roumain a demandé l'extradition de Kôblos-Rozesco. Mais la presse tchécoslovaque a eu vent de la machination et sonna l'alarme. Ainsi ce plan de la Sigourantsa paraît aussi avoir échoué. Mais la Sigourantsa ne se donna pas pour battue. Elle prit refuge à la dernière infâmie, qu'elle avait apprise de ses collègues de Boston: elle accusa Kôblos de meurtre ordinaire. Or, Kôblos est un condamné politique, de même et en même temps que Boris Stefanoff. Stefanoff est depuis plus d'une année dans les mains de la Sigourantsa, et celle-ci n'a pas le courage de le faire juger, tellement insuffisantes sont les preuves de l'accusation. Mais

avec ou sans preuves, Kôblos est condamné (par contumace, avec Boris Stefanoff) pour des délits politiques. Pendant deux années, depuis la sentence, la Sigourantsa n'a pas élevé contre Kôblos aucune autre accusation. Et voilà que maintenant, quand Kôblos est arrêté en Tchécoslovaquie où la main de la Sigourantsa ne peut pas s'étendre directement pour le liquider comme elle l'a fait avec Tkatchenko, la Sigourantsa élève l'accusation d'assassinat, pour pouvoir arracher l'extradition du révolutionnaire roumain qui lui a échappé jusqu'à présent. L'infamie est trop évidente pour que le gouvernement tchécoslovaque ne la voie.

Dans le gouvernement tchécoslovaque siègent des hommes qui ont été, eux aussi, toute leur vie des réfugiés

politiques, et à leur tête marche le président même de la République. Nous ne pouvons croire que, avant de décider sur la demande d'extradition de Kôblos, ils ne se rappelleront pas leur propre passé et ne répondront pas aux bourreaux de Bucarest, assoiffés de sang, comme ils le méritent. Au nom des combattants d'aujourd'hui pour la liberté nationale dans les Balkans nous demandons aux combattants d'hier pour la liberté nationale contre la monarchie des Habsbourg, de mettre en liberté le combattant ouvrier Eliek Kôblos, de chasser les agents de la Sigourantsa du territoire de la République Tchécoslovaque et de donner droit d'asile à Kôblos, comme à tous les réfugiés politiques.

Rédaction de la Fédération Balkanique

À Propos de l'Unité Yougoslave Une réponse à la „Volksstimme“

Je suis pour les mises au point précises. Je considère, jusqu'à nouvel ordre, que mon livre *Les Bourreaux* est une de ces mises au point basées et positives. Je regrette qu'il en soit ainsi, j'aimerais mieux que ce réquisitoire contre certains régimes actuels et ce tableau des atrocités de notre temps fût fantaisiste et fictif. Il n'en est, hélas, rien et ce ne sont pas les démentis de M. Hermann Wendel dans la *Volksstimme* qui ébranlent en quoi que ce soit la vérité des faits que j'ai établis.

A un premier démenti de M. Wendel, j'ai répondu d'une façon explicite. Il revient à la charge, et il incrimine principalement, cette fois-ci, la «fausse conception» que je me fais de l'unité nationale yougoslave, tout en insistant à nouveau sur les «exagérations» et les «altérations de la vérité» qu'on trouve dans *Les Bourreaux* au sujet du traitement infligé aux prisonniers politiques. D'après M. Wendel, mon information ne serait que le reflet de l'opinion intéressée des «agents de Moscou» auxquels je me serais, selon lui, exclusivement adressé.

Je considère de mon devoir de protester de la façon la plus péremptoire contre ces accusations de principe qui tentent à discréditer d'un seul coup, mon enquête.

Mais je ne veux pas me contenter de répondre à des généralités par des généralités. Je prends le passage capital de l'article qui vient d'être consacré à mon livre dans la *Volksstimme* par M. Wendel. La thèse de celui-ci est que le principe de l'unité yougoslave est un principe éminemment socialiste, et qu'en combattant les efforts faits par le gouvernement yougoslave pour réaliser l'unité nationale des différentes races et régions composant la Yougoslavie, nous nous attaquons à un de nos propres mots d'ordre.

Il y a là un travestissement de la réalité, que nous retrouvons du reste plus d'une fois dans les politiques d'asservissement impérialiste et nationaliste. C'est toujours au nom de l'unité et de l'élargissement harmonique d'un ensemble, que se perpétrent les annexions. Or, il s'agit ici, bien en effet, d'annexion. C'est un point que je n'ai pas négligé de signaler dans *Les Bourreaux*. L'unification politique de la Yougoslavie, telle qu'elle s'est accomplie, n'a pas les formes d'une fédération où chacune des parties intéressées apporte les mêmes droits et les mêmes libertés; c'est la centralisation par la violence d'une série d'éléments ethniques divers: Croates, Slovènes, Monténégrins, etc. . . . au profit des seuls Serbes. Au temps jadis, M. Raditch a fait justice de ce sophisme décoratif déguisant une prise de possession brutale.

La grande bourgeoisie serbe et, en même temps, l'Entente impérialiste qui la pousse et qui la conduit, se sont servi indûment, pour le parodier et pour en faire état vis-à-vis d'une opinion publique trop complaisante, du principe marxiste du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Encore une fois, l'exercice de ce droit peut et doit inciter à des fédérations de peuples (nous sommes nous-mêmes partisans d'une grande Fédération Balkanique), mais ne pas dévoiler derrière une simple rhétorique démocratique un asservissement à une puissance centrale dévoratrice.

Quant au parti social-démocrate yougoslave, aux directives duquel se réfère M. Wendel pour jeter la confusion et discréditer sur la clarté logique de notre conception véritablement prolétarienne — on peut dire qu'il a trahi dans une grande mesure la cause du prolétariat yougoslave.

Avant la guerre balkanique et la guerre de 1914, le parti social-démocrate serbe se plaçait à la gauche de la IIe Internationale, c'est à dire qu'il constituait un vrai

parti révolutionnaire, et ses représentants: Trischa Katslerovitch et Dragischa Liaptchévitch, ont voté à la Skoupschtina contre la guerre «libératrice» balkanique, et contre la guerre «défensive» impérialiste mondiale.

Au cours de la guerre impérialiste, le Dr. Givko Topalovitch, leader social-démocrate actuel en Yougoslavie, prisonnier de l'Autriche, fut libéré et retourna au front de Salonique, où il prononça toute une série de discours aux soldats serbes en les invitant à continuer la guerre «libératrice» jusqu'au bout.

Lequel des trois a trahi la cause du peuple: Katslerovitch et Liaptchévitch votant à la Skoupschtina contre la guerre, ou Topalovitch faisant appel aux soldats serbes pour continuer la guerre jusqu'au bout?

Après la guerre, Liaptchévitch trahit lui aussi la cause prolétarienne en se faisant le thuriféraire de M. Pachitch dans la presse de la grande bourgeoisie serbe et en le félicitant d'être le «réalisateur de l'idée nationale».

Quant au chef des social-démocrates croates, Vitomir Koratch, il reçoit du royaume des Serbes, Slovènes et Croates un traitement pour «ses mérites nationaux»!

La véritable fédération yougoslave, comme la véritable fédération balkanique, est basée sur l'autodisposition et la solidarité effective des masses populaires — point de vue qui est en contradiction formelle avec celui du gouvernement serbe, de ses serviteurs, et de l'impérialisme occidental qui utilise le gouvernement serbe à ses fins.

Quant à la question des sévices et des tortures subies par les prisonniers, les faits que j'ai cités m'ont été révélés soit par les victimes elles-mêmes, soit par des personnes qui leur étaient très proches, et dont j'ai toutes les raisons de ne suspecter ni l'autorité ni la sincérité. Non seulement je maintiens ces faits, mais j'ajoute que la vérité est pire encore que ce que j'en ai partiellement dévoilé. Au reste, j'ai dû dans certains cas, omettre des détails dont la divulgation aurait pu avoir pour conséquence de nouvelles persécutions vis à vis de tiers.

Que M. Wendel obtienne qu'on publie les dépositions qui ont été faites dans les divers procès intentés aux communistes — et l'opinion publique sera définitivement édifiée.

Henri Barbusse

La Société des Nations et les peuples des Balkans

C'est à désespérer du bon sens humain. Il y a des gens qui se refusent absolument à tenir compte des leçons de l'histoire, qui sont cependant plus qu'évidentes: sanglantes!

Cette réflexion m'est venue, une fois de plus, lorsqu'un numéro du journal: „La Macédoine“, paraissant à Genève, m'est tombé sous les yeux. L'organe des autonomistes macédoniens attend le salut de la Macédoine de la générosité des puissances de proie, tout comme il y a un quart de siècle! Si avant les guerres balkaniques et surtout la boucherie mondiale on pouvait comprendre, sinon excuser, pareils errements, aujourd'hui une semblable ligne politique est simplement une trahison envers le peuple macédonien martyr.

Comment, après la conflagration générale où furent massacrés non seulement quinze millions d'êtres humains en fleur d'âge, mais aussi toutes les illusions et tous les mensonges de ce qu'on appelle „les grandes puissances“ — qui, en réalité sont de ridicules impuissances lorsqu'il s'agit du bien (oh, pour le mal, c'est une autre question!) — il se trouve encore des gens pour croire en ces mêmes „puissances“, lorsqu'elles se mettent ensemble et s'intitulent pompeusement „la Société des Nations“!

L'expérience historique ne sert donc à rien. Nous étions assez naïfs pour croire, avec tous les hommes de bon

sens, que la place à cette croyance est aux cimetières où sont enterrés des centaines de milliers d'Arméniens qui, eux aussi, eurent le malheur de croire à la bonne foi et à la bonne volonté des grandes puissances.

Tout le monde sait, que chacune des plus grandes puissances qui sont à la Société de Genève ne cherche qu'à fortifier sa situation dans le monde, à jouer, si possible le premier rôle. C'est le but. A ce but final, indéfectible, tout est subordonné. Et les petites nations ne sont que les moyens que l'on emploie pour arriver à ce but auquel on sacrifie tout.

On parle de la libération d'une petite nation lorsque l'on espère pouvoir par cela diminuer l'influence d'un grand rival. Est-ce que les peuples balkaniques acceptent éternellement à servir de chair aux grands canons impérialistes que sont „les grandes puissances“.

Est-ce que la dernière guerre n'a pas montré le vide et le mensonge des grandes phrases? La deuxième Internationale a parlé pendant un quart de siècle de la solidarité internationale. Arrive 1914. Et la plus grande autorité de cette „Internationale“, Karl Kautsky, déclare tranquillement „L'Internationale est un instrument du temps de paix et non du temps de guerre“. C'est comme si quelqu'un disait: „Les pompiers ne sont bien que lorsqu'il n'y a pas d'incendie!“

La Société des Nations s'agitte lorsqu'il n'y a pas de grands conflits. Mais quand un conflit entre une grande puissance et un petit peuple éclate (question albanaise) la Société des Nations se déclare elle-même impuissante. A Genève on parle de la paix, on y désire même sincèrement la paix, mais dans le monde, en Asie et en Afrique, en Russie Soviétique, ces mêmes orateurs de la paix conduisent sans répit ou préparent des guerres: guerres coloniales, guerres d'interventions.

En politique internationale, il n'y a que les faits qui comptent. On peut bien se déclarer pour la Fédération Balkanique, comme le fait également La Macédoine, mais si en même temps on répand et on nourrit des illusions sur l'intervention des grandes puissances au profit des peuples opprimés, on se trompe et l'on trompe les autres.

Il est temps d'appliquer aux peuples opprimés en général et aux peuples balkaniques en particulier le grand mot d'ordre historique de Karl Marx destiné au prolétariat international: „L'émancipation de la classe ouvrière sera l'oeuvre de la classe ouvrière elle-même“.

Cela veut dire: „L'émancipation des peuples Balkaniques sera l'oeuvre des peuples Balkaniques eux-mêmes“.

Emancipons tout d'abord nos esprits de toute illusion, de toute confiance en les fantômes. Et nous serons prêts à entrer dans la véritable voie de salut qui est en nous mêmes et en notre alliance.

Vive la véritable Union Fédérative des peuples Balkaniques arrivés à leur conscience d'eux-même et à la confiance en eux-mêmes!

Charles Rappoport.

Que vaudrait un rapprochement Bulgaro-Yougoslave?

Il n'est bruit, depuis plusieurs semaines, que d'un rapprochement éventuel entre la Bulgarie et la Yougoslavie. On avait même annoncé à ce propos une rencontre qui aurait eu lieu à Munich, entre les rois Alexandre et Boris, et l'on ajoutait que ce dernier, au préalable, avait été prendre conseil de son père, le tsar déchu Ferdinand. Les intrigues balkaniques sont innombrables, car la presqu'île des Balkans n'est elle-même qu'une réduction de l'Europe. Mais quand une détente y apparaît entre deux puissances il faut toujours se demander contre qui elle est dirigée.

La Bulgarie et l'ancienne Serbie vivaient en fort mauvais termes avant la guerre mondiale; ce qui s'explique assez bien puisque leurs gouvernements convoitaient les mêmes provinces turques. Si ces gouvernements négociaient un pacte en 1912, c'était que la Russie avait formé, sous sa pression, la grande Coalition Balkanique qui comprenait aussi la Grèce et le Monténégro et qui devait ruiner l'Empire Ottoman et assurer sa propre primauté jusqu'aux Détroits et peut-être aussi lui valoir la possession du Bosphore et des Dardanelles. Mais cette Coalition Balkanique se rompit brusquement en 1913 pour aboutir à une lutte armée entre la Bulgarie et la combinaison serbo-grecque à laquelle s'associa la Roumanie. La Bulgarie fut écrasée, et sa défaite ne fit qu'aggraver la querelle traditionnelle entre elle et la Serbie.

Pendant la guerre mondiale, la Bulgarie se rangea du côté des Empires Centraux et contribua à la dévastation de la Serbie. Ce fut sa revanche. Revanche toute temporaire, car la Bulgarie fut entraînée dans l'écroulement des Empires Centraux et sortit de la conflagration plus petite et plus faible qu'elle n'y était entrée. Son ressentiment contre la Yougoslavie, issue de la Serbie, n'en pouvait devenir que plus violent, et si elle a cédé aux vainqueurs en souscrivant à l'acte de Neuilly, ce fut avec l'espoir d'en dicter un jour la révision.

Pourquoi donc maintenant les chancelleries de Belgrade et de Sofia tenteraient-elles un rapprochement? A quelles considérations l'une et l'autre obéiraient-elles en faisant taire leurs méfiances ou leurs rancunes?

Bien que la Yougoslavie soit incorporée à la Petite Entente (avec la Tchécoslovaquie et la Roumanie) elle se sent foncièrement isolée. La Tchécoslovaquie est loin et regarde uniquement vers le Danube. La Roumanie n'est plus très sûre, depuis qu'elle a passé une convention avec Mussolini et que celui-ci a sanctionné l'annexion de la Bessarabie par le cabinet de Bucarest. Or, l'appréhension d'un conflit avec l'Italie fasciste pèse toujours sur le royaume Serbo-Croate-Slovène, et surtout depuis la publication de l'acte de Tirana qui permet à Mussolini de découvrir à toute heure le casus belli. La Bulgarie représente un ennemi redoutable pour une Yougoslavie dont les forces militaires n'atteignent pas un tiers de celles de l'Italie. Que M. Marinkévitch souhaite la neutraliser: rien n'est plus naturel; mais cette neutralité, plus ou moins sympathique, il ne l'obtiendra pas gratuitement, et ce qu'on recherche, c'est de quel prix il la pourrait payer.

La Bulgarie, quant à elle, n'a intérêt à traiter avec sa voisine que dans la mesure où sa bonne volonté serait copieusement rémunérée. Le parti au pouvoir à Sofia serait le dernier à transiger à cet égard, et l'on n'a pas oublié les griefs qu'il faisait à Stamboliiski coupable principalement d'être entré en conversation avec Belgrade. Si Liapcheff s'entendait avec Voukitchévitch, c'est qu'on lui aurait garanti une révision de la frontière de Neuilly, c'est à dire l'attribution d'un morceau de Macédoine, car la Macédoine est la Pologne des Etats Balkaniques.

Maintenant, que vaudrait un rapprochement entre Bulgarie et Yougoslavie?

D'abord, serait-il durable? Personne ne le supposera. Les expériences du passé nous attestent combien sont fragiles les combinaisons de ce genre, et avec quelle désinvolture ou quel cynisme les chancelleries Balkaniques se retournent. L'intérêt d'aujourd'hui n'est pas celui de demain.

En outre, cette réconciliation ne doit pas être envisagée seulement en elle-même. Elle serait tournée contre de tierces puissances.

La Yougoslavie est très mécontente de l'attitude du gouvernement grec. Si la chambre d'Athènes a repoussé, à la fin du mois d'août, la convention économique jadis passée par le dictateur Pangalos avec le cabinet de Belgrade, elle y a été encouragée par le ministre des affaires étrangères lui-même, M. Michalacopoulos. On nous affirme bien que les tractations ont été reprises sur des bases nouvelles, mais l'on sait ce que parler veut dire. Le gouvernement Serbo-Croate-Slovène aura à négocier à la fois cet automne avec l'Italie à propos de l'Adriatique et de l'acte de Tirana, et avec la Grèce au sujet de l'entrepôt de Salonique et de la voie ferrée Guevguéli-Salonique. Situation complexe et difficile! M. Marinkévitch est donc animé de sentiments peu amicaux à l'endroit de son collègue Hellène. La Bulgarie, si elle a des changements à réclamer de la Yougoslavie, estime que la Grèce lui obstrue les chemins vers l'Egée. On conçoit maintenant qu'un accord Serbo-Bulgare aurait une pointe contre Athènes. Par suite, il n'apparaît pas comme un facteur de paix, mais plutôt comme un élément de conflit.

Et il en sera de même de toutes les combinaisons diplomatiques que pourront forger les chefs des Etats des Balkans. L'expérience de 1912 doit suffire. Une seule forme d'organisation pourra pacifier la presqu'île; c'est la Fédération à forme républicaine dont la préparation est la raison d'être de cet organe. Mais elle comporte l'anéantissement des régimes monarchiques et ploutocratiques qui ont prévalu jusqu'aujourd'hui. Elle est tout au rebours des desseins qu'on prête à Alexandre, à Boris et à leurs ministres.

Paul Louis

Errata: Dans notre dernier numéro à la page 1450, 2me colonne, 15me ligne d'en haut, lire: Les Raditchiens n'ont pas cette fois-ci les mêmes chances qu'en février 1925.

Appel des Comités Albanais

Après une longue série de luttes héroïques, presque la moitié de l'Albanie a réussi à s'ériger en Etat indépendant en 1912, tandis que l'autre partie était livrée aux jougs serbe et grec. Envahie par les armées belligérantes pendant la guerre mondiale et menacée d'être démembrée en vertu des traités secrets conclus entre les puissances impérialistes, l'Albanie indépendante, après avoir subi bien d'autres pertes, a su affirmer à nouveau ses droits à la vie en 1920, après l'évacuation de Vallona par les Italiens. Alors, l'Albanie fut admise comme membre de la Société des Nations, qui lui reconnaissait et garantissait formellement son indépendance et son intégrité territoriale.

Mais ce ne fut qu'une courte épisode. En 1924, l'Albanie a succombé à une invasion yougoslave de grand style, qui fit venir au pouvoir Ahmed Zogou, avec ses beys féodaux.

En 1926, la pénétration persévérante de l'impérialisme italien en Albanie a abouti au traité de Tirana, imposé au peuple albanais par M. Mussolini, sous les auspices de l'Angleterre conservatrice. Ce traité est la négation la plus éclatante de l'indépendance de l'Albanie et jette les bases pour l'invasion des Balkans par l'impérialisme italien. Ses conséquences, désastreuses pour l'Albanie qui en est la première victime, seront en même temps fatales pour tous les autres pays balkaniques ainsi que pour la paix dans les Balkans et en Europe. Il est donc indispensable d'attirer sur ce traité, et d'une façon toute particulière, l'attention du monde civilisé.

Le traité de Tirana a placé l'Albanie sous le protectorat italien et a garanti l'inamovibilité ministérielle d'Ahmed Zogou. Du reste, le gouvernement de M. Mussolini n'a laissé aucun doute à ce sujet. Il a déclaré à plusieurs reprises qu'il n'admettrait pas qu'on discute sur le traité de Tirana, ni à Genève ni ailleurs. Tout dernièrement encore, une note de l'agence officielle «Roma» énumérait les raisons pour lesquelles l'Italie doit veiller à la conservation d'Ahmed Zogou au pouvoir. D'après cette note, l'Italie ne peut pas permettre que des changements gouvernementaux compromettent ses intérêts et ses privilèges acquis en Albanie. La question est tranchée clairement et sans équivoque.

M. Mussolini a ses raisons. Pour réaliser ses visées de conquête il a absolument besoin d'un traître comme Ahmed Zogou et d'un régime terroriste du genre de celui instauré en Albanie depuis 1925. Ce régime sanglant se caractérise par une série d'actes de haute trahison. Ahmed Zogou l'a inauguré par une invasion yougoslave, l'a couronné par des cessions territoriales à la Yougoslavie et l'a consolidé par la transformation de l'Albanie en colonie italienne. Il y règne en satrape médiéval, dans un luxe qui coûte à l'Etat albanais plus d'un million de francs-or annuellement. Avidé de richesse, il a amassé une fortune de plusieurs millions en deux années, en s'appropriant des biens nationaux, en pillant à droite et à gauche, en vendant aux étrangers les richesses nationales, en asservissant économiquement son pays au capitalisme italien et en accordant aux Italiens le droit de coloniser les terres fertiles de l'Albanie.

Pour étouffer l'opposition, il a supprimé toutes les libertés constitutionnelles et livré le pays à la merci de ses hordes de brigands, de sicaires, et de mouchards qu'il appelle son armée, et qui gaspillent plus de la moitié des revenus annuels de l'Etat. Il a plongé le peuple albanais dans la servitude la plus barbare et la misère la plus atroce. Il a assassiné, exilé ou emprisonné les patriotes et les intellectuels qui ont créé l'Etat indépendant albanais et l'ont gouverné jusqu'en 1925. Il a forcé à émigrer deux anciens régents, trois anciens premiers ministres, deux hauts prélats, quinze anciens ministres, tous les députés de l'opposition, des douzaines de hauts fonctionnaires et d'officiers de l'armée et des centaines de montagnards. Il ne tolère dans le pays aucune voix libre, aucun homme honnête, étouffant dans le sang toute opposition au régime des beys féodaux, instruments habituels de la domination étrangère.

Avant le régime actuel, l'Albanie n'avait pas de dettes, maintenant elle en a tellement qu'elle ne saura s'en débarrasser durant des dizaines d'années. Les finances et le budget sont dans un gâchis irrémédiable pour une longue période. Les paysans gémissent sous le fardeau de lourds impôts. Pour les payer ils sont obligés de vendre leurs terres aux capitalistes italiens et d'en devenir les serfs. C'est justement ce régime que le traité de Tirana est destiné à perpétuer.

Même plus. L'Albanie n'étant que la première étape et la base directe de la pénétration italienne dans les Balkans, vient de devenir le champ de bataille entre les impérialismes italien et serbe. Le conflit italo-yougoslave n'en est que le prologue éloquent. On a beau essayer de l'étouffer par des formules diplomatiques. On ne réussira qu'à l'ajourner, parce qu'il n'y a qu'une seule solution: l'annulation du traité de Tirana et la restauration de l'indépendance albanaise.

Mais comme M. Mussolini refuse catégoriquement de discuter sur le pacte italo-albanais et comme il est appuyé en cette attitude intransigeante par l'Angleterre, il n'y a aucune possibilité de liquider actuellement le conflit italo-yougoslave. Celui-ci subsistera malgré tout, deviendra chronique et s'aggravera de plus en plus. En effet, la situation est telle que le moindre incident peut donner lieu à une nouvelle conflagration balkanique, dont les répercussions seraient fatales pour la paix en Europe. Et alors, l'Albanie, qui se trouve déjà sur la pente de l'anéantissement définitif, sera la première noyée dans le sang et dans le feu.

Tels sont les effets du traité de Tirana, aussi néfastes pour le peuple albanais que pour toutes les nations balkaniques et pour la paix de l'Europe.

Quant aux autres régions albanaises qui sont sous la domination étrangère directe, leur situation n'est pas meilleure. Dans le Kossovo et les régions annexées par la Serbie, dont la population albanaise dépasse en nombre celle de l'Albanie, les autorités se servent de tous les moyens pour exterminer l'élément albanais: ils ont dévasté des districts entiers (comme ceux de Plavé, Gusinié, Ipek, Prishtina, Mitrovitza, Hoti et Grouda) et massacré des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants. Tout en proclamant des principes comme celui de «l'indépendance albanaise» et «les Balkans aux peuples balkaniques», les militaristes serbes ne changent point leur politique hostile envers les minorités albanaises ni envers l'Etat.

La politique des militaristes grecs est identique à celle de leurs confrères serbes. Eux aussi s'efforcent par tous les moyens de faire disparaître les minorités albanaises sous leur domination en les forçant à s'expatrier, et de greciser l'Albanie méridionale grâce aux privilèges obtenus du gouvernement féodal albanais.

Telle étant la situation de tout le peuple albanais, de celui faisant partie de l'Albanie actuelle et de celui se trouvant sous les jougs yougoslave et grec, nous faisons appel à l'opinion publique du monde civilisé pour empêcher l'extermination de notre nation en plein XXe siècle. Nous faisons appel à tous les partisans du progrès et leur demandons de nous aider dans notre lutte pour l'émancipation du peuple albanais des jougs étranger et intérieur et pour la réalisation d'une Albanie unie et libre, vivant dans des relations fraternelles avec les autres pays balkaniques. C'est de cette façon que nous pourrons épargner aux peuples des Balkans et de l'Europe une nouvelle guerre.

Nous faisons appel à tous les peuples balkaniques opprimés et à toutes les masses paysannes et ouvrières balkaniques exploitées pour former un front unique contre l'impérialisme italien qui, avide de conquêtes, menace leur sécurité et leur existence aussi bien que les nôtres. Nous les invitons à marcher côte à côte avec nous dans la voie de la réalisation de la libre et puissante Fédération des peuples balkaniques, seule garantie de la liberté et de l'indépendance des Balkans.

Nous faisons appel à tous les amis de la liberté et de l'indépendance des peuples opprimés pour nous donner l'appui le plus large et le plus réel dans cette lutte sacrée pour le droit d'existence du peuple albanais démembré par la force la plus brutale, martyrisé et ensanglanté par ses oppresseurs de l'intérieur et par les impérialistes étrangers.

Pour le Comité Albanais de l'Emancipation Nationale:

(Signé)

Evêque Fan S. Noli *Lano Borshi*
Konstantin Boshnjak *Dr. Nush Bushati*
Dr. Omer Nishani
Capitaine Aziz Tchami

Pour le Comité de la Libération de Kossovo:

(Signé)

Bedri Péjani *Kamil Bala*
Major Ibrahim Jakova

A la veille d'une catastrophe financière en Bulgarie

Depuis que la Ligue Militaire s'est emparé du pouvoir par un coup d'Etat nocturne, la Bulgarie traverse une crise aiguë du point de vue tant politique que social, économique et financier. Aujourd'hui, nous voulons parler de la crise financière qui a pris des proportions tellement étendues que l'on doit catégoriquement affirmer que ce pays se trouve à la veille d'une catastrophe financière. Les impôts, les différentes charges que le peuple bulgare est obligé de supporter sont tellement énormes qu'il est impossible de les augmenter ne fût-ce que d'un centime. Le budget de l'Etat — c'est-à-dire le budget ordinaire de l'Etat — pour l'année financière courante s'élève à 6,993 millions de lévas bulgares, ou 263 millions de frs or — tandis qu'avant la guerre il ne s'élevait qu'à 175 millions de frs or. Depuis que la Ligue Militaire est au pouvoir, ce budget a augmenté de 60 %, bien que la valeur du léva soit restée presque inchangée.

Le budget des recettes est principalement constitué par les impôts indirects qui, pour l'année courante, représentent les 50 % environ des revenus; tandis que les impôts directs n'en représentent que les 12 % — sur le papier; en réalité la rentrée pendant les dernières années n'en a été que 4 %. Et il n'y a pas longtemps, le chiffre des impôts directs en Bulgarie était supérieur à celui des impôts indirects.

Les charges financières que le gouvernement du Zgovor applique de prédilection tombent toutes sur les masses travailleuses; car ce sont elles qui constituent la majorité écrasante de la population et qui paient chaque jour leurs lourds impôts en achetant les produits de première nécessité à des prix exorbitants. Si nous examinons pour quels buts sont dépensées ces sommes, nous voyons que la moitié en est affectée à des dépenses non seulement improductives, mais aussi et surtout tendant à consolider la dictature fasciste et militariste dans le pays et à augmenter les profits des capitalistes bulgares et étrangers.

Mais ce ne sont pas seulement les charges du budget ordinaire que le peuple bulgare doit payer. Dans ce pays il y a encore d'autres budgets. Il y a le budget des fonds qui, pour l'exercice courant, s'élève à la somme de 2,380 millions de lévas. Cette somme, moins 100 millions, est perçue sous la forme de différents impôts spéciaux, surtaxes, etc. Puis, il y a aussi le budget extraordinaire qui, cette année, a atteint la somme de 240 millions de lévas. Le budget général de l'Etat serait donc en réalité de 9,523 millions de lévas. Mais il y a encore les budgets des communes et des départements qui représentent un total de 4 à 5000 millions de lévas. Le véritable montant perçu du peuple bulgare pour ces budgets est donc de 14 à 15,000 millions. En prenant en considération que le revenu national n'est que de 30 à 35,000 millions de lévas, nous voyons que le peuple bulgare est obligé de payer presque la moitié de son revenu général pour couvrir les frais des budgets.

Si le peuple bulgare peut supporter une telle charge, c'est parce qu'il est soumis à une misère noire indicible, à un régime de sous-alimentation catastrophale.

Ceci, c'est la situation d'aujourd'hui. Après quelques années, cette situation empirera. Car les sommes que le gouvernement bulgare doit verser pour couvrir les dettes des réparations augmentent dans une proportion progressive. La dette de réparation a constitué le 1er janvier a. c. 642 millions de frs or, et dès 1932 la Bulgarie devra payer des sommes augmentant tous les ans, sur la base des arrangements conclus à cet effet avec les pays de l'Entente. Après quelques années, il faudra donc payer, annuellement, en intérêts et amortissements, 1,175 millions de lévas, jusqu'en l'an 1985.

Et ce n'est pas là toute la dette de réparation. Il y a le reste de cette dette, qui est de 1,700 millions de frs or; pour cette somme, la Bulgarie ne payera aucun intérêt jusqu'en 1925. Mais, après cette date, ce sera là une nouvelle charge, et bien plus grande que celle que nous avons indiquée plus haut.

Tel est le tableau de la situation financière en Bulgarie. Et, au lieu de s'efforcer à alléger cette situation, le gouvernement du Zgovor, tapi sur les épaules du peuple bulgare, continue à poursuivre une politique de nepotisme, une politique qui a pour devise: «Enrichissez-vous!» pour la grande bourgeoisie. Au lieu de diminuer les dépenses faites pour des buts improductifs, il les augmente de plus en plus. Au lieu de demander la suppression, ou du moins la diminution des réparations, il déclare qu'il est un gouver-

nement loyal, que la Bulgarie est le seul pays vaincu qui tient ses engagements assumés d'après les traités de paix, etc. etc.

Cette politique financière poussant le pays vers la catastrophe imminente provoque une crise des plus aiguës — ce qui apparaît en évidence même d'un rapide examen de l'état du commerce, de l'industrie, de l'artisanat, de l'agriculture.

La politique du gouvernement actuel ne peut pas pousser le pays vers la ruine complète, vers la banqueroute. Car cette politique est poursuivie pour donner à la bourgeoisie bulgare la possibilité de s'enrichir en faisant peser sur les masses toutes les charges de l'Etat et en les pressurant à sang; cette politique est poursuivie aussi pour satisfaire les appétits insatiables des capitalistes étrangers protégés par les grandes puissances afin que ces dernières soutiennent la dictature militaire du Zgovor, contre le peuple bulgare. Attaquer et combattre le Zgovor, travailler pour que vienne un autre gouvernement, un gouvernement issu du peuple bulgare, représentant et défendant les vrais intérêts du peuple bulgare, c'est donc travailler à sauver le pays de la catastrophe imminente et imminente, s'est travailler pour le meilleur-être du peuple bulgare.

D. Vlakhoff

Des fraudes, des fraudes, des fraudes...

Bucarest, septembre

La Roumanie est connue comme le pays de la terreur blanche, des urnes volées, comme le pays du bakchiche... maintenant que la Turquie est sur le point de cesser d'être la patrie de ce mot turc. Mais voilà qu'un élément nouveau vient s'ajouter à la caractérisation de la Roumanie «moderne»: fraudes. La Roumanie se dévoile comme le pays des fraudes et détournements incommensurables, tels qu'ils n'existaient même pas dans le régime tsariste. Dans une seule semaine, on a découvert un détournement à la IIème division d'armée de Craiova (la somme détournée s'élève à 11 millions de leis); une autre fraude commise à l'application de la réforme agraire dans le département de Dolj; une troisième à la municipalité de Ploesti qui va aussi dans les millions; une quatrième aux chemins de fer de Galats de 1 million et demi; deux fraudes dans les administrations départementales de Teleorman et Ilfov. Mais le record est atteint sans doute par les fraudes découvertes au «Moniteur Officiel»: ici le directeur-général, l'administrateur-général et le trésorier — toujours général — (tous donc de hauts personnages) ont dilapidé ensemble environ 70 (soixante-dix) millions de leis. Avec l'argent de l'Etat, le premier a joué — et perdu (comme un haut-personnage il était, bien-entendu, membre du Jockey-Club); les autres deux, plus pratiques, ont acheté des immeubles à Bucarest et dans la province, ont construit des villas à Sinaia et à Constantza pour eux et leurs maîtresses, ont érigé des fabriques. On dit que l'un d'eux, à lui seul, a «ramassé» ainsi une richesse de 50 millions de leis.

Ce sont là des fraudes découvertes. Combien en reste-t-il encore de non-découvertes, ou couvertes par la protection, le nepotisme ou l'intérêt politique!... L'«Adeverul» du 1er septembre estime qu'un quart seulement des fraudes est découvert. Et de celles découvertes, pouvons nous ajouter, un quart seulement sont punies. Nous nous rappelons le cas du directeur-général des prisons lui-même, Ionescu-Maritsa, qui a dilapidé quelques millions, ce qui ne l'empêche pas de se promener aujourd'hui librement et de défier le monde du travail. Son remplaçant à la direction générale de ces demeures de lugubre misère, de ces établissements de ruine et d'assassinat de ceux qui y entrent, le célèbre major Cernat, a été attrappé à son tour avec des fraudes de millions, mais il se promène aussi aujourd'hui libre dans les rues de Bucarest, tandis que ses victimes pourrissent à Jilava ou ne sont même pas encore à la fin de leurs années de prison préventive, comme c'est le cas avec Boris Stefanoff.

Vainement certaines cercles essaient en ce moment d'expliquer la fréquence et l'étendue des fraudes par l'insuffisance des salaires. Les dilapideurs ne sont pas des petits fonctionnaires qui, eux, ont en effet des salaires de faim. Ceux-ci acceptent bien peut-être de petits bakchiches, mais ils sont loin de la possibilité de commettre des fraudes de millions, parce que des sommes de millions ne passent même par leurs mains. Les dilapideurs sont des hauts fonctionnaires, dans la plupart des cas des hommes de «confiance» de différents personnages politiques (le directeur-général du «Moniteur Officiel» a été secrétaire-général

du ministère de l'intérieur sous le précédent gouvernement libéral) et des auteurs de la falsification des élections, des sentences sanglantes dans les procès politiques, des exécuteurs de la terreur blanche, etc. etc. Et c'est précisément parce que le régime a besoin de leurs services extra-légaux et anti-légaux, parce que le régime lui-même se base sur la corruption des hauts fonctionnaires publics, politiques et administratifs, civils et militaires, c'est précisément pour cela que les fraudes et dilapidations fleurissent comme des plantes tropicales sous la pluie et le soleil. Les fraudes ne sont que la conséquence logique du régime de corruption qui domine en Roumanie. Et c'est parce qu'elles sont ainsi intimement liées avec le régime en vigueur, avec les fondements sur lesquelles il se base et par lesquels il se soutient et se maintient, que les fraudes — les grandes — restent «non-découvertes» ou non-punies.

«On a entendu parler de poursuites, écrit l'«Adeveruk» déjà cité, mais de condamnations, pas trop. Et les condamnations qui ont eu lieu: des riens, des bagatelles, pas même autant qu'il en faut à un malheureux qui a volé un morceau de pain. En échange, dans un pays dans lequel nous nous plaignons tous de l'indifférence presque totale de l'opinion publique, nous avons une centaine de condamnés politiques (l'auteur a voulu probablement écrire un millier de condamnés politiques, bien que même ce chiffre est au-dessous de la réalité, car rien que des procès bessarabiens il y a plusieurs centaines de paysans dans les prisons, et le parti communiste a des centaines de ses membres emprisonnés — I. M.) traités d'une manière pire que les bagnards. La balance de la justice pend de travers. C'est pour cela que chaque jour nous entendons de nouveaux fraudes et détournements de millions et de dizaines de millions. Avec une telle surveillance et impunité c'est une merveille qu'il y ait encore de l'argent dans le trésor public. Viennent, en plus, les incendies qui nous exterminent, dont un grand nombre étant probablement mis pour cacher des fraudes commises. Tout cela se tient en chaîne depuis une dizaine d'années...»

L'«Adeveruk» est étonné de ce qu'il y a encore de l'argent dans les caisses publiques. Son étonnement est sans raison, car il n'y a plus de l'argent dans les caisses publiques. Voilà en effet ce qu'écrit l'«Adeveruk» lui-même, en date du 8 septembre, dans une correspondance de Bessarabie, sous le titre de «Un intéressant phénomène fiscal en Bessarabie»:

«Kichineff, le 6. — A la suite du décret du ministère des finances pour la vérification des gestions de toutes les institutions de l'Etat (à la suite de l'alerte provoquée par les dernières fraudes colossales au «Moniteur Officiel» — I. M.), on observe, spécialement dans l'administration financière, le phénomène d'une agglomération inaccoutumée d'argent chez les services de perception de la province. Jusqu'à présent la caisse de l'administration financière était vide, maintenant (les hommes ayant été pris de peur — I. M.) il y a plus de 100 millions dans ces caisses. L'administrateur financier Costin a envoyé une lettre-circulaire aux services de perceptions les invitant à ne plus envoyer des sommes nouvelles, la place pour les déposer faisant défaut.»

Que se cache-t-il derrière cette information de l'«Adeveruk»? Voici: Dans les cas des fraudes citées au commencement de ma lettre, les fraudeurs volent l'argent de l'Etat. Mais il y a nombre de fraudeurs qui ne volent pas directement, mais prennent seulement des sommes de la caisse de l'Etat et font avec ces argents des affaires commerciales sur le marché. Puis, les affaires terminées, les fraudeurs retiennent le profit pour eux, et remettent dans la caisse la somme prise. De tels individus sont en Roumanie l'objet de l'admiration publique. «Gargon capables», chuchote-t-on quand on en voit passer en auto de luxe sur le boulevard. Tout le monde connaît ces héros, leurs «opérations» sont connues par les ministres mêmes, qui les tolèrent pourtant (quand ils n'en sont pas les complices directs) par des considérations de partis ou autres.

Et pendant que les hommes du régime, découverts ou non, vident le trésor public, s'enrichissent de l'argent du contribuable, ce contribuable s'épuise sous le fardeau des impôts, qui coulent dans le sac sans fond nommé budget de l'Etat. Oui, un sac sans fond, car le budget sera de nouveau augmenté de 8 milliards, sans que les salaires des petits fonctionnaires soient pourtant améliorés. Au contraire, c'est la marche en arrière qui commence. Tandis que le salaire du directeur-général des chemins de fer augmente de 13.543 leis, celui des conducteurs de locomotive, des chefs de train, des télégraphistes diminue respectivement de 3560 leis à 3120, de 2757 à 2520, de 2896 à 2700. Le capitaine d'intendance de la II^{ème} division pourra dilapider 11 mil-

lions, et les «heureux» du «Moniteur Officiel» 70 millions, mais l'ouvrier des stations des chemins de fer recevra un salaire de 1680 leis (il en recevait 1907, mais on a trouvé ce salaire exagéré), c'est-à-dire 42 francs or par mois, quand l'index de la vie (calculé par le journal capitaliste «Argus») accuse une augmentation des prix, en comparaison avec ceux d'avant guerre, de 30 % — en réalité l'augmentation en est de plus de 50 %.

Et un tel Etat a la prétention de passer parmi les Etats «modernes», «civilisés»! Et les gouvernants de Bucarest se fâchent parce qu'à la Conférence Interparlementaire de Paris le «Comité de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans» a dénoncé les méthodes «parlementaires» dont se servent les maîtres d'aujourd'hui de la Roumanie! Non, la lutte contre le régime de terreur ne cessera pas; mais le régime des fraudes ne tombera qu'avec le régime de terreur lui-même.

I. Mateescu

Il y a trois ans

Le massacre dans le district de Petritch en 1924

C'était au mois de septembre 1924 — une forte agitation s'était emparée de l'ORIM toute entière. Tous ses militants actifs dans les districts révolutionnaires de Pétritch, Stroumitza et Salonique avaient accepté avec enthousiasme les principes du Manifeste du 6 mai de la même année. Alexandroff et Protoguéroff, eux, avaient renié ce Manifeste qu'ils avaient pourtant signé: ils avaient déclaré leurs signatures comme apocryphes. Mais l'étendard par eux jeté à terre fut immédiatement saisi et levé bien haut par tous les révolutionnaires macédoniens. Les mots d'ordre proclamés: union avec les peuples et classes opprimés des Balkans; front unique macédonien et balkanique; lutte contre les gouvernements balkaniques qui terrorisent et oppriment le peuple macédonien et l'exploitent et tentent de l'employer pour les fins de leur politique intérieure et extérieure; Macédoine Indépendante et Fédération Balkanique — ces mots d'ordre furent adoptés et proclamés bien haut par tous les militants les plus actifs de l'ORIM.

Le mouvement avait atteint toute la population de Pétritch; il avait atteint toute l'émigration macédonienne en Bulgarie.

Le gouvernement Tsankoff en fut alarmé. Il craignit pour son existence. Et il élaborait le plan machiavélique d'anéantir ce mouvement. Ce plan, il l'élabora ensemble avec les Macédoniens traîtres à la cause de leur peuple: Protoguéroff, Mikhailoff, Parlitcheff, Bajdaroff, et autres. Il mobilisa toute sa police et sa force militaire. Il fit transporter de nombreux contingents dans le district de Pétritch. L'exécution du plan infernal fut confiée aux traîtres macédoniens et aux organes militaires et policiers.

Et le massacre commença.

Sous prétexte de venger l'assassinat de Todor Alexandroff — assassiné en réalité par le gouvernement bulgare avec l'entière collaboration et participation de Protoguéroff — une sanglante St. Barthélémy fut organisée à Gorna-Djoumaya et dans tout le district de Pétritch. On massacra 160 révolutionnaires macédoniens parmi lesquels figuraient aussi les militants les plus actifs de l'ORIM. On assassina: Dimo Hadji Dimoff, Tchoudomir Kantardjiev, Al. Bouinoff, Arsène Yovkoff, Stoyou Hadjiev, Slavtcho Kovatcheff, Guéorgui Kovatcheff, G. Penkoff, Al. Vassileff, G. P. Vassileff, et de nombreux autres militants dévoués. Ces révolutionnaires furent tués pour décapiter, écraser le mouvement qui avait conquis tout le peuple macédonien. Ils furent tués pour que le chemin d'une entente du gouvernement de la Ligue Militaire en Bulgarie avec le gouvernement de Pachitch et celui de Mikhalacopoulos soit libre. Car la nouvelle orientation du mouvement révolutionnaire macédonien, hautement proclamée par le Manifeste, menaçait l'existence même de tous ces gouvernements réactionnaires et fascistes.

Tsankoff, Volkoff et Protoguéroff réussirent à asséner un violent coup au mouvement révolutionnaire macédonien. Les assassinés étaient des premiers dirigeants de ce mouvement. Mais les assassins ne réussirent pas à tuer tous les militants macédoniens qui avaient adopté les principes du Manifeste. Tsankoff et la Ligue Militaire se sont trompés dans leurs calculs. Ils n'ont pas pu anéantir le mouvement révolutionnaire macédonien.

Les principes proclamés par le Manifeste de mai 1924 ont trouvé un profond écho parmi la population macédo-

nième toute entière. De nouvelles forces ont jailli du sein de ce peuple et, ensemble avec les révolutionnaires macédoniens échappés au massacre, elles ont relevé l'étendard jeté à terre. Elles ont fait leurs les mots d'ordre du Manifeste et ont donné au mouvement une forme d'organisation en constituant l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne Unifiée qui, voilà deux ans, lutte courageusement pour l'affranchissement, la libération, l'union de la Macédoine, et pour la Fédération Balkanique.

Le sang coulé des héros révolutionnaires macédoniens en septembre 1924 nous appelle tous à continuer la lutte — il nous appelle à lutter avec une énergie redoublée, à lutter pour les idéals pour lesquels ces héros sont tombés.

Et nous continuerons cette lutte.

Nous saluons aujourd'hui la mémoire resplendissante des révolutionnaires macédoniens tombés pour la Macédoine Indépendante et la Fédération Balkanique.

Marcel Walter

L'ORIM Unifiée et les élections législatives en Macédoine sous joug serbe

Le 11 septembre ont eu lieu les élections législatives en Yougoslavie, donc aussi en Macédoine sous joug serbe.

Dans cette Macédoine sous le monarchisme et militarisme serbes, la préparation des élections a été faite d'une manière spéciale. Ce que le gouvernement de Belgrade ne pouvait point se permettre de faire dans les autres pays de la Yougoslavie, il l'a fait ici. La police, les gendarmes, les militaires, les fonctionnaires, les «héros nationaux» — les tchetnitsis — ont maltraité et torturé la population pour l'obliger à élire les candidats du gouvernement.

Nous ne connaissons pas encore les résultats des élections dans cette partie de la Macédoine, mais d'après ceux publiés pour la Yougoslavie en entier on doit conclure qu'en Macédoine sous joug serbe ont été élus exclusivement les candidats du gouvernement, c'est-à-dire ceux du parti radical et du parti démocrate. Et il ne pouvait pas en être autrement. Ce pays, c'est la terre bénie pour la réaction serbe. Tous les ministres serbes ont posé leurs candidatures en Macédoine. Car ce n'était pas le peuple macédonien qui votait librement pour eux, c'étaient les organes policiers et militaires qui imposaient au peuple les votes désirés par le

gouvernement. La vraie volonté du peuple macédonien ne pouvait nullement se manifester. Si le peuple macédonien avait eu la possibilité d'exprimer librement sa volonté, indubitablement il aurait voté non pas pour ceux qui ont dans leur politique l'assimilation ou l'anéantissement des Macédoniens, mais pour ceux qui auraient vraiment à cœur de défendre les intérêts et les idéals des Macédoniens.

Pendant la campagne électorale l'ORIM Unifiée a publié et répandu dans toute la Macédoine sous joug serbe un appel à la population, dont nous avons reçu un exemplaire.

Dans ce Manifeste, après avoir relevé qu'en Macédoine sous joug serbe l'élection des députés est confiée à la gendarmerie et aux organes de l'autorité, que la campagne électorale est accompagnée d'innombrables violences, crimes, voire même assassinats, l'ORIM Unifiée invite tous les Macédoniens, sans distinction de nationalité, de langues, de religion, à affronter hardiment la terreur et, en dépit de toutes les violences et de toute terreur, élire des députés qui élèveront leur voix pour le droit d'autodétermination du peuple macédonien, pour la Macédoine Indépendante et pour la Fédération Balkanique. Elle relève qu'on doit donner la leçon qui leur est due aux Trbitch, Kirkovitch, Altiparmakovitch et aux autres agents panserbes qui ont transformé la Macédoine en leur domaine privé qu'ils volent et pillent à leur gré. Puis elle énumère les revendications et les mots d'ordre qui doivent constituer la base de la plate-forme électorale:

1° fin du régime de terreur, de dénationalisation et de pillage en Macédoine et restitution de tous les droits et libertés politiques, nationaux et culturels à la population macédonienne sans distinction de nationalité, de langue, de religion;

2° pleine et entière amnistie politique;

3° suppression de la loi barbare pour la Défense de l'Etat ainsi que de l'«Obznana»;

4° restitution à la population et aux communes des terres, des forêts et des pâturages ravis;

5° distribution de terres aux paysans sans terres ou n'ayant que de petits lots insuffisants;

6° diminution du fardeau de l'impôt pour les couches économiquement faibles de la population;

7° suppression du monopole d'Etat pour le tabac;

8° suppression de la spéculation et du vol des produits de l'économie rurale;

9° encouragement de et octroi de crédits par l'Etat à l'oeuvre coopérative;

10° droit d'autodétermination de tous les peuples opprimés de la Yougoslavie.

Mémoire

présenté à la Conférence Interparlementaire de Paris par le Comité Parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans

L'oppression que les actuels gouvernants balkaniques exercent tant sur les masses laborieuses de leurs propres peuples que sur les nationalités qu'ils ont subjuguées est tellement révoltante que les sociétés, ligues, comités etc. humanitaires de l'Europe entière s'associent toujours à la lutte que mènent avec une énergie toujours plus croissante les malheureux peuples balkaniques pour leur libération.

Nous avons régulièrement enregistré dans nos colonnes les différents appels, adresses, protestations, lancés par des institutions et associations européennes et balkaniques en faveur de l'oeuvre de libération des peuples de la péninsule.

Le Comité parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans a adressé à la Conférence Interparlementaire qui s'est réunie à Paris le 25 août dernier un Mémoire de haute valeur documentaire. Nous regrettons que le manque de place nous oblige à ne pas pouvoir publier in extenso ce Mémoire qui exprime avec tant de compétence et d'objectivité les douleurs dont souffrent les peuples balkaniques. Nous en reproduisons cependant les passages les plus saillants:

Dans les Etats balkaniques, le pouvoir est détenu en fait par des organisations extra-parlementaires, en général militaires, parfois civiles. Ces organisations jouissent de la permanence du pouvoir, quels que soient les mouvements de l'opinion ou les décisions des Chambres. Les élections sont «truquées», faussées. Le Parlement élu dans ces conditions n'est qu'un instrument entre les mains du pouvoir occulte. Il n'a d'autre rôle que de légaliser les volontés illégales des maîtres du pays. On trouve en effet dans toute la péninsule, voté à époques voisines, le même type de loi sur la Défense de l'Etat, qu'on pourrait appeler la Charte commune de la Terreur blanche.

Mais la répression légale, s'il est permis d'employer ici ce qualificatif, ne suffit pas: les organisations ayant conquis le pouvoir se sont servi d'éléments illégaux, d'agents secrets,

de «facteurs irresponsables» contre leurs adversaires politiques.

Cette caractéristique est la plus voyante du régime de la Terreur blanche: il s'agit de l'assassinat politique organisé. Il a coûté ces dernières années, avec les révoltes inévitables dans une telle situation, des dizaines et des dizaines de milliers de morts aux nations balkaniques.

La Bulgarie livrée aux bandes militaires.

De tous les pays balkaniques où le fascisme et la Terreur blanche ont accumulé leurs victimes, c'est la Bulgarie qui a vu les massacres les plus nombreux, les crimes les plus horribles, les misères les plus atroces.

Le régime actuel est né d'un coup de force contre le pouvoir parlementaire régulier, coup de force accompagné d'assassinats et de massacres.

Les auteurs du coup d'Etat qui avaient mis au pouvoir le professeur Tsankoff, devaient procéder à des élections.

Une consultation libre les eût écrasés. Avant d'y procéder, ils poussèrent à la révolte par mille violences (arrestations en masse, incendies des maisons du peuple, bastonnades et assassinats). Ce fut l'insurrection de septembre, la « Commune bulgare ». Des milliers de personnes périrent. « On tua comme le Turc n'avait pas tué ». (Anton Strachimiroff).

Mais telle était la vigueur des deux grands partis populaires bulgares, le parti paysan, le parti communiste, qu'aux élections qui suivirent cette saignée, ils obtinrent, coalisant leurs forces, 35% des suffrages: 350.000 voix.

Il fallait briser cette force. Aussi le régime fasciste fait-il voter au mois de mars 1924 la loi sur la Défense de l'Etat (« loi monstrueuse », professeur Emile Kahn) qui supprime toutes les garanties de liberté individuelle et publique.

Les députés communistes sont destitués de leurs mandats. Mais les « facteurs irresponsables », agents secrets des ligues militaires fascistes, les tuent un à un. De nombreux élus agrariens et plusieurs ministres de Stamboliiski ont le même sort (Petko Petkoff, Todor Strachimiroff, Haralampi Stoyanoff, Dimo Hadji Dimoff, Daskaloff).

Tous ces crimes ont été commis non pas après, mais avant l'attentat de la cathédrale (16 avril 1925) par lequel les gouvernants actuels de la Bulgarie voudraient expliquer et justifier leurs actes sanglants.

Une nouvelle vague de terreur, la plus terrible de toutes, déferla sur la Bulgarie, après l'attentat. De nouveau, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants furent sacrifiés. C'est dans cette période que se firent particulièrement nombreuses les « disparitions », assassinats d'hommes politiques commis par les « facteurs irresponsables », agents des associations secrètes et du « Comité macédonien ».

Le régime Liaptcheff.

Devant les protestations qui s'élevèrent partout dans le monde, Tsankoff dut se retirer, pour faire place à Liaptcheff (janvier 1926). Mais le régime fasciste des sociétés secrètes subsista. Les assassinats et les massacres n'ont pas cessé, comme le prouvent, entre autres, les tueries de paysans à Troyan (août 1926) et la mort terrible du docteur Bécheff, brûlé vif à Pleven avec toute sa famille (avril 1927).

D'ailleurs plus que jamais la loi sur la Défense de l'Etat fonctionne multipliant les procès politiques et envoyant dans les prisons de nouveaux contingents de détenus.

L'amnistie est la revendication profonde du peuple bulgare. Mais le gouvernement Liaptcheff, la refuse obstinément. Aux élections de mai 1927, le gouvernement a recouru aux moyens les plus violents de terreur pour empêcher la manifestation de la volonté populaire.

Comme toujours, les gens du « Comité Macédonien » dépassèrent tous les autres. Ils obligèrent les malheureux Macédoniens du département de Petritch (partie de la Macédoine attribuée à la Bulgarie) à voter en masse, unanimement, pour la « liste unique » qu'ils avaient composée.

Malgré cette terreur, le gouvernement ne recueillit que 48,2% des suffrages, l'opposition en groupant 51,8%. Mais, en vertu de la loi électorale fasciste, le gouvernement battu a les deux tiers des voix dans le Parlement.

Depuis, l'oeuvre de répression continue. Les journaux indépendants sont confisqués. Les procès politiques se multiplient. Tout dernièrement, dix-sept condamnations à mort ont été prononcées: onze à Lovetch, six à Tatar-Pazardjik (ces dernières frappant des jeunes gens). Le parti du travail, qui a quatre députés, est menacé chaque jour d'être mis hors la loi.

En Roumanie... des Parlements qui ne sont jamais élus!

« Sire, donnez-moi le pouvoir, je vous donnerai les majorités. » P. P. Carp

Ancien Président du Conseil de Roumanie.

Dans toute l'histoire de la vie politique en Roumanie on ne connaît pas un gouvernement qui soit issu des élections. Du reste, jamais, les gouvernements n'ont suivi les élections; ils les ont au contraire précédées. Les déclarations de feu P. P. Carp que nous donnons en tête de ce récit, constituent la synthèse du régime parlementaire roumain.

Le parti libéral, actuellement au pouvoir, a obtenu aux élections faites aussitôt après la guerre, alors qu'il était dans l'opposition, 6 mandats (six) à la Chambre, qui comptait en tout 500 députés. En 1922, le parti libéral se trouve au pouvoir, il fait « ses » élections et obtient une majorité de près de 400 députés.

En même temps, le général Averesco, se trouvant dans l'opposition, recueille seulement 7 mandats (sept).

En 1926, c'est le tour du général Averesco de faire les élections, étant lui-même au pouvoir. Il « obtient » à son

tour une majorité de 284 mandats, soit plus des deux tiers. Le parti libéral n'en a plus que 15.

En 1927, la même comédie se répète, de nouveau le parti libéral est au pouvoir, tandis que le général Averesco se trouve en opposition. De 136.278 voix que le parti libéral avait recueillies à l'occasion des élections de 1926, il passe à 1.707.528 voix. Le parti du général Averesco tombe de 1.319.218 voix à 50.752 voix. C'est-à-dire qu'il n'a même pas 2%, le minimum nécessaire pour être représenté au Parlement. Malgré le grand nombre des ouvriers industriels en Roumanie, malgré l'action des organisations syndicales et politiques, la classe ouvrière de Roumanie est privée de tout représentant à la Chambre. Ni le général Averesco, aux élections de 1926, ni M. Bratiano à celles de 1927, n'ont consenti à laisser élire un seul député ouvrier.

La Lupta en date du 27 novembre 1926 reproduit des extraits d'un dossier constitué par la section des validations du Sénat roumain. Ledit dossier contient des documents sur les dernières élections sénatoriales faites dans la Dobroudja.

En voici un:

« A la section de Balciu, le sous-préfet avait fait rassembler les électeurs pour les haranguer:

« M. le général Patrascu, le candidat, est celui de Sa Majesté le Roi, et l'électeur qui vote contre le candidat royal commet le crime de lèse-majesté, crime qui est puni de mort, car la Dobroudja se trouve en état de siège. »

Dans le même dossier et un peu plus loin, nous lisons:

« On a introduit dans la salle de vote quinze à vingt soldats qui ont pénétré dans les cabines et ont voté à la place des électeurs auxquels ils arrachèrent les bulletins sur lequel ils apposèrent le cachet au nom du général Patrascu. Une des cabines avait une ouverture par laquelle le soldat introduisait la main et posait le cachet sur le bulletin tandis que l'électeur s'y trouvait. »

Des faits identiques ont marqué les élections législatives du 7 juillet 1927. Le candidat du parti national-paysan, Stefan Graur, a été assommé à Marshetti au cours de sa campagne électorale. Du département de Olt, le candidat du même parti, M. Capetzineau, député sortant télégraphie:

« Nos candidats sont arrêtés. Impossible de déposer les listes des candidats: les citoyens signataires des listes à déposer sont chassés à coups de matraque et menacés de mort. »

Le professeur Minorescu, doyen de la faculté de Droit de Bucarest, a été lui-même arrêté.

La situation en Roumanie est particulièrement caractérisée par les énormes annexions de territoires et de populations qui ont été effectuées à la suite de la guerre mondiale.

Le rattachement de la Bessarabie s'est effectué dans les conditions les plus révoltantes, le pays étant déjà occupé par les troupes roumaines.

Depuis cet attentat contre le droit d'un peuple à disposer de lui-même, les révoltes (Tatar-Bunar, Khotin) les grands procès politiques, les condamnations, les exécutions sans jugement, la faim qui a fait d'innombrables victimes, l'exode de la population en Amérique sont les fléaux qui ont désolé cette population qui vivait dans la prospérité sur une terre particulièrement riche.

Les Bessarabiens réclament un plébiscite pour pouvoir choisir librement leur sort.

La Yougoslavie gouvernée par la « Main Blanche ».

Le parlementarisme ne fonctionne pas en Yougoslavie, la réalité du pouvoir étant exercée par une organisation militaire secrète: la « Main Blanche » qui, d'accord avec le roi, dirige tout dans le pays. Elle fait et défait les ministères. Ainsi, l'Etat yougoslave, composé de populations diverses, évolue de plus en plus, sous la dictature de la « Main Blanche », vers l'exclusivisme serbe et le centralisme. En 1921, 59 mandats législatifs appartenant au parti communiste furent supprimés d'un coup. En même temps, une loi sur la Défense de l'Etat, analogue à la loi bulgare, fut votée.

En vertu de cette loi, la répression la plus féroce se développa contre la classe ouvrière et les minorités nationales d'abord, mais aussi contre les partis d'opposition tels que le parti républicain.

Les scandales des procès politiques et des tortures dans les prisons (que l'affaire toute récente de Vouyovitch et de Koussovatz viennent d'étaler une fois de plus devant l'opinion internationale) ont tristement illustré ce régime.

Le nom de la prison de Belgrade où l'on tourmente les prisonniers politiques, la Clavniatscha, jouit dans le monde entier d'une renommée sinistre.

Les régions annexées à la suite de la guerre ont le plus souffert. En Macédoine, au Monténégro, c'est par le fer

et le feu que l'oeuvre de dénationalisation et d'assimilation fut poursuivie. Dans la Macédoine, les ministres, M. Voukitchévitch en tête, sont allés planter leurs tentes électORALES. Peu sûrs d'avoir du succès ailleurs, ils sont certains d'être élus dans ce pays, parce qu'aucun Macédonien n'y pourra voter librement, le pays étant en fait sous le régime d'un état de siège permanent.

L'arrêt progressif de la production, un chômage intense, la ruine de l'agriculture qui, autrefois, exportait largement, le dépeuplement de contrées entières comme la Macédoine et le Monténégro annexés contre la volonté des populations y sont les principaux effets de la Terreur Blanche.

La Grèce: Pays des Coups d'Etat militaires.

Durant les quinze mois de la dictature pangaliste, la Grèce fut comme les autres Etats balkaniques: un pays de Terreur Blanche.

La déportation dans les îles de la mer Egée, non seulement des militants ouvriers, mais des démocrates comme M. Papanastassiou et des officiers opposés au régime, comme le général Condylis, a été le moyen favori de Pangalos.

Le coup d'Etat du général Condylis renverse la dictature et des élections amènent au Parlement des éléments composites qui se réunissent dans un gouvernement de coalition royal-républicaine.

Exposé des Groupes Populaire Macédoniens de Paris et Bruxelles

Les Groupes Populaires Macédoniens de Paris et Bruxelles ont de leur côté adressé à la Conférence Interparlementaire de Paris un Exposé dont nous reproduisons les passages suivants:

La situation dans la Macédoine écartelée entre les trois Etats: la Yougoslavie, la Grèce et la Bulgarie, a créé les conséquences suivantes:

1° Economiques. La Macédoine sous la domination serbe meurt sous les coups d'une crise économique terrible parce qu'elle est séparée de son débouché séculaire: Salonique, ville florissante de la Macédoine, sous la domination grecque en déperissement parce qu'elle est sans hinterland. La Macédoine annexée à la Bulgarie est complètement isolée des centres industriels et commerciaux de la Bulgarie et ses débouchés naturels (les ports de Salonique et de Cavala) lui sont fermés par la frontière gréco-bulgare; ces ports sont à leur tour sans raison d'être économique;

2° Nationales et culturelles. En Macédoine sont condensées des fractions de toutes les nationalités peuplant les Balkans. Ces nationalités sont dispersées dans la Macédoine de telle manière qu'en définitive chacun des Etats dominants possède dans ses frontières des nationalités qui lui sont étrangères. Aux nationalités opprimées, il est défendu de parler leur langue maternelle; leurs écoles et

églises sont fermées. Ces nationalités sont soumises à une terreur inouïe quant à leurs aspirations nationales les plus élémentaires;

L'Albanie des beys, protectorat italien.

L'Albanie est, parmi les nations balkaniques, toutes opprimées, une des plus malheureuses. Le gouvernement de Belgrade équipa, en 1924, avec le concours de l'aventurier albanais Ahmed Zogou, une armée composée d'éléments wrangéliens et de réguliers serbes qui envahit l'Albanie et renversa le gouvernement démocrate de l'évêque Fan Noli pour rétablir le règne des beys.

Par eux, le gouvernement de Belgrade pensait étendre rapidement sa domination économique et politique sur l'Albanie.

Mais l'impérialisme italien se révéla le plus fort et, aujourd'hui, Ahmed Zogou et les beys sont entièrement au service de l'Etat fasciste italien.

La lutte pour la conquête politique et économique de l'Albanie (avec ses pétroles) est tout le secret du conflit italo-yougoslave.

Ahmed Zogou, au pouvoir, se maintient par les méthodes les plus simplifiées de la Terreur Blanche: massacres et assassinats. Le Sénat et la Chambre des députés ne sont que des simulacres. Il n'y a jamais eu sous la dictature d'Ahmed Zogou rien qui puisse ressembler à une élection.

L'Albanie des beys féodaux, massacreurs de paysans, n'est plus qu'un protectorat italien.

églises sont fermées. Ces nationalités sont soumises à une terreur inouïe quant à leurs aspirations nationales les plus élémentaires;

3° Politiques. La Macédoine, dépeçée, soumise à la ruine économique et à l'oppression nationale, est vouée inévitablement à la réaction, à la révolte de la part de la population et à l'irréductibilité de la part des Etats balkaniques. Dans le premier cas, la réaction contre les conquérants va s'exprimer en une révolution générale et, dans le second, en une nouvelle guerre balkanique, si la situation actuelle de la Macédoine n'est pas modifiée dans le sens de la constitution de la Macédoine en Etat libre et indépendant.

Le premier avertissement à ses oppresseurs, la Macédoine l'a donné à l'occasion des élections législatives dans les trois zones, quoiqu'elles fussent faites sous la terreur. En 1919, le peuple macédonien envoya à Belgrade quatorze députés communistes; en 1923, cinq députés communistes et agrariens sur sept élus par le département de Petritch ont été envoyés à Sofia et, en 1926, neuf communistes de la Macédoine grecque ont été envoyés à Athènes.

Il est clair qu'il y a là une protestation contre la situation intolérable créée en Macédoine. Si, au parlement bulgare actuel, la Macédoine n'a pu exprimer sa volonté librement, cela est dû aux assassinats systématiques et au sadisme effréné des gouvernants de Sofia et de leurs agents dénommés, par dérision, «autonomistes macédoniens».

macédoienne. Cette indignation a franchi les frontières du royaume d'Alexandre et a atteint l'opinion publique européenne. Le Comité parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche dans les Balkans, dont le président est le célèbre écrivain Henri Barbusse, a adressé une lettre au président du Conseil de Yougoslavie par laquelle il proteste contre la terreur que le gouvernement de Belgrade exerce sur les jeunes gens en Macédoine sous joug serbe et demande leur libération immédiate.

Voici cette lettre:

«Nous avons appris avec plaisir que vous aviez démenti les termes que vous avait prêtés à notre endroit (au sujet de notre intervention dans l'affaire Vouyovitch-Koussovatz) le journal «Novosti» de Zagreb.

Cette initiative de votre part facilite notre intervention d'aujourd'hui, qui d'ailleurs se serait produite dans tous les cas, car elle est commandée par le devoir.

Il nous faut, en effet, insister à nouveau sur la situation qui est faite aux jeunes Macédoniens arrêtés il y a trois mois à la suite de l'attentat de Ptchinia, sur la ligne Uskub-Vélès.

D'après les informations les plus sûres, ils sont au nombre de 78, arrêtés à Uskub, à Ljubljana, à Zagreb.

La terreur blanche en Macédoine sous joug serbe

C'est dans toute la Yougoslavie que la terreur sévit; mais elle sévit tout particulièrement dans la Macédoine qui fait partie du patrimoine des Karagucorguévitch, où elle a pris des dimensions alarmantes. Dans chaque numéro de la Fédération Balkanique nous enregistrons des cas de bastonnades, violences arbitraires, arrestations, assassinats. Mais depuis trois mois cette terreur a pris la forme d'une inquisition. A l'occasion de l'attentat près de Ptchinia sur la voie ferrée Scopié-Vélès — sur cet attentat nous avons publié un communiqué de FORIM Unifiée — ont été arrêtés 60 jeunes Macédoniens, en grande majorité des étudiants de Scopié, Ljubljana et Zagreb, et des habitants de Scopié, Chtip et Vélès. Les arrêtés sont soumis aux tortures les plus inhumaines. A la suite de ces tortures inquisitionnelles plusieurs jeunes gens sont devenus fous, d'autres se trouvent dans un état désespéré, et l'étudiant Todor Pop Yordanoff s'est suicidé en se jetant sur les rails du chemin de fer.

Les cruautés des autorités serbes ont provoqué une forte indignation et une grande anxiété parmi la population

Ce sont de jeunes étudiants absolument innocents dans l'affaire en question, pour laquelle des témoignages sérieux accusent votre propre police ou les comitadjis à la solde de Sofia.

Dans tous les cas, ces jeunes gens qui étudiaient bien loin de Petchinia, n'ont rien à faire dans l'explosion qui, heureusement, ne causa que des dégâts matériels.

On les a pourtant jetés dans les cachots souterrains des prisons, et nous savons qu'on les y torture.

Quel est donc leur crime? C'est de se sentir et de se proclamer macédoniens.

Nous savons que les autorités serbes nient qu'il y ait une Macédoine, des populations, des aspirations macédoniennes.

Mais la répression même qui frappe les Macédoniens dans le royaume yougoslave constitue, hélas, à cet égard, une démonstration trop éloquente.

Nous réclamons, nous, qui nous sommes donné à tâche de défendre les opprimés des Balkans, la liberté pour les Macédoniens, non seulement en Yougoslavie, mais en Grèce et en Bulgarie.

Comment ceux qui, en ce moment même, parlent de remaniements et de modifications territoriales profondes dans les Balkans, ne comprennent-ils pas que la question macédonienne occupe le centre même du problème qui, selon nous, ne pourra être résolu que par la Fédération de tous les pays balkaniques?

Quoi qu'il en soit, les Macédoniens souffrent, en ce moment, dans le royaume yougoslave, d'une oppression renforcée.

Votre agent dans le département de Monastir, M. Dobritza Matkovitch, ne s'est pas contenté des arrestations que nous rappelons plus haut.

Nous avons sous les yeux d'innombrables faits de terreur dont il est responsable; parmi eux on trouve plusieurs assassinats.

Cette situation est intolérable.

Nous demandons donc d'abord la libération des 78 jeunes Macédoniens innocents, arrêtés à la suite de l'affaire de Petchinia.

Nous demandons ensuite que votre gouvernement mette un terme aux agissements de M. Dobritza Matkovitch dans la région de Monastir.

Recevez, Monsieur le Président du Conseil, nos salutations.

Henri Barbusse, Séverine, Mme de St-Prix, Mme Duchêne, André Morizet, Dherbécourt, Voisin, sénateurs. Frédéric Brunet, vice-président de la Chambre.

Cazals, Ernest Lafont, Ferdinand Faure, Compère-Morel, Fontanier, Paul Marchandeau, André Berthon, Héliès, Marius Moutet, Vaillant-Couturier, Mistral, Albert Fournier, Chastanet, Jacques Duclos, Jules Uhry, Albert Milhaud, Jean Garchery, Eugène Frot, Raoul Evrard, Charles Baron, Raynaud, députés.

Alexandre Luquet, Duteil, Robert Bos, André Gayot, Louis Sellier, Louis Gélis, conseiller municipaux de Paris.

Henri Sellier, conseiller général de la Seine.

Jean Longuet, Bracke, anciens députés.

Henry Torrès, Marcel Willard, Antonio Coën, Foissin, Dellevallée, René Plard, avocats.

Léon Jouhaux, secrétaire général de la C. G. T., Herclét, du secrétariat de la C. G. T. U., Emile Glay, secrétaire du syndicat national des instituteurs.

Langevin, Prenant, Victor Basch, Emile Kahn, Vernochet, professeurs.

Mathias Morhardt, Georges Duhamel, Panaït Istrati, Victor Margueritte, Léon Bazalgette, Léon Worth, Marcel Martinet, Jean Richard Bloch, Charles Vildrac, Daniel Renoult, Henry-Marx, Gabriel Péri, Georges Pioch, Rousset, André Gybal Bernard Lecache, Paul Louis, Fernand Meunier, André Salmon, Francis Jourdain, Robert Salomon, Zyromski, Raoul Verfeuil, écrivains et journalistes.

LA RÉACTION DANS LES BALKANS FAITS ET ÉVÉNEMENTS

Albanie:

Officiers et gendarmes d'Ahmed Zogou tués par la population. — Din Ahmed, de Gashi, sbire d'Ahmed Zogou, a été tué à Kafa Mali, ensemble avec ses 4 gendarmes, par la population révoltée de ses méfaits.

Expédition punitive. — Pour briser la résistance passive de la population à Pouka et Mirditta, Ahmed Zogou y fit diriger une expédition punitive, qui y commet les sévices les plus barbares. Les pillages, les meurtres, les viols commis par cette soldatesque et leurs officiers sont à l'ordre du jour.

Poste militaire attaqué. — En dépit de tous les communiqués officiels, les troubles continuent en Albanie, d'une manière latente. Il y a quelques jours, le poste militaire à Nikaj, Albanie du nord, fut attaqué par des émigrés albanais. Un combat s'engagea qui dura toute la nuit. Il y eut des morts et des blessés des deux côtés.

Bulgarie:

Réunions syndicales interdites. — Le 24 août, la police de Sofia a interdit la réunion syndicale convoquée à Sofia pour examiner une question purement syndicale. Deux jours plus tard, elle a arrêté sans aucun motif plausible le militant syndicaliste M. Staikoff. («Edinstvo» du 31 août.)

D'autre part, le «Narod» et le «Zemledelsko Znamé» du 30 août publient la copie de télégramme suivant envoyé au président du Conseil: «La réunion régionale des jeunesses agrariennes, autorisée officiellement par la police, a été dispersée par celle-ci. La plupart des délégués ont été arrêtés et battus. Nous demandons la libération immédiate des détenus et la punition des coupables. — Grantcharoff, député de Doupnitza».

Nouvelles arrestations à Plovdiv. — La police vient de procéder à des perquisitions en masse dans toute la ville, sous le prétexte ridicule qu'un cercle de conspirateurs s'y était formé. 15 personnes furent arrêtées sous l'inculpation de faire partie de ce cercle, lequel aurait été en relations directes avec les milieux anarchistes-communistes. Parmi les emprisonnés sont: les artistes peintres Tsanko Lavrenoff et Anguel Kolaroff, l'ingénieur Boris Nedeleff et deux demoi-

selles dont l'une est la fille de l'avocat «disparu sans traces» Triphon Ilieff. Le secret est gardé autour de ces arrestations. («Zora» du 12 août.)

Les Wrangéliens en Bulgarie. — Le nombre des wrangéliens habitant la Bulgarie dépasse aujourd'hui le chiffre de 25.000. Chaque année, le budget officiel réserve pour ces wrangéliens un crédit de 15 millions de lévas.

Le peuple bulgare, atteint par la crise économique, a demandé maintes fois que ces wrangéliens quittent le pays. Ainsi les travailleurs bulgares pourraient trouver du travail. Mais le gouvernement du Zgovor garde en Bulgarie ces épaves des armées blanches pour les employer contre ses adversaires, comme il le fit en septembre 1923, lors de l'insurrection populaire. («Novini» du 30 août.)

Un militant socialiste lâchement assailli. — M. S. Ilieff, du village de Dondoukovo, près de Lom, a été attaqué le 24 août par six personnes inconnues, et lâchement battu. Son état est désespéré. Ilieff a été assailli parce que militant socialiste. («Narod» du 30 août 1927.)

La presse baillonnée. — Pendant les derniers jours d'août, tous les journaux et revues des ouvriers et paysans de gauche ont été successivement confisqués. Les 26 et 27 août, on a confisqué à Sofia les journaux suivants: «Novini», «Rabotnitchesko Délo», «Mladechka Douma», «Zemledelsko Vozrajdanie», «Nakovalnia», «Zemledelsko Znamé».

L'affaire Liaptcheff — Athanasoff. — D'après une dépêche de «l'Agence Radio», des coups de feu auraient été tirés, le 29 août, à Sofia sur la voiture de M. Liaptcheff. Le président du Conseil ne se trouvait pas dans l'automobile. La dépêche ajoute que l'auteur de cet attentat serait un «adversaire politique de M. Liaptcheff». Nous sommes en mesure d'affirmer que cette tentative de meurtre doit être rattachée à l'affaire de l'enlèvement du chef policier Athanasoff, qui, blessé deux fois par des «inconnus», a été enlevé mystérieusement de l'hôpital de la Croix Rouge à Sofia, où il se trouvait en traitement pour sa dernière blessure. Antérieurement, un autre chef de la police, M. Ikonomoff, avait été assassiné dans des conditions sur lesquelles on ne put faire aucune lumière. Tous ces faits sont les manifestations

de la lutte entre les deux groupes de la police fasciste de Sofia, le groupe Liaptcheff et le groupe Tsankoff — général Rousseff. Sans aucun doute, les gens qui ont tiré sur la voiture de M. Liaptcheff et ceux qui ont enlevé le chef de la police Athanasoff ont obéi aux mêmes ordres. Les groupes rivaux du parti gouvernemental Démokratitchski Zgovor se font la lutte par l'assassinat. L'attentat contre la voiture de M. Liaptcheff indique que cette lutte ne se poursuit plus entre agents inférieurs; l'offensive est déclenchée contre le président du Conseil lui-même.

Macédoine :

Mutineries à la frontière grecque. — Des détachements de la 9^{me} division, répartis sur les frontières de la Macédoine orientale, se sont révoltés. Ils demandent la libération immédiate de l'ancienne classe.

Les soldats restés fidèles ont cerné les mutins, les ont désarmés et ont rétabli l'ordre, après l'arrestation des chefs de la mutinerie.

Le bourreau Dobritza Matkovitch renforce son activité. — Il est trop connu depuis les massacres de Garvan. On l'abhorre dans la Macédoine entière. Son nom signifie sang et cruauté. Et actuellement, à l'occasion des élections en Macédoine, il renforce la terreur. Voici quelques nouvelles victimes de son activité: Rassim, du village ture Drenovo, arrondissement de Brod, avait été appelé par le sous-préfet de Brod. Au retour, il a été tué dans une embuscade préparée par des brigands serbes. Rassim était un homme riche. Deux Macédoniens, père et fils, de Kochino, arrondissement de Brod, allant au marché à Prilep ont été tués de même par des brigands serbes. Le fils, âgé de 13 ans, a lutté vaillamment, mais finalement, il a été abattu. L'attentat a été commis le 22 juillet. Une troisième agression a eu lieu le 22 juillet également, contre le meunier Velianovsky, du village Seltzé, arrondissement de Krouchévo. Par bonheur, ce dernier a pu échapper à la mort. Le gouverneur de la région de Monastir, le fameux Dobritza Matkovitch, dont les crimes ont été dénoncés mille fois déjà, a donc recommencé sa besogne sinistre.

Roumanie :

Augmentation des salaires... pour les hauts fonctionnaires. — La nouvelle réglementation des salaires des fonctionnaires de l'Etat prévoit des augmentations pour les hauts fonctionnaires et des diminutions pour les petits, qui déjà n'avaient que des salaires de misère. Ainsi le directeur général des chemins de fer reçoit, à un salaire de 27.707 leis, une augmentation de 13.543 leis; un chef de service recevra dorénavant au lieu de 18.460 leis, 25.570 leis. Mais un simple conducteur de locomotive, qui avait jusqu'à présent 3560 leis, ne recevra dorénavant que 3120; un télégraphiste, au lieu de 2896 leis, 2700; un chef de train: 2520 au lieu de 2757; un ouvrier de station: 1680 au lieu de 1907. («Vorwärts», du 24 août).

Toujours la question agraire. — De grandes fraudes ont été découvertes dans le département de Dolj commises à la mise en exécution de la «réforme» agraire. Des villages entiers de paysans ont subi les escroqueries des agronomes et fonctionnaires précisément chargés de la répartition des terres. On a essayé d'abord d'étouffer l'affaire en arrêtant les... dénonciateurs, mais, forcé par la campagne de la presse, le ministère de l'agriculture a dû laisser cours à la justice. Les agronomes-escrocs ont été en effet arrêtés, mais puis relâchés contre caution... morale (alors que des milliers d'ouvriers et paysans pourrissent dans les prisons pour délits politiques). Dans le village de Firiteatz (département de Timich-Torontal) des collisions ont eu lieu avec les colons, qui ont été chassés de leurs terres pour y installer des autres paysans. Enfin, en Bessarabie, on a découvert maintenant des faux titres de propriétés vendus aux paysans par les fonctionnaires mêmes chargés de l'application de la «réforme». (Adevèrul du 1er sept. et Cuvantul du 5 sept.)

Crimes des gendarmes. — L'impunité dont jouissent les gendarmes a créé un tel état d'esprit parmi les membres de ce corps d'assassins publics, qu'ils recourent promptement à la carabine pour vider leurs conflits privés. Ainsi, un gendarme a assassiné il n'y a pas longtemps, dans un village du département de Mehedinzi, pendant une fête de la jeunesse locale, deux de ses rivaux d'amour, ainsi que l'aubergiste qui voulait s'entremettre pour empêcher le crime. On apprend maintenant un cas similaire. Dans le village de Parlitsi, du département de Belts (Bessarabie), un gendarme, faisant la fête à une noce d'un villageois, fut pris à un moment donné du désir de tirer à la carabine. Un enfant tomba mort, et deux jeunes gens furent grièvement blessés. Le sentiment incalqué aux gendarmes, que la vie d'un paysan n'a pas de valeur, porte ainsi ses fruits. (Lupta du 31 août).

Le chômage prend des proportions de plus en plus grandissantes. — Il sévit dans toutes les branches de l'industrie. Un tiers des ouvriers de l'industrie pétrolière chôment. 6000 ouvriers des ateliers de chemin de fer ont appris qu'ils seront congédiés, quoique les nombreuses réparations des locomotives, des wagons et des voies ferrées ne peuvent pas être toutes faites sans ces ouvriers. La cause de cette situation, c'est le manque d'argent. L'Etat ne paie pas, depuis des mois, les dettes qu'il a contractées envers diverses entreprises. Ne pouvant pas payer les 300 millions dus à la société charbonnière Petrochani, celle-ci a réduit sa production de moitié en congédiant un grand nombre de mineurs. Il faut retenir qu'en Roumanie il n'y a pas de secours aux chômeurs organisé par l'Etat; d'autre part, les syndicats ouvriers qui organisent seuls des caisses de secours pour le chômage, sont persécutés par les autorités: ainsi les syndicats unitaires de Bucarest (les seuls existant dans ce centre) viennent d'être fermés et leurs fonctionnaires arrêtés.

Yougoslavie :

La Ligue Tchecoslovaque contre la Réaction et la terreur en Yougoslavie. — Chargé par la Ligue Tchecoslovaque contre la Réaction, l'avocat Dr. Bartochek se rendit le 11 août en Yougoslavie pour faire des recherches sur la disparition mystérieuse du médecin Radomir Vouyovitch et du Dr. Kousovatz, arrêtés par la police de Belgrade.

Le Dr. Bartochek apprit du rédacteur du journal bourgeois oppositionnel «Novosti», M. A. Atanasijevitch, et d'autres personnes, qui venaient d'être libérés de la prison où se trouvait Vouyovitch, que celui-ci a non seulement été torturé, mais aussi menacé de mort pour lui arracher des aveux. Le chef de la police Acimovitch l'avait battu cruellement sur la plante des pieds avec une matraque, tandis que son adjoint le frappait avec un bâton en criant: «Si tu n'avoies pas, on te jettera dans le Danube et tu ne sera ni le premier, ni le dernier communiste frappé ainsi».

En ce qui concerne le cas du Dr. Kousovatz qui, venant de l'étranger à Zagreb le 6 juillet, fut arrêté peu après sous l'inculpation d'avoir été pendant son séjour à l'étranger en relations avec des communistes, et dont on craignait la «disparition sans traces», M. Bartochek apprit par hasard, de prisonniers quittant la même prison, qu'il avait été transféré à la prison de Belgrade. Sa soeur et son frère demeurant à Belgrade ne savaient cependant rien de son sort. Dr. Kousovatz est malade et il a demandé en vain l'assistance d'un médecin.

Pour sa courageuse conduite, le Dr. Bartochek fut arrêté et obligé à quitter la Yougoslavie par le prochain train pour s'être immiscé dans les affaires intérieures du pays. Ses protestations restèrent sans résultats.

La situation dans les prisons de Belgrade. — Nous apprenons tous les jours de terribles nouvelles sur la situation dans les prisons à Belgrade, où plus que 150 hommes, sans distinction de l'éducation de l'âge et de l'inculpation, gémissent dans de tous petits cachots où ils peuvent à peine se tenir debout. Il y a trois semaines, une servante, ayant reçu une convocation à la police, se suicida pour ne pas être jetée dans un tel cachot.

Contre les comités de secours. — Les bureaux Tsankoff et Liaptcheff peuvent être jaloux de leur frère Voukitchévitch. Tandis que les premiers interdisent tout secours aux victimes de la Terreur Blanche en Bulgarie, M. Voukitchévitch arrête la distribution de l'argent destiné aux sinistrés en Yougoslavie. Les ouvriers yougoslaves d'Amérique avaient envoyé aux syndicats ouvriers indépendants en Yougoslavie quelques milliers de dollars pour les distribuer aux pauvres paysans ruinés l'année passée par les inondations, et la police a opéré de nombreuses arrestations, non seulement parmi ceux qui ont distribué ces secours, mais aussi parmi ceux qui les ont touchés.

La terreur électorale en Yougoslavie. — En Bosnie sévit une terreur inouïe contre le «Bloc Républicain des ouvriers et paysans». En déposant leurs listes de candidats, les délégués ouvriers furent menacés par des agents, puis arrêtés. On arrêta également tous ceux qui avaient signé les listes, on les menaça de les faire jeter en prison sur la base de la fameuse loi pour la «Défense de l'Etat», pour les forcer à retirer leurs signatures. Une partie des ouvriers furent relâchés, mais, sur intervention de la police, ils furent licenciés de leur travail. Sous le prétexte d'avoir présenté une fausse liste, le chef de liste ouvrier-paysan Djuro Djakovitch et les fonctionnaires de cette organisation Jokanovitch et Dr. Zizkovitch furent arrêtés et transportés à Belgrade.

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

UNSERE ENQUETE BEI DEN POLITISCHEN UND LITERARISCHEN PERSÖNLICHKEITEN EUROPAS ÜBER DIE BALKAN-FÖDERATION

Hellmut von Gerlach

Hellmut von Gerlach wurde am 2. Februar 1866 in Mönchmotschelnitz in Schlesien als Sohn eines konservativen Grossgrundbesitzers geboren. Studierte in Genf, Strassburg, Leipzig und Berlin Jus. Staatsbeamter bis 1894. Dann Journalist. Entwickelte sich politisch von rechts nach links zum pazifistischen Demokraten. War von 1903 bis 1906 Mitglied des Reichstages für den Wahlkreis Marburg. Übernahm dann den Vorsitz der Demokratischen Vereinigung, der Vorläuferin der heutigen Demokratischen Partei. Während des Weltkrieges vertrat er in der „Welt am Montag“, deren politische Leitung er noch heute hat, pazifistische Gedankengänge. Er ist Mitglied des Internationalen Friedensbüros in Genf, deutscher Spezialkorrespondent der Carnegie-Stiftung, Präsidialmitglied der Deutschen Friedensgesellschaft und der Deutschen Liga für Völkerbund. Verfasser einer grösseren Anzahl von Büchern, darunter „Der Zusammenbruch der deutschen Polenpolitik“, „Erinnerungen eines Junkers“ und „Die große Zeit der Lüge“.

Balkanrepublik?

Goethe läßt in seinem Faust den Bürger auf seinem Osterspaziergang sagen:

Nichts bess'res weiß ich mir an Sonn- und Feiertagen
Als ein Gespräch von Krieg und Kriegsgeschrei,
Wenn hinten weit in der Türkei
Die Völker aufeinander schlagen.

Das Gefühl neugierig interessierter Wurstigkeit, mit dem vor hundert Jahren der Deutsche den Vorgängen auf dem Balkan zuschauen konnte, war damals kaum zu beanstanden. Heute wäre es eine politische Todsünde. Seit 1914 ein Balkankonflikt das Unheil des Weltkrieges über Europa gebracht hat, wissen wir, daß die kleinste Flamme, die irgendwo in Europa nicht rechtzeitig gelöscht wird, einen die Welt umfassenden Brand erzeugen kann.

Der Balkan ist nach wie vor eine der schlimmsten Gefahrzonen Europas. Der Weltkrieg hat die Grenzen der Balkanstaaten grundstürzend geändert. Alte Ungerechtigkeiten sind beseitigt worden. Aber neue sind entstanden. Im ganzen sind heute die Verhältnisse kaum befriedigender zu nennen, als sie es vor 1914 waren. Die Personen der Unterdrücker haben sich geändert. Aber noch immer erschallt die Klage über Unterdrückung, die so leicht, namentlich bei dem heißen Blut der Balkanvölker, in Aufruhr und Krieg ausmünden kann.

Die albanische Frage scheint zurzeit die akuteste Friedensbedrohung. Leider ist die keineswegs die einzige. Der ganze Balkan stellt sozusagen eine einzige Werkstatt zur Erzeugung von Damoklesschwertern dar.

Gibt es überhaupt einen friedlichen Ausweg aus diesem Balkanwirrwarr?

In Wien erscheint seit ein paar Jahren eine Zeitschrift »La Fédération Balkanique«. Sie will den Interessen der nationalen Minderheiten und der unterdrückten Völker auf dem Balkan dienen. Und zwar sieht sie die einzige Rettung in der Umwandlung der ganzen Balkanhalbinsel in einen Föderativstaat, etwa nach dem Muster der Schweiz. Aus den miteinander kämpfenden verschiedenen Einzelstaaten würde dadurch ein Gesamtstaat gleichberechtigter Kantone werden.

Die größte Schwierigkeit des Balkanproblems liegt zweifellos in der Durcheinanderwürfelung der Nationalitäten.

Daß zwei europäische Staaten durch offensichtlich natürliche Grenzen voneinander geschieden sind, ist leider

die Ausnahme. Wo es der Fall ist, wie zum Beispiel bei Frankreich und Spanien, da gibt es schon seit Menschenaltern keine Grenzfrage mehr. Der Gedanke, der Pyrenäenkamm könne nicht mehr die unantastbare Grenze zwischen beiden Ländern bilden, kommt nicht einmal den chauvinistischen Spaniern oder Franzosen in den Sinn.

Die Grenze zwischen Dänemark und Deutschland, von der Natur nicht einmal in Andeutungen markiert, ist durch Volksabstimmung festgesetzt worden. Zwischen Deutschen und Dänen im Grenzgebiet gehen die Meinungen auseinander, ob nicht ein paar Ortschaften billigerweise dem einen statt dem anderen hätten zugesprochen werden sollen. Aber im ganzen wird die Grenzziehung als gerecht empfunden, weil sie der nationalen Scheidung der Bevölkerung und ihren nationalen Wünschen entspricht.

Auf dem Balkan sind die Grenzen vielfach nach nationalen Gesichtspunkten überhaupt nicht zu ziehen, so sehr ist die Bevölkerung durcheinandergemischt. Als ich einmal, lange vor dem Kriege, einen Wahlkampf in dem damals zu Ungarn gehörigen Banat mitmachte, war ich ganz entsetzt über die nationale Zerrissenheit des Landes. Da lag ein Dorf, ausschließlich von Rumänen bewohnt, rechts und links flankiert von je einem schwäbischen und einem serbischen Dorf. Ueberall vertreten waren die Zigeuner, fast nirgends das Volk, dem das Land gehörte, die Magyaren. Hätte ich sagen sollen, wem das Land aus Gründen der nationalen Gerechtigkeit gebühre, so hätte ich verstummen müssen. Für Gebiete von solcher nationalen Zersplitterung gibt es gar keine Möglichkeit, das Selbstbestimmungsrecht der Völker anzuwenden.

Aehnlich wie im ehemaligen Banat — heute zu Rumänien gehörig — sieht es in Mazedonien, in der Dobrudscha, in Bessarabien und sonst noch in einer Fülle balkanischer Gebiete aus.

Jede Grenzziehung wirkt daher als Willkür, und das Gefühl der Unterdrückung wird solange vorhanden sein und ein Element dauernder Beunruhigung abgeben, als die Grenzen überhaupt eine wesentliche Rolle spielen.

Diese Rolle könnte nur verschwinden, wenn an die Stelle der souveränen Balkanstaaten (Rumänien, Jugoslawien, Bulgarien, Griechenland, Albanien) eine Balkanföderation autonomer Balkan-Kantone träte.

Als solche Kantone wären nicht etwa die bisherigen Staaten in ihrem heutigen Umfange anzusehen. Das jetzt unter Jugoslawien, Bulgarien und Griechenland aufgeteilte Mazedonien müßte zum Beispiel einen Kanton bilden. Ebenso würde es wahrscheinlich einen Kanton Bessarabien, einen Kanton Dobrudscha, einen Kanton Kroatien geben. Kurz, die Grenzen der heutigen Balkanstaaten würden sich gründlich verschieben. Aber diese Grenzen hätten ja keine größere Bedeutung mehr als die Grenzen innerhalb der Schweiz.

Das Haupthindernis einer Balkanföderation sind die Balkandynastien. Von den 5 Balkanstaaten sind ja bisher nur Griechenland und Albanien Republiken. Rumänien, Bulgarien und Jugoslawien dagegen noch Königreiche. Auch gibt es in Griechenland noch eine ziemlich starke monarchische Partei, und die Republik Albanien unterscheidet sich unter Zoglu nicht wesentlich von der Diktatur in dem monarchischen Italien.

Eine Dynastie kann noch so liberal sein, es liegt in der Natur der Dynastie selbst, daß sie in erster Linie auf die Wahrung ihrer Hausmacht bedacht ist. »Mehrere des Reiches« genannt zu werden, erschien immer als ein beson-

derer Ehrentitel eines Königsgeschlechtes. Kein Monarch wird es wagen, eine auch nur scheinbare Minderung seines Reiches freiwillig zuzugestehen. Immer würde er befürchten müssen, dadurch die Zukunft seiner Familie zu kompromittieren.

Die Freunde der Balkanföderation gehen deshalb, wohl mit Recht, davon aus, daß ihr Ideal nur verwirklicht werden kann, nach dem Verschwinden der noch bestehenden 3 Balkandynastien.

Das besagt, daß der Weg zur Erreichung ihres Zieles ein recht weiter ist. Allerdings geht die Entwicklung gerade auf dem Balkan manchmal rascher als in den Ländern mit alter und gefestigter politischer Kultur. Vor der Hand aber scheinen noch die Elemente zu einer Republikanisierung des Balkans zu fehlen, nämlich starke republikanische Parteien in Rumänien, Bulgarien und Jugoslawien. Man hat beinahe den Eindruck, daß die Forderung: »Der Balkan muß eine föderative Republik werden« in erster Linie von Balkanern vertreten wird, die außerhalb des Balkans wohnen.

Das tut natürlich der Richtigkeit und Nützlichkeit ihrer Forderung keinen Abbruch. Der Gedankengang der um die Fédération Balkanique gescharten Elemente scheint vielmehr von zwingender Logik:

Der Balkan war immer ein Herd der Unruhe für Europa.

Der Balkan wird ein Herd der Unruhe bleiben, so lange die Grenzfragen auf ihm eine entscheidende Rolle spielen, d. h. so lange er aus souveränen Konkurrenzstaaten besteht.

Erst wenn die Konkurrenz vom Trust abgelöst wird, werden die Kämpfe auf dem Balkan ein Ende nehmen.

Darum muß, etwa nach Schweizer Muster, das Nebeneinander der souveränen Balkanstaaten durch ein Miteinander von Balkan-Kantonen abgelöst werden.

Die herrschenden Dynastien sind ihrem Wesen nach ein Hindernis für das Zustandekommen einer solchen Föderation.

Darum muß die Republikanisierung des Balkans von allen einsichtsvollen Bewohnern des Balkans ohne Unterschied der Nationalität angestrebt und von allen Freunden des europäischen Friedens moralisch unterstützt werden.

Hellmut v. Gerlach

Dr. Max Hodann

Dr. Max Hodann, geb. 1894 in Neisse, Oberschlesien, studierte in Berlin im besonderen soziale Hygiene, Anthropologie und Vererbungsbio-logie. Während des Krieges Spezialarzt für Geschlechtskrankheiten, wegen pazifistischer Betätigung von Berlin in die Etappe geschickt und unter strenger Bewachung. Nach der Revolution Mitarbeiter des Berliner Vollzugsrates, dann Stadtarzt und Leiter des Gesundheitsamtes eines Berliner Arbeiterbezirks. Arbeitete hauptsächlich auf dem Gebiet der proletarischen Pädagogik, seit 1919 Mitglied des Lehrkörpers der Berliner Gewerkschaftsschule. Leiter der Sexualberatungsstelle am Institut für Sexualwissenschaft (Magnus-Hirschfeld-Stiftung). Schrieb mehrere sehr verbreitete Bücher über die Sexualfrage („Woher die Kinder kommen, ein Lehrbuch für Kinder“, „Bub und Mädel, Gespräche mit Jugendlichen über die Geschlechtsfrage“, „Geschlecht und Liebe in biologischer und gesellschaftlicher Beziehung“). Ostern 1927 wurde er zum zweiten Vorsitzenden des

deutschen Landesverbandes der Internationalen Arbeiterhilfe gewählt.

In dem von mir geleiteten kulturpolitischen Seminar der Berliner Gewerkschaftsschule hatte ich erst vor kurzem Gelegenheit, die Bedeutung der Balkanprobleme für Europa genauer zu besprechen. Denen unter uns Deutschen, die sich als Sozialisten den Nachbarvölkern eng verbunden fühlen und nationalen Haß nicht kennen, erscheint angesichts der Notlage breiter Schichten, angesichts der diese Notlage zum Teil verschuldenden Zollmauern zwischen den einzelnen nationalen Staaten ein einiges Europa der einzige Ausweg aus dem politischen Elend. Eine Föderation der europäischen Staaten setzt natürlich eine Föderation der Balkanstaaten voraus.

Indessen ist es meine Überzeugung, daß der nationale Ehrgeiz, oder sagen wir deutlicher, das Profitinteresse der jeweils in europäisch-bürgerlichen Staaten herrschenden Schicht es nicht zulassen wird, sich einem föderativen Zusammenschluß zu unterstellen. So unsinnig vom volkswirtschaftlichen und wirtschaftsgeographischen Standpunkt die Zersplitterung nicht nur der Balkanvölker, sondern auch Mittel- und Osteuropas in mehrere selbständige Staaten ist: Erst die Selbstbesinnung der breiten Massen, d. h. die proletarische Organisation bei einer Umsechtung der politischen Machtverhältnisse wird eine Gewähr für vernunftgemäße föderative Zusammenfassung der Balkangebiete und darüber hinaus ganz Europas gewährleisten. Ähnlich, wie erst die Schaffung der Föderation der Sowjetrepubliken unter einheitlicher wirtschaftlicher Leitung eines großen Gebietes in diesem Gebiet die Anrechte der nationalen Minderheiten sicherzustellen vermocht hat, so wird die Föderation Europas

Die heute auf dem Balkan herrschenden Verhältnisse, die Eifersucht regierender Klicken, stetige Grenzstreitigkeiten, Unterdrückung aller freiheitlichen Bestrebungen sind nur durch gemeinsame Aktion der Balkanvölker gegen die heutigen Balkanregierungen zu überwinden. Der Gedanke der Balkanföderation liegt jedoch nicht nur im Interesse der Balkanvölker, sondern ganz Europas insofern, als die Zersplitterung der Völker des Balkans mit den aus dieser Zersplitterung sich dauernd ergebenden Grenzstreitigkeiten eine dauernde Bedrohung des europäischen Friedens bedeutet. Das hat erst jüngst der ja noch nicht gelöste Konflikt zwischen Italien und Jugoslawien bewiesen.

Als Angehöriger des deutschen Volkes, das sich in der gleichen Abhängigkeit vom anglikanischen und französischen Kapital- und Militärdruck befindet, wie die Staaten des Balkans, kann man heute positiv wenig zur Unterstützung der balkanischen Föderativbestrebungen tun. Man kann aber die gegen den Terror in ihren eigenen Ländern kämpfenden Mitstreiter des wärmsten Mitgefühls versichern und bekennen, daß wir uns ihnen in tiefster Solidarität verbunden fühlen. Noch ist der Balkan ein Gebiet, über das den meisten Mittel- und Nordeuropäern nähere Kenntnis fehlen. Hier kann durch regeren Gedankenaustausch, durch gegenseitige Kenntnisvermittlung über die Verhältnisse, die in den heute nur noch wenige Flugstunden von einander entfernten Ländern herrschen, auch von deutscher Seite etwas für den Gedanken einer Balkanföderation getan werden, die mir den einzig möglichen Ausweg aus den heute auf dem Balkan gegebenen Zuständen zu bieten scheint, sowohl im Interesse der Balkanvölker selbst, wie auch im Interesse ganz Europas.

Dr. Max Hodann

Die Wahrheit über die Septemberwahlen in Jugoslawien

Die Wahlen und der „neue Kurs“ — Der weiße Terror und seine Folgen

Durch diese Septemberwahlen ist innerhalb der breiten Volksschichten eine jegliche Illusion vom Bestehen des Parlamentarismus und der Verfassungsmäßigkeit verschwunden. Die Monarchie spielte durch die Regierung Vukićević-Marinković mit offenem Visier, indem sie den problematischen Parlamentarismus, der während des achtjährigen Bestehens des Staates S. H. S. inauguriert wurde, abschüttelte.

Die drei Balkanmonarchien, im vollen Bewußtsein ihrer Popularitätslosigkeit, setzten auf dem Balkan ein Regime der schwärzesten Reaktion und des Terrors ein, unter welchem die Werktätigen des ganzen Gebietes so schwer seufzen. Jugoslawien beeil sich Bulgarien und Rumänien einzuholen. Der weiße Wahlterror der im September stattfindenden Parlamentswahlen und der »neue Kurs«, der nach den Wahlen eintreten soll, werden lebendige Beweise der

»Staatsrenaissance« sein, die von Vukićević, Marinković und ihren Trabanten angekündigt wird.

Die Monarchie war bei der Verwirklichung ihrer Bestrebungen taktisch ziemlich vorsichtig und wollte nicht mit bewaffneter Faust, ohne irgend welche Appellationen an das Volk, den »neuen Kurs« im Lande einführen. Sie betraute mit der formellen Macht die Regierung Vukićević-Marinković, schrieb durch sie die Wahlen aus, welche »neue Leute« auf die Oberfläche bringen werden, wie sich der Premier Vukićević und der Diplomat Marinković gerne ausdrücken, die aufrichtig mit Elan und großen Fähigkeiten den »neuen Kurs« im politischen Leben zur Durchführung bringen werden.

Infolgedessen werden nach die Wahlen konsequent durchgeführt. Die »neuen Leute« müssen gewählt werden!

so lautet die Wahlordre des Hofes und seiner Kamarilla. Der gesamte Polizeiapparat, vom Innenminister ausgehend, bis zum Bezirksvorsteher und Gendarmen wurde in einen Agitationsapparat der Wahlregierung umgestellt, um die Wählermassen auf ihre bürgerliche Pflicht beim Wählen vorzubereiten. Und insofern sich die Wählermassen den Instruktionen der Polizeieinstruktoren nicht fügen wollten, um so kräftiger gestaltete sich der weiße Terror, um in der letzten Wahlwoche seinen Höhepunkt zu erreichen.

Man begann mit der Fabrikation von »kommunistischen Verschwörungen« und »Vorbereitungen zur Revolution«. Selbstverständlich bilden für die Monarchie und die Regierung der entrechtete Arbeiter und sein Leidensgenosse auf dem Dorfe, der arme und ausgeplünderte Bauer, die Hauptfeinde. Somit wurde schon am 16. Juli, laut dem Zagreber »Obzor«, solch eine »Verschwörung« im kroatischen Küstenland entdeckt. Es wurden massenhaft Verhaftungen von Arbeitern und Bauern in Bakar, Kraljevica und Sušak vorgenommen. Sie wurden sogleich gefesselt und nach den bekannten Balkanmethoden gemartert, um Geständnisse von ihnen zu erpressen. Einige wurden sofort nach dem »Staatsschutzgesetz« angeklagt. In Wirklichkeit besteht die ganze Schuld dieser Arbeiter und Bauern darin, daß sie unversöhnliche Gegner des herrschenden Regimes und Anhänger des Republikanischen Arbeiter- und Bauernblockes sind.

Einige Tage später meldet die Zagreber »Borba« (»Kampf«), daß in Split 17 jugendliche Bauern zu 127 Monaten Kerker verurteilt wurden, weil sie Widerstand gegen die Polizei leisteten, als man sie nach einer faschistischen Provokation verhaften wollte, als es zu einem Zusammenstoß zwischen den Faschisten und den Verurteilten kam. In der Zwischenzeit werden in der Woiwodina (Kumane, Melenzi, Odjaci) massenweise arme Bauern verhaftet, gefesselt und geschlagen unter der Anklage, kommunistische Propaganda getrieben zu haben. Dabei handelt es sich um Opfer der furchtbaren Ueberschwemmungskatastrophe, die eine Geldunterstützung der Arbeiterhilfe der jugoslawischen Emigration aus Amerika erhalten hatten, die durch das Arbeiterkomitee den Ueberschwemmungsopfern zugewiesen wurde. Unter den Verhafteten waren Kinder und Frauen mit Säuglingen an der Brust. Ein Mitglied dieses Landeskomitees, ein Wahlkandidat des Republikanischen Arbeiter- und Bauernblockes, Mika Todorović, wird von der Gendarmerie verhaftet, aufs gemeinste behandelt, gefesselt und über einen Monat in Haft gehalten. Der Fall des Studenten der Medizin Radomir Vujović und seine angebliche »Flucht« vor den Gendarmen bei der Verhaftung erweckte ungeheures Aufsehen und Erregung in der gesamten fortschrittlichen Öffentlichkeit, durch die Ueberzeugung, daß Radomir Vujović meuchlings im Belgrader Gefängnisse ermordet wurde. Unter der allgemeinen Protestwelle der Öffentlichkeit nimmt der Leiter der Belgrader politischen Polizei, Milan Aćimović, seine Erklärung von einer »Flucht« Vujovićs zurück, verkündet aber, daß es ihm gelungen sei, den »größten und gefährlichsten« Kommunisten in Jugoslawien, Vujović, zu entdecken, welcher »direkte« Verbindungen mit Moskau (sic!) unterhält. Diese »Verbindung« wäre schließlich auch nicht ausgeschlossen, wenn man hört, daß sein jüngerer Bruder seit Jahren in Moskau lebt. Der politische Polizeichef, Aćimović, verkündigt deshalb das Verschwinden Vujović' aus dem Gefängnis, um durch tägliche Mißhandlungen, die er unter anderem auch selbst in eigener Person leistete, von dem an Füßen und Händen gefesselten Radomir Vujović Aussagen zu erpressen. Lang ist die Liste der Verbrechen dieser Regierung. In Kroatien (Sissak, Varaždin, Zagreb, Karlovaz), in Montenegro, der Fall der Verhaftung des Listenführers des Republikanischen Arbeiter- und Bauernblockes und die übrigen Massenverhaftungen, Ausweisungen und Mißhandlungen der Arbeiter und Bauern verursachten die größte Empörung in den Reihen der Arbeiter und Bauern.

Hiezu kommt noch die gesetzwidrige Verhaftung des montenegrinischen Revolutionärs Dr. Labud Kussovaz, eines Journalisten, der schon monatelang in Zagreb und jetzt in Belgrad im Gefängnis ohne schriftlich verhört zu sein, gehalten wird. Seine ganze Schuld besteht darin, daß er nach Beendigung seiner Studien in die Heimat, ohne einen Paß zu haben, gegangen ist, da ihm das Konsulat einen solchen verweigert hat. In endloser Reihe folgen unzählige Verhaftungen in Bosnien, Dalmatien, Serbien und Mazedonien, die unter den Türken und der österreich-ungarischen Monarchie noch nie dagewesen sind.

Der weiße Wahlterror traf auch die bürgerliche Op-

position, ja sogar die demokratische Regierungspartei wird nicht geschont. Ihre Versammlungen werden ebenfalls gestört und verboten (allerdings nicht alle!), ihre Anhänger zu Krüppeln geschlagen. Der Chef der Demokratischen Partei erklärte anlässlich einer Demokratischen Wahlversammlung in Šabaz am 4. September (»Pravda« vom 5. September) folgendes: »... wir, meine Freunde, besitzen keine Presse, Versammlungs- und Redefreiheit, keine freie Rechtsprechung. Das, was sie (die Regierung — D. J.) macht, haben die reaktionärsten Minister in unserem Lande nicht gemacht... Diese Wahlen sind nicht gewöhnlich. Es ist der Kampf zweier Ideen: der des Fortschrittes und der des Rückschrittes — der Demokratie gegen die Reaktion.« Auf einer anderen Wahlversammlung am 6. September in Belgrad sagte derselbe unter anderem, als er von den Drohungen Vukićević sprach, daß Vukićević noch viele 11. September vorbeigehen lassen werde, ehe er die Macht fahren läßt, folgendes: »... Diese Drohung bedeutet nicht einen oder zwei Schritte zur Diktatur, das sind, meine Freunde, kaliberechnete Sprünge zur Diktatur...« (»Pravda«, vom 7. September). So spricht ein Parteichef, dessen Partei in der Koalitionsregierung mit Vukićević sitzt und gemeinsam mit ihm die Wahlen durchführt. Und Voja Marinković, der Vertreter der Demokraten in der Regierung und »Ideologe« des »neuen Kurses«, spricht über den Wahlterror auf seiner Wahlversammlung am 27. August in Niš, damit die Ironie um so größer sei, folgendes: »... Ueber uns (Demokraten — D. J.) kann sich niemand beschweren, daß wir den Wahlterror nicht bekämpfen, denn wir haben keine Mittel (Innenminister ist Vukićević — D. J.), alle unsere Bemühungen gehen dahin, nicht verfolgt zu werden...« (sic!) (»Politika« vom 29. August.) Derselbe Herr erklärt den Journalisten einige Tage später in Ljubljana am 2. September zur selben Sache wie folgt: »... Daß kein Terror vorhanden ist, sehen sie auch selbst. In einzelnen Gebieten ist ein Einfluß der Polizeiorgane wahrnehmbar, aber dieser Einfluß ist nicht real...« (»Pravda« vom 3. September.)

Welcher Zynismus, welche Heuchelei und Gemeinheit in diesen Worten! In der Zeit, da der Chef der Demokratischen Partei, zusammen mit seinen Kollegen aus den übrigen bürgerlichen Parteien, gezwungen war, nicht aus Gründen irgend einer Wahltaktik, sondern auf Grund der groben Wirklichkeit, gegen die andauernde Gewaltanwendung, die man während der Wahlkampagne verschärfte, zu protestieren, behauptet der Demokrat Marinković mit Vukićević, daß es überhaupt keinen Terror gebe und prophezeit im Voraus, daß diese Regierung die absolute Mehrheit erhalten wird.

Die angeführten Fälle von Verfolgungen sind ganz kleine Teile von jenen, welche die Werktätigen aller Nationalitäten als Ouverture zur kommenden Staatsumänderung betrachten. In den einzelnen Provinzen ist es schon zu offenen Zusammenstößen zwischen Volk und Polizei gekommen. Die bürgerliche Opposition erhebt platonische und ohnmächtige Proteste, unter Ankündigung an ihre Anhänger, daß der 11. September der Tag sei (Wahltag), der folgende Frage zu lösen haben wird: wird der Parlamentarismus bestehen oder nicht? Aber die Werktätigen aller Nationen in Jugoslawien rüsten zum Widerstand gegen das blutige Regime, das sowieso nach dem 11. September eintreten wird. Halsbrecherische Sprünge zur Diktatur, wie sich Davidović ausdrückte, führen unvermeidlich zum offenen Bürgerkrieg. Es täusche sich niemand — der Handschuh ist schon dem Volke entgegengeschleudert, die ersten Vorgefechte sind schon im Gange.

In diesem blutigen Ringen wird das hohe Bewußtsein und die Kampfbereitschaft des brüderlichen Bündnisses der Arbeiter und Bauern die Tyrannei besiegen!

Dimitri Jovanović

Die Salutschüsse vor Griechenland

Eine englische Flotte hat vor dem Phaleron Anker geworfen und mit 21 Salutschüssen die griechische Flagge begrüßt. Eine alltägliche Höflichkeitsformel wird mancher denken. — Weit entfernt! Die 21 Schüsse sind die Quittung für das neue Hörigkeitsverhältnis der Regierung des »juste milieu«. Der »Cyklop« im Hafen von Athen bedeutet, daß all die kleinen Politikanten und Schlaumeier, von denen sich jeder als diplomatischer Odysseus fühlt, vor der brutalen Gewalt der englischen Pfunde kapituliert haben.

Der »Cyklop« liegt im Hafen vor der Höhle des

»listenreichen Dulders« und der hellenische Held ist in Begeisterung versunken über das »Vertrauen« des Völkerbundes. Der Völkerbund protegiert Griechenland, der Völkerbund hilft die Flüchtlingsfrage lösen, der Völkerbund stellt die griechische Sanierung unter seine allerhöchste und allmächtige Garantie. Doch der Schein trügt. Nicht mit dem Segen des Präsidenten der Genfer Konferenz, des Delegierten von Uruguay, kehrt Michalakopulos nach Athen zurück. Nicht die moralische Autorität der Völkerbunddiplomaten, sondern die morallose Autorität der englischen Anleihe weist seinen neuen Weg. Michalakopulos hat aus Genf, der »Friedensstadt«, nicht den Frieden mitgebracht.

Die 21 Salutschüsse vor der Reede des Phaleron bedeuten den Beginn einer neuen Periode. Pangalos Geist ist wieder aufgestanden. Pangalos der englische Kondottiere, dessen gerichtliche Verfolgung eben von der Kammer beschlossen wurde, erlebt eine ungeahnte Genugtuung. Seine Gegner folgen den Pfaden seiner Politik, der unseligen Phanariotenpolitik, die zwischen Hoffnung und Furcht hilflos schwankend, die Gesamtinteressen des griechischen Volkes um Augenblicksinteressen preisgibt. Die Pangalosgefahr ist liquidiert, die bonapartistischen Heißsporne werden bestraft und entfernt. Der Bruch mit Tsaldaris hat dem Kabinett der Mitte die moralische Autorität verschafft, vor der Armee als »Wahrerin der Republik« zu erscheinen. Mag das Verkehrsleben noch immer in den Händen eines monarchistischen Generales liegen, für das Bewußtsein breiter republikanischer Massen bedeutet die Ablösung des eukomänischen Kabinetts durch die »Regierung der Mitte« eine Sicherung gegen die landfremde Dynastie.

»Sie sind die beste Republik«, sagte einst der alte Lafayette zum Bürgerkönig, dem Könige du juste milieu. »Sie sind die wahre Monarchie«, sagt heute General Metaxas, wenn er das »Kabinett der Mitte« gegen die Angriffe der monarchistischen Intransigenten verteidigt. Der industrialisierte Grundbesitz hat sich von den alten Geschlechtern losgelöst, um eine bürgerliche Politik zu treiben, — eine »venizelistische Politik ohne Venizelos«, wie Tsaldaris behauptet oder eine »monarchistische Politik ohne König«, wie die Metaxisten ihren Standpunkt zu erklären versuchen.

Das neue Kabinett hat freie Hand; freie Hand gegen die intransigenten Monarchisten, (eine Möglichkeit, von der allerdings nur theoretischer Gebrauch gemacht wird.) freie Hand gegen die Linkelemente der Arbeiterschaft, bewiesen durch Verbannungen und Verfolgungen. Das »Kabinett der Mitte«, die Konzentration der bourgeoisen Klassenkräfte hat den intransigenten Monarchisten den Laufpaß gegeben, um breite Schichten des Kleinbürgertums weiterhin gegen die arbeitenden Massen mißbrauchen zu können und eine wirkliche Verbrüderung der Arbeiterbauern und kleingewerblichen Flüchtlinge zu verhindern.

Selbst die Regierungspresse muß zugeben, daß das Elend der Flüchtlinge immer größer geworden ist. In Griechisch-Mazedonien, wo man auf Kosten der bulgarophonen Bevölkerung, die kleinasiatischen Griechen ansiedelte, ist ein sprunghaftes Anwachsen der Tuberkulose zu verzeichnen. Ein Viertel der Bevölkerung ist der Tuberkulose verfallen. 1924 starben in Saloniki 15% an Tuberkulose, dieses Jahr nach beiläufigen Schätzungen 27%. In drei Jahren ist die Tuberkulose so angewachsen, daß eine Erhöhung der Zahl der Opfer der Tuberkulose um 10% zu verzeichnen war. Nicht nur unter den Arbeitern, nicht nur unter den kleingewerblichen Flüchtlingen, auch unter den Staatsangestellten, unter den Privatbeamten ist dasselbe zu verzeichnen. Die engen zusammengepferchten Flüchtlingsmassen in den Städten, mußten besonders zu Trägern der furchtbaren Krankheit werden und das Kabinett des juste milieu hält es für wichtiger, die Reste der bulgarophonen Bevölkerung aus Mazedonien zu vertreiben, als die Griechen in Mazedonien vor dem Zugrundegehen zu schützen. Der Siegeszug der Tuberkulose in Griechisch-Mazedonien, die noch immer nicht überwundene Arbeitslosenkrise unter den Tabakarbeitern, fordern schwerere Opfer, als sogar die imperialistischen Kriege, in denen das griechische Volk zum Vorteile fremder Imperialisten und ihrer heimischen Agenten verbluten mußte.

Unsere Regierung hat natürlich andere Sorgen. Öffentlich polemisiert Michalakopulos gegen die serbische »Begehrlichkeit«, und griechische Journalisten fahren nach Bulgarien, um sich mit Zankow und Ljaptscheff zu verbrüdern. Die Reise nach Sofia ist nicht bloß ein Höflichkeitsakt, keine bloße Erwidern des Besuches der Messe von Saloniki durch die Journaliste des »Sgowor«. Die sauberen Helden der »mazedonischen« Faust und die Bundes-

genossen der ORIM reichen einander die blutigen Hände im Dienste der englischen Aussenpolitik und des gemeinsamen Kampfes gegen Jugoslawien. Mag von Zeit zu Zeit die griechische Presse noch immer über Bandeneinfälle in Mazedonien klagen, das englische Pfund eint die hellenischen und bulgarischen Agenten des anglo-italienischen Blocks. Die Beziehungen zu Jugoslawien werden immer gespannter.

Wir leugnen nicht, daß das Programm der »Bela Ruka« die — Föderierung des Balkans mit einem serbischen König an der Spitze, eine Gefahr für die balkanischen Volksinteressen darstellt. Der kretinhafte Zynismus, mit dem ehemalige Bauernführer, wie Kosta Todorow der serbischen Hegemonie die Mauer machen, zwingt zu doppelter Vorsicht. Lassen wir uns auch nicht darüber hinwegtäuschen, daß auch die einhellige Ablehnung des griechisch-serbischen Vertrages keinerlei Garantie für die staatsreue Gesinnung der legitimistischen Hochverräter bildet. Tsaldaris ist bereit, aus der Hand der serbischen Kontratschetzen seinen König entgegenzunehmen und müßte er ganz Neugriechenland als Entlohnung dafür bezahlen. Die Gefahr der Pervertierung der Föderationsidee, in ein Instrument serbisch-hegemonistischer Interessen, ist nicht von der Hand zu weisen. So verfehlt es aber wäre, in den Vorkämpfern der »weißen Hand« die Befreier des Balkans zu erblicken, so unrichtig ist die Spekulation unserer »juste milieu«-Leute auf die englisch-italienische Orientierung und eine widernatürliche Freundschaft mit den Vorkämpfern des großbulgarischen Chauvinismus, die den kleinen Boris von Koburg zu Simeon, dem Großen machen wollen.

Die Zusammenkunft Michalakopulos mit Scialoja in Genf, die fortwährenden Ergebenheitserklärungen an die englische Politik, das Eintreten des italienischen Agenten und albanischen Delegierten Vrioni für einen ständigen Sitz Griechenlands im Völkerbunde beweisen den neuen Kurs. Mögen selbst albanische Bischöfe im Kampfe gegen die Ueberheblichkeit der Patriarchisten in das Lager Serbiens gedrängt werden, mögen die italienischen Bundesgenossen durch die albanische Bevölkerung eine erste Lehre empfangen haben, als das siebenjährige Jubiläum der Räumung von Valona durch Italien, feierlich begangen wurde. Die griechischen Staatsmänner verzichten auf die Sympathie des albanischen Volkes und begnügen sich mit den Zusagen Achmed Beys, der die albanische autokephale Kirche (auf die er als Mohamedaner nur einen machtpolitischen Einfluß ausüben kann), unter die Hegemonie des Patriarchats zurückführen will. Wieder einmal wird eine kurzzeitige Phanariotenpolitik betrieben. Warum verteidigt man nicht, wenn man schon nationale Kirchenpolitik betreiben will, die Rechte des griechischen Volkes, des Dodekanesos? Warum duldet man, daß auf Rhodos die Rechte der griechischen Orthodoxie mit Füßen getreten werden durch die Kreierung eines italienischen Agenten als Metropolit? Die orthodoxe Kirche müsse mit aller Energie dagegen auftreten, daß der Metropolit Apostolos in ihrem Namen der Entnationalisierungspolitik Mussolinis die Mauer macht. Weit wichtiger als die Unterwerfung der autokephalen Albaner ist die Verteidigung altgriechischen Bodens gegen fremde Unterdrückung. Es ist unklar, welche Absichten Mussolini damit vertritt, die Rechte des Patriarchats, die Rechte der orthodoxen Kirche zu schmälern. Wird doch die völlige Eingliederung gerade der konservativsten griechischen Kreise in die italienisch-englische Kombination dadurch erschwert. Oder weiß vielleicht Mussolini, daß er sich auf seine griechischen Freunde, unter allen Umständen verlassen kann, daß sie um eine englische Anleihe und die italienische Freundschaft bereit sind, nicht nur griechischen Boden, nicht nur nationale Rechte, sondern auch die Verletzung ihrer religiösen Empfindungen ruhig hinzunehmen?

Die Judassilberlinge der englisch-italienischen Kombination klingen noch nicht im griechischen Staatsschatz und schon haben begeisterte Vertreter phanariotischer Politik sich als Agenten des nationalen Feindes enthüllt. Das griechische Volk muß zu der Erkenntnis gelangen, daß es die Wiedervereinigung aller griechischen Stämme nur in einer starken, vom Bewußtsein der arbeitenden Massen getragenen föderativen Balkanrepublik finden kann. Das griechische Volk muß das Danaergeschick der englischen Anleihe von sich weisen und wenn es not tut, seine Unabhängigkeit gemeinsam mit den übrigen Balkanvölkern verteidigen gegen den fremden Imperialismus. Die 21 Salutschüsse vor der griechischen Flagge müssen erwidert werden durch den einstimmigen Ruf des griechischen Volkes: Räumung des Dodekanesos, Räumung von Cypern!

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Преди три години

Клането в петричко в 1924 г.

Това беше през септември 1924 година. Едно силно движение беше обхванало целата ВМРО. Всички нейни активни работници в Петричка, Струмишкия и Солунския революционни окръзи с ентузиазъм възприеха принципите на манифеста от 6 май с. г. Александров и Протогеров се отказаха от манифеста, който беха подписали, те го обявиха за апокрифен, но захвърленото знаме бе взето и издигнато високо от всички македонски революционери. Издигнатите лозунги: единен македонски и балкански революционен фронт, съюз с угнетените народи и класи на Балканите, борба против балканските правителства, които тероризират и угнетяват македонския народ и когото те се стараят да използват за целите на своята външна и вътрешна политика, независима Македония и Балканска Федерация — се полеха от най-активните дейци на ВМРО.

Движението обхвана цялото население в петричко: то засега целата македонска емиграция в България.

Правителството Цанков беше в тревога. То се боеше за своето съществуване. И то изработи плана за унищожението на това движение; то изработи плана съвместно с македонци, изменници на делото на своя народ — Протогеров, Михайлов, Парличев, Баждаров и други главорези. То турна на крак целата своя полиция и войскава сила. То прехвърли много войска в петричко. Изпълнението на изключителен план се възложи на македонските изменници и на воените и полицейски органи на правителството. И почна клането. Под предлог, че отмъщават за убийството на Тодор Александров — убит от българското правителство, при пълното съдействие и участие на Протогеров — организира се една Вартоломеева нощ в Горна Джумая и в целия Петрички окръг. Избити беха 160 души македонски революционери, между които и най-активните дейци на ВМРО. Убити беха:

Димо хаджи Димов, Чудомир Кантарджиев, Ал. Буйнов, Арс. Йовков, Стою Хаджиев, Славчо Ковачев, Георги Ковачев, Г. Пенков, Ал. Василев, Г. и Василев и други. Тия революционери беха убити, за да се обезглави, да се сломи движението, което беше обхванало целия македонски народ. Те беха убити, за да се разчисти пътят за събиране на правителството на воената лига в България с правителството на Пашича и с това на Михалакопулос. Защото, новата ориентировка на македонското революционно движение, високо прокламирана с манифеста, застрашаваше съществуването на всички тия балкански реакционни и фашистки правителства.

Цанков, Вълков и Протогеров успеха да нанесат удар на македонското революционно движение. Удара беше голем. Убитите беха измежду първите водачи на това движение. Но те не успеха да убият всички македонски дейтели, които беха възприели принципите на манифеста. Цанков и военната лига се измамиха в своите сметки. Те не можаха да унищожат македонското революционно движение.

Принципите на майския манифест намериха ехо всред целия македонски народ. Нови сили излезоха из неговата среда и те, заедно с останалите живи македонски революционери, полеха захвърленото знаме. Те направиха свои лозунгите на манифеста. И те дадоха организационна форма на движението, като образуваха Вътрешната Македонска Революционна Организация (Обединена), която ето вече две години се бори мъжки за освобождението и обединението на Македония и за Балканска Федерация.

Пролетата кръв на истинските македонски революционери през септември 1924 г. ни зове да продължим борбата; тя ни зове да продължим с още по-голема енергия да се борим за идеалите за които те паднаха. И ние ще продължим тая борба!

Поклон пред светлата памет на падналите за независима Македония и Балканска Федерация македонски революционери!

Марсел Валтер

В.М.Р.О. (Обединена)

и изборите в Македония под сръбска власт

По повод изборите в Македония под сръбска власт, В.М.Р.О. (Об.) е разпратила един позив към населението, един екземпляр от който се получи в редакцията ни. Поради големия интерес, който този позив представлява, ние го публикуваме в настоящия брой на вестника.

Ред. Балк. Фед.

Македонци!

На 11 септември т. г. вие сте призовани да изберете своите депутати за Скупщината. Вие знаете какво представляват изборите в този македонски край. Депутатите тук предварително се назначават от Белград, а грижата за тяхното «избиране» е възложена на жандармерията и органите на властта. Не за това ли самата дума «избори» е станала за вас синоним на нещо страшно и зловещо? Защото вие най-добре знаете колко убийства и какъв безкраен низ от насилия и престъпления се крие зад нея. Защото откриването на изборната борба в Македония означава откриването на една кървава и жестоко война на сръбската власт срещу всички вас. Каква горчива подигравка би било, наистина, да се говори в Македония под сръбска власт за «избори» и за «свободно проявление на народната воля!» Цинизма на Белград, обаче, няма граници. Белградската реакционна шовинистическа клика не се стеснява да крещи пред всички свет: **ето виждате ли за кого гласува македонското население, виждате ли как то изразява своето задоволство от същест-**

вуещия режим и от щасливата си съдба в границите на велика Сърбия?

Македонци!

На тази гавра с вашата нещастна съдба от страна на вашите угнетители и плячкаджии трябва да се турне край. Време е тираните от Белград да прехапят вече езиките си! Истината в Македония трябва да бъде разкрита пред света. Кървавия и денационализаторски режим в Македония трябва да лъсне в целата си голата. Нека се види от света колко силно мрази своите угнетители и колко е голем напора към свобода и независимост в македонското население.

На 11 септември т. г. вие нема да направите удоволствието на велико-сръбската реакция и шовинизм, като гласувате за нейните агенти и натрапници в Македония. Трора срещу вас, наистина, е страшен, и все по — страшен ще става. И в тази борба жертви ще се дадат, тъй както се дават и при нелегалната борба. Но, въпреки това, удара трябва да се нанесе и да се почувствува от белградските потисници. На тях трябва да се пресече охотата да използват македонските гласове за укрепване на своето кърваво и разбойническо господство в Македония и цяла Югославия.

В Югославия днес са на власт двете най-реакционни и шовинистически велико-сръбски партии — радикалната и демократическата. Това са двата най-големи стълба на велико-сръбския централизъм и монархизъм. Всеки глас даден за тях е глас даден в подкрепа на днешния разбойнически

режим в Македония. Нито един македонски глас, прочие, за техните кандидати! Нито един глас в подкрепа на велико-србската реакция!

Македонци!

Вашите гласове са скъпи. Вие се борите за едно свое священно дело. За това вие всички, без разлика на националност, език и вера, трябва да дадете гласа си в подкрепа на собственното си освободително дело. Вие ще трябва да изпратите депутати в Скупщината, които ще имат куража да напомнят често на белградските потисници за идеала на македонската борба: за независима Македония и Балканска Федерация.

На Трџбичевци, Кирковичевци, Алтипармаковци и др. подобни велико-србски агенти и разбойници, които превърнаха Македония в собствена мушпа за плячка и грабеж, трябва да се даде заслужения ритник.

В Скупщината вие трябва да имате не натрапници, а истински ваши представители, които да се борят за вашите права и доблестно да отстояват и бранят вашите интереси.

Кои са исканията и лозунгите, около които трябва да се обедини македонското население и които трябва да легнат в неговата настояща изборна платформа?

Тези искания са следните:

1. Край на режима на терор, денационализация и грабеж в Македония и възстановяването на всички потъпкани политически, национални и културни свободи на населението в Македония, без разлика на националност, вера и език.
2. Обща политическа амнистия.
3. Отменяване на варварския закон за защита на държавата и тџй наречената »Обзнана«.
4. Възвръщане на населението и общините в Македония ограбените им земи, гори, пасбища и мери.

5. Даване на тџя безимотните и малоимотни селяни.

6. Намаление данъчното бреме на икономически слабите слоеве от населението.

7. Премахване държавния монопол на тютюна, който се е превърнал в един способ за безмилостно ограбване турда на македонското население.

8. Премахване спекулата и грабежа с селскостопанските продукти на селяните.

9. Поощрение и кредитиране от държавата на кооперативното дело.

10. Право на самоопределение за всички поробени и потиснати националности в Югославия.

В името на тџя искания македонския народ ще участвува в изборите и ще води борба за техното осъществяване. На почвата на тџя платформа македонското население ще намери съюзници в настоящата изборна борба между партиите и организациите на другите поробени народи и потиснати народни маси в Югославия.

Македонци!

Напред в борбата за осъществяването на горните искания.

Нито един глас за велико-србската реакция и шовинизм!

Нито един глас за крепителите на днешния разбойнически режим в Македония!

Всички в подкрепа на борбата за собственото си освободително дело!

Всички на борба за свободата и независимостта на Македония и братския съюз на балканските народи!

Юли 1927 г.
Македония.

От Ц. К. на В. М. Р. О.
(Обединена)

Обществото на народите и балканските народи

Човек просто би изгубил вера в здравия човешки разсъдък. Има хора, които се отказват абсолютно да държат сметка за уроците, които ни дава историята и които са много очевидни, кървави!

Тџя мисли се явиха у мен за лишен път, когато случайно ми попадна в ръцете един брой от в-к la Macédoine, който излиза в Женева. Органа на македонските автономисти очаква освободението на Македония от великодушното на алчните за плячка велики сили — също така както преди четвърт век! Ако преди балканските войни и особено преди всесветската касапница можеха да се разберат, даже да се оправдаят подобни начини на действие, то да се следва една подобна линия на политика сега би било равносилно на предателство по отношение на македонския народ — мъченик.

Как е възможно, особено след всесветската конфлграция, в която беха избити не само 15.000.000 човешки същества в най-цветущата им възраст, но и погребани всички илюзии и лџжи на тџй наречените »велики сили«, — които, в действителност са само безсилни до смешност когато се касае да се направи добро (о, за да направят зло, това е друг въпрос), — се намират още наивни хора да верват в същите тџя »сили«, когато те се обединяват и гръмогласно се наричат »Общество на народите«!

Историческия опит проче не струва нищо. Ние бехме доста наивни да верваме, заедно с всички други хора, които имат здрав човешки разсъдък, че местото на тџя вера е при гробищата, където са погребани с стотици хиляди арменци, които, и те също, са имали нещастieto да верват в честната дума и добрата воля на великите сили.

На всички е известно, че всека една от тџя големи държави, които образуват Обществото на народите в Женева, търси начини да засили и закрепи своето световно положение, да играе, ако това ѝ се отдаде, първенствующа роля. Това е целта. За постигането на тџя крайна и пуснала дълбоки корени цел всичко е подчинено. И малките народи, с които те си служат, са само оръдия в техните ръце; за да могат да постигнат тџя цел, великите държави са готови да жертвуват всичко.

Говори се за освободението на един малък народ, когато с това се надева некое от големите държави да може да намали влиянието на друг голем съперник. Ще допустнат ли балканските народи да си служат с тех вечно за пушечно месо на големите топове на империалистите, наречени »велики сили«? Последната война не посочи ли празнотата и лџжата на тџя големи фрази? Втория Интернационал говореше в продължение на четвърт век само за международна солидарност. Доиде 1914 година. И най-големия авторитет на тџя »Интернационал«, Карл Кауцки, заявява спокойно: »Интернационала е един инструмент през време на мир, но не и в време на война«. Това е равносилно, ако некой би казал: »Помните за гасене огъня са добри само когато нема пожар«!

Обществото на народите се вълнува само тогава, когато нема големи конфликти. Но когато избухне конфликт между една голема държава и един малък народ (албанския въпрос), Обществото на народите се явява безсилно. В Женева приказват за мир, там даже искрено желаят мира, но същите тџя оратори, които говорят за мир, непрестанно работят и подготвяват в света, в Азия, Африка, в съветска Русия: нови войни — войни колониални и такива на вмешателство.

В международната политика имат значение само фактите. Лесно е да заявиш, че си за Балканска Федерация, както това прави и в-к la Macédoine, но в същото време да разпространяваш и да поддържаш илюзията за интервенция на великите сили в полза на потиснатите народи, това значи да лџжеш себе си, това значи да лџжеш и другите.

Време е най-сетне да се даде на потиснатите народи изобщо, и на балканските народи в частност, великия исторически лозунг на Карл Маркс, предназначен за международния пролетариат: »Освободението на работниците е дело на самите тех«.

А това значи: »Освободението на балканските народи е дело на самите балкански народи«.

Нека преди всичко освободим себе си от всекакви илюзии, от всека вера в призраците. И ние ще бъдем готови да трџгнем из истинския път на освободението, което е в самите нас и в нашия съюз.

Да живее истинския федеративен съюз на балканските народи, самосъзнали се и имащи вера в себе си.

Париж.

Шарл Раппопор

По пътя на денационализцията на Добруджа Ограбва се не само земята, но и реколтата на селяните

Идвамето отново на власт на либералната партия хвърли в силна тревога добруджанското население. И напълно основателно. Защото правителството на Братиано беше, което през 1924 г. внесе най-реакционните постановления и гласува закона за земеделската собственост в южна Добруджа. Защото либералите са и най-ревностните партизани за всестранното и бързо приложение на този закон, наречен с право, от видни ромънски юристи, »юридическа чудовищност«.

Опитите направен през времето на генерал Авереску за отнемане земите на селяните съгласно този закон, повдигна силно духовете в Добруджа. Учредените комисии по прилагането на закона требаше да преустановят своята дейност поради големото възбуждение сред селяните. Първият опит за отнемане на земите през 1926 г. в с. Азаплар доведе до формен бой между жандармерията и дигналите се селяни с вили и колове в защита на своите земи. Беха убити двама и тежко ранени четирима селяни. И пред опасността от стихийни селски бунтове в Добруджа, правителството на Авереску бе заставено да преустанови за известно време прилагането на този варварски закон.

През това време в камарата бе внесен законопроект за неговото изменение. Макар инициативата да изхождаше от национал-царанистката партия, тя бе подкрепена и от голяма част от правителствените избраници. В заседанието на камарата от 18 май т. г. национал-царанисткия депутат Д. Анжелеску направи следната декларация: »По парламентарна инициатива се внесе законопроект за изменение закона за земеделската собственост в нова Добруджа. Предложените изменения са от капитално значение и изложението на мотивите посочва, че възприемайки законопроект, земеделската собственост в нова Добруджа ще получи най-после справедливо разрешение, което се очаква от 13 години, като се задоволят интересите на селското население и върховните интереси на държавата. Национал-царанистката партия, изказвайки се в подкрепа на законопроект, обръща вниманието на г. министра на земеделието, че неговите органи са започнали да обезмотияват жителите, вземайки им даже засетите площи от земята.«

Измененията, които се искаха чрез внесения законопроект, се заключаваха в следното: отнемането безвъзмездно от държавата на едната третя от земите на селяните, да не засяга стопанствата до 50 хектара. По този начин неправдата на закона се премахваше за една граматна част от селяните — болшинството, но тя оставаше да тежи над средните и едри землевладелци. Този законопроект обаче не можа да бъде разгледан от камарата. Правителството на Авереску падна. Заедно с това рухнаха и последните надежди за вероятната промена на закона.

Идвамето на власт на либералите се почувствува бърже в Добруджа. Онова, което национал-царанисткия депутат отбелязваше в своята интервю като единични случаи — да бъдат отнемани заедно с земите и посевите, стана общо явление, стана система напълно поощрявана от самата централна власт. Демагогската мерка на правителството Братиано, да не се отнемат земите през време на законодателните избори, не можа да излъже селяните. Защото почти всички правителства в миналото използваха закона за земите за своята изборна пропаганда. Даваха се на широко обещания за неговото изменение, дори за премахването му, но това само за пред изборите. Веднага след тях, се забравяха бързо дадените обещания.

Цела Добруджа посрещна новото правителство при силно опозиционно настроение. Навсякъде беха заверени листите на работническо — селския блок. Общо бе убедението, че гласовете на добруджанци ще бъдат подадени за кандидатите на блока и за тия на национал — царанистката партия, но в никой случай за либералите. Толкова по-голема бе изненадата от изборните резултати. Нито един опозиционен представител не бе избран в южна Добруджа. Оказа се, че населението е гласувало за своите палачи и тирани. Причината за тия резултати е, че волята на избирателите не играе никаква роля при техното определяне. Защото в южна Добруджа се върши некаква пародия на избори. Извън всички мерки, които се вземат през време на изборите, закарвания, масови побоища, арести, блокиране в изборния ден на изборните места с войска, ображдането им с картучници и пр. и пр., в края на краищата се фалшифицира и вота на избирателите, чрез сменяване

на изборните урни. Така се произвеждат изборите в южна Добруджа, но затова пък и идеята за парламентаризма е издъжно разрушена в съзнанието на масите. Всички легални възможности за техните борби систематично се задръстват. Един ден последиците на подобна система ще има да понесе с всичката им тежест ромънската олигархия, която несмущавана от никого, подлага добруджанци под ударите на един срамен за съвременната цивилизация режим.

След привършване на изборните борби, резултата на които е, че малцинствата в южна Добруджа останаха без всякакъв представител в дневния парламент, комисии по отнемане на земите започнаха усилено своята дейност. Но настъпи една съществена промена. Ако по-рано за осигуряване работата на комисии се предаваха войскови и жандармерийски части, то днес в техна услуга са поставени въоръжените групи на »Asiunea Românească« — една архиповинистична организация на колонистите куцовласи. По този начин Братиано си осигуряваше възможността, при евентуални кръвопролития, да хвърли всичката вина на »неотговорни« фактори. На вмешателството на тия »неотговорни« фактори се дължи особено жестокостта, която сега е настъпило в Добруджа при обезмотияването на селяните. Техна е инициативата, заедно с отнемане земята да се ограбва и реколтата на селяните, плода на техния черен едногодишен труд.

Така в силистренско в с. с. Кочмар, Бабук, Хотлуджа, Къжджиджи — кийо, Кара-Бунар, Душдубак, Курт-Бунар, отнемането едната третя от засетите ниви заедно с реколтата, повдигна общия протест на селяните, обаче властта остава нема на тия оплаквания. В Букурещ мълчат въпреки всички интервенции на едно 300.000 население ограбвано хайдушки и изложено на формен глад. Мълчат обаче и в София. Нали деветоюнската реакция установи отношения на приятелство и добросъседство с ромънските чоки, тя се напълно дезинтересира от участието на българите в Добруджа.

Тоя безсрамен грабеж, да бъдат отнемани земите заедно с реколтата на селяните, не се ограничава само в Силистренския окръг. Той е едно явление общо за целата южна Добруджа, където закона е в сила. Само че другде тоя скандален грабеж взема по-особени форми. На селяните се заграбва едната третя от засетите ниви, обаче им се остава възможността чрез големи откупи давани на куцовласите, на които се раздава земята, както и чрез подкупи на самите комисии, да си задържат реколтата, като заплащат повече от половината от стойността ѝ. На много места държавните бирници събират наем за едната третя от земите, заграбени от държавата, от 1924 г. до сега, от когато закона влезе в сила.

При подобно положение духовете се изострят до неимоверност. Обаче селяните остават безпомощни пред въоръжените банди на колонистите — куцовласи, които открито се подкрепят от официалните власти. През юли, при отнемане земите в с. Айдемир беше убит един селянин и една жена и едно дете беха тежко ранени, от куцовлашките банди. Опасността от нови касапници, от рода на тая в Старо-Село, е страшно надвиснала над Добруджа и напразно добруджанското население очаква да бъде издигнат глас в негова защита.

Чрез закона за земите, а най-вече чрез начина по който той се прилага, ромънските управници целят да разтроят сериозно поминжката на добруджанското население, да го деморализират, да го отчаят и по тия начин да го тласнат в пътя на масовото емигриране из Добруджа.

И действително, в последно време настроението за емигриране все по-широко обхваща добруджанските селяни. Причината за това не е само закона за земите, но и колонизацията, която взема все по-широки размери и се извършва изключително за сметка на местното население. Масови са случаите, когато селяните се заставят чрез ангари да обслужват обзавеждането на колонистите. Новопостроените села в силистренско — с. Фрешари и в балчишко — с. Свети Никола, са изградени изключително с безплатния труд на селяните.

Макар и умислено да се прикриват размерите на колонизацията, според известни сведения проникнали в печата, броя на колонизираните семейства в Добричкия окръг е бил на 1 април т. г. следния:

348 семейства на ромънски ветерани от войната,
755 семейства на македонци—куцовласи и
1342 семейства на ромъни от старото кралство.

Всичко 2445 семейства са колонизирани само в Добричкия окръг. Тоя брой обаче далеч не отговаря на истината. Като се вземе пред вид, че в Силистренския окръг колонизацията е много по—напреднала, то с право може да се твърди, че в южна Добруджа са колонизирани повече от 6.000 семейства и че общия брой на колонистите надхвърля 20.000 души.

Една добре организирана пропаганда на ромънските управници извлича непрекъснато куцовласите от гръцка Македония, в интереса на денационализацията на Добруджа. Да се превърне южна Добруджа в ромънска провинция, като се прогони местното население и се замени то с куцовласите, ето целите и задачите на ромънската политика. В интереса на тая политика се раздухват искусствено националните вражди и опасността от нови касанници, от нови кървави погроми, като тоя в Старо-Село, все повече заплашва мирното население.

И пред тоя ад, който царя в Добруджа, Обществото на народите продължава да остава нем зрител. Това Общество продължава с своята пасивност да толерира една политика, която подхвърля живота на едно 300.000 население на сериозни изпитания. Но щом това е така, толкова по—задължителен се явява гласа на защитата, който западната демокрация и европейската обществена съвест трябва да издигнат в полза на добруджанското население.

Г. Лудогоров

Белия терор в Македония под сръбско иго

Терора бушува в цялата Югославия и специално в частта от Македония, която се намира в кралството на Карагеоргиевичите. Той е взел застрашителни размери. В всеки брой на Балканска Федерация ние отбелезваме случаи на побой, насилия, арести, убийства. Но от три месеци насам той е взел формата на инквизиция. По случай атентата при Пчиня, на железопътната линия Скопие—Велес, по който атентат ние поместихме едно комунике на ВМРО (Об.), беха арестувани около 80 души младежи македонци, болшинството от които студенти. Арестувани са студенти от Скопие, Любляна и Загреб, и граждани от Скопие, Щип и Велес. Арестуваните са подложени на най—безчовешки мъчения. Вследствие на тия инквизиционни мъчения, някои младежи са полудели, други се намират на смъртно легло, а студента Тодор Поп Иорданов се е самоубил. Свирепостта на сръбските власти е предизвикала силно възмущение и смущение в сред македонското население. Това възмущение премина границите на царството на Александра и стигна до европейската общественост.

По повод на тия насилия и изтезания над македонски младежи, Парижкия комитет против белия терор на Балканите, чийто председател е великия писател Анри Барбюс, е отправил едно писмо до югославянския министър—председател, с което, след като протестира против терора, който тоя правителство упражнява над младежи в Македония под негова власт, иска незабавно техното освобождение.

Ето съдържанието на това писмо:

Научихме с удоволствие, че Вие сте опровергали изразите, които бехте ни приписали (по отношение на нашето вмешателство в аферата Вуйович—Кусовац и другарите им)—в загребския в-к «Новости».

Тази инициатива от Ваша страна улеснява нашето днешно вмешателство, което, все пак, щеше да последва в всеки случай, защото ни се налага от нашия дълг.

Надожи ни се да настоем наново върху положението, в което се намират младите македонци, затворени преди

3 месеца след атентата при Пчиня по линията Скопие—Велес.

Според най—точните сведения, арестувани са 78 души в Скопие, Любляна и Загреб.

Това са млади студенти, всички невинни в случая, за който сериозни доказателства има против вашата полиция или против софийските комитаджии.

В всеки случай, тези млади хора, които се учат далеч от Пчиня, не могат да имат никакво участие в експлозията, която за щастие причини само материални повреди.

Въпреки това, те са хвърлени в подземните килии на затворите и ние знаем, че там са били подхвърлени на мъчения.

Какво е, прочее, техното престъпление? — То е, че те се чувствуват и признават за македонци.

Ние знаем, че сръбските власти отричат да има една Македония с македонско население и македонски аспирации. Но самата репресия, която се упражнява върху македонците в Югославия, съставлява, уви, в това отношение най—красноречивото доказателство.

Ние, които сме си задали за задача да защитаваме потиснатите на Балканите, искаме свобода за македонците, не само в Югославия, но и в Гърция и в България.

Как ония, които в тоя момент говорят за дълбоки териториални промени на Балканите, не разбират, че македонския въпрос заема центъра на тая проблема; който, според нас, може да бъде разрешен с образуването на една федерация на всички балкански страни.

Но каквото и да е, македонците страдат в тоя момент в Югославия от едно засилено потисничество.

Вашия агент в Битолския окръг, Добрица Маткович не се е задоволил само с извършването на арестите, за които ние говорим по—горе.

Ние имаме на разположение многобройни факти на измъчвания, за които той е отговорен; между другото, има и много убийства.

Това положение е негърнимо.

Ние искаме, прочее, най—първо освобождението на 78-те невинни македонски младежи, арестувани вследствие атентата при Пчиня.

Ние искаме след това, вашето правителство да тури край на това поведение на Добрица Маткович в Битолската област.

Анри Барбюс, Северин, Мадам Де Сен-При, Мадам Дюшен.

Андре Моризе, Дербекур, Воален, сенатори; Фредерик Брюне, подпредседател на камарата.

Казаас, Ернест Лафон, Фердинанд Фор, Компер-Морел, Фонтание, Пол Маршандо, Андре Бертон, Елиес, Мариос Муте, Вайан-Куторие, Мистрал, Албер Фурние, Паштале, Жак Дюкло, Жюль Юри, Албер Мило, Жан Гаршери, Йожен Фро, Раул Еввар, Шарл Барон, Рейно — депутати.

Александр Люке, Дютей, Робер Бос, Андре Гайо, Луи Селие, Луи Жели, парижки общински съветници.

Анри Селие, окръжен съветник от Сенския департамент.

Жан Лонге, Брак, бивши депутати.

Анри Торес, Марсел Вилар, Антонио Коен, Фосен, Делвалле, Рене Плар, адвокати.

Жозе Луо, главен секретар на общата конфедерация на труда, Еркле, секретар на комитета на обединените работнически синдикати, Емил Глей, секретар на националния синдикат на учителите.

Ланжвен, Пренап, Виктор Бац, Емил Кан, Верноше, професори.

Матис Морар, Жорж Дюамел, Панаит Истрати, Виктор Маргерит, Леон Базалжет, Леон Верт, Марсел Мартине, Жан Ришар Блох, Шарл Вилдрак, Даниел Рену, Анри Маркс, Габриел Пери, Жорж Пиох, Русе, Андре Жибал, Фернар Лекай, Пол Луи, Фердинанд Мюние, Андре Салмон, Франс Журден, Роберт Салмон, Зиромски, Раул Верфийо, писатели и журналисти.

Четете и разпространявайте

Балканска Федерация

орган на националните малцинства и потиснатите народи на

Балканите

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA

IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji

Osnovi nacionalne politike sovjetske vlade*)

Počevši od ovog broja B. F. izlaziće u nekoliko članaka odlična, informativna studija po nacionalnom pitanju u Sovjetskoj Uniji od našeg uvaženog saradnika Dr. Antonetića.

Sama studija značajna je koliko po svojim političkim zaključcima, toliko i po brojnim faktima i statističkim podacima, i kao takva, služiće kao dobar prilog u rasvijetljavanju mnogobrojnih balkanskih problema, a po gotovu nacionalnog pitanja na Balkanu.

Redakcija Balkanske Federacije

Balkan i Rusija

Za potlačene balkanske naroda vrlo je važan primjer rješavanja nacionalnog pitanja u Sovjetskoj Uniji. Mnogi momenti vezuju narode Balkana i Rusije. Mnogobrojnost i izmešanost balkanskih naroda poslužila je u Versalju izgovorom Pašiću i Bratianu, da se ne može provesti samoodređenje naroda na Balkanu. Zato će praktični primjer i postignuti rezultati velike Sovjetske Federacije moći unijeti svjetla i u pitanje, da li je moguće samoodređenje i sloboda sviju balkanskih naroda, da li je moguća Balkanska Federacija.

Principijelne deklaracije g. 1917

Neposredno iza preuzimanja vlasti, sovjetska je vlada pristupila rješavanju nacionalnog pitanja. Već 2. novembra 1917 objavljena je, sa potpisom Lenjina, Deklaracija o pravima naroda Rusije, u kojoj je sovjetska vlada proglasila, da na osnovu svoje politike u nacionalnom pitanju postavlja ova načela:

1. jednakost i suverenitet naroda Rusije;
2. pravo naroda Rusije na slobodno samoodređenje sve do otejepljenja i obrazovanja nezavisnih država;
3. ukidanje svih nacionalnih i nacionalno-religioznih privilegija i ograničenja;
4. slobodan razvitak nacionalnih manjina i etnografskih grupa koje žive na teritoriji Rusije.

Priznavajući pravo na otejepljenje svakomu narodu bivše ruske imperije, ruski bolševici nisu bili za otejepljenje pod svaku cijenu. Oni su, naprotiv, propagirali ideju dobrovoljnog i slobodnog saveza ravnopravnih naroda Rusije. Ali su bolševici prepuštali, da svaki narod za sebe suvereno odlučuje, hoće li ući ili ne u savez. U tome duhu veli se u „Deklaraciji o pravima radnog i eksploatisanog naroda“, koju je donio III. sveruski kongres sovjeta u januaru 1918 g.: „Ruska Sovjetska Republika obrazuje se na osnovu slobodnog saveza saveznih nacija kao federacija nacionalnih sovjetskih republika.“

Nacionalno pitanje za vrijeme građanskog rata (Sovjeti, caristički generali i potlačeni narodi)

Grđjanski rat i imperijalistička intervencija omogućili su skoro za 3 godine praktično rješavanje nacionalnog pitanja skućivši sovjetsku vlast na centralne velikoruske gubernije.

Ali i za to vrijeme imalo je nacionalno pitanje sudbonosno značenje.

Neposredno nakon oktobarske revolucije proglasio je finiski sabor nezavisnost Finske, Sovjetska vlada smjesta

je priznala (18. XII. 1917) tu odluku, za razliku od vlade Miljukova-Kerenskog, koja je 18. jula 1917 rastjerala prvi finiski sabor samo zato, što je ovaj „svojevoljno“ proglasio — široku autonomiju Finske.

U januaru 1918 isjasnio se je finiski sabor, pod vodstvom socijaldemokrata za ujedinjenje sa Sovjetskom Federacijom. Ali se je u aprilu 1918 iskrcala u Finskoj njemačka vojska, srušila je legalnu vladu i predala vlast reakcionarnoj manjini i ova je proglasila ponovno otejepljenje od Sovjetske Federacije.

Pod okupacijom njemačkog imperijalizma nalazile su se g. 1918 takodjer i Estonska, Lotiška, Litva i Poljska. Tuće njemačkih prinčeva čekalo je na krune na istoku. Ali je slom centralnih sila promjenio iz temelja situaciju. U Estonskoj, Lotiškoj i Litvi formirana je sovjetska vlast. Nu sada preuzimlje ulogu Njemačke antanta i njenom pomoću sovjetska je vlast u tim državama ponovno srušena. Poljsko-sovjetski rat g. 1920 donio je nove perturbacije. Najzad je, mirovnim ugovorom u Rigi g. 1921, utvrđena zapadna granica Sovjetske Unije, kako do danas postoji.

Za vrijeme ovih trogodišnjih žestokih borbi na zapadnim granicama, moskovska je vlada podupirala — prirodno — sovjetske elemente, ali je ona — i to je značajno — priznavala bez kolebanja i svaku nesovjetsku vladu, koja je imala faktično vlast u svojoj nacionalnoj državi.

A kakova je bila, za to vrijeme, nacionalna politika ruske kontrarevolucije?

Ruski bijeli generali — Judenić, Denjikin, Kolčak — nisu htjeli ni da čuju o samostalnosti pojedinih narodna bivše imperije. Oni su odbili da priznaju i nezavisnost Poljske. Posljedica je toga bila, da su vlade novonastalih zapadnih država u najkritičnijim momentima svojom pasivnošću poduprle sovjeete protiv carističkih generala. Tako je finiski Galifet, general Merrheim, ostao sa svojom vojskom pasivan na granici finsko-ruskoj u momentu kad je Judenić iz Estonske jurisao na Petrograd. Da je Merrheim nastupio, Petrograd bi bio pao. Estonci su, pod pritiskom Engleske, prividno podupirali Judenića, a faktično su — sabotirali. Zapadni narodi su znali dobro, da pobjeda carističkih generala znači povratak nacionalnog ugnjetavanja.

Pa i sam Pilsudski, taj fanatični neprijatelj Sovjetske Rusije, potpisao je sa njome pakt o nenapadanju koncem 1919 godine, upravo u času kad se je na bojnopolju između Orla i Tule rješavala sudbina sovjetske vlasti i Denjikina. Uzajamna borba Petljurovaca i Denjikina nakon zauzeća Kijeva pomogla je ne malo pobjedi sovjetske armije na Ukrajine.

Bez pasivne rezistencije „inorodaca“ juga i istoka Kolčaku i Denjikinu, bez njihove tihe simpatije sovjetima, koji su proglašavali nacionalnu slobodu i kulturu potlačenim narodima Rusije, bez te tihe pomoći nikada ne bi crvena armija mogla potući kontrarevoluciju — tako je karakterisao ulogu nacionalnog pitanja u građanskom ratu Stalin (na XII. kongresu komunističke partije Rusije g. 1923).

(Nastavit će se.)

Dr. C. Antonetić

*) Podaci (cifre itd.), koji se iznose u ovom i slijedećim člancima, počinju dijelom is internog, još ne publiciranog, materijala raznih sovjetskih institucija, a dijelom iz štampane literature. Od sovjetskih institucija, koje su ljubazno stavile piscu svoj materijal na uvid, dolaze u prvom redu: sekretarijati Vijeća naroda S. S. S. R., Nacionalnog odjeljenja R. S. F. S. R. i Vijeća nacionalnih manjina komesarijata prosvjete, zatim Predstavništva nacionalnih republika Ukrajine i Transkavkaskije Federacije, pa Informaciono odjeljenje Centralnog Komiteta Komunističke Partije S. S. S. R. (u nacionalnom sastavu kom. partije). Od mnogobrojne štampane literature spomenut ćemo kod svakog članka zasebno najvažniju. Ovdje spominjemo onu, koje se zanima ili principijelno ili mestrano

danim problemom. Literatura: Antisovjetska: V. Stankevič: „Sudbina naroda Rusije“, Berlin 1923; P. N. Miljukov: „Historija druge ruske revolucije“, Sofija 1922; Sovjetska: Lenjin: Sabrana djela, sv. XIX. „Nacionalno pitanje“, Izdanje komesarijata nacionalnosti; „Politika sovjetske vlade u nacionalnom pitanju za tri godine (1917—1920), 1920 i „Šest godina nacionalne politike sovjetske vlade“, g. 1923; G. Safarov: „Nacionalno pitanje i proletarijat“, 1923; N. N. Popov: „Nacionalna politika sovjetske države“, 1924; Stalin: „Nacionalni momenti u izgradnji partije i države“, 1926; S. Kopylov i A. Gluškov: „Neme Konstitucije S. S. S. R. i saveznih republika“, 1926. Literatura se podrazumijeva na ruskom jeziku, izuzev one, gdje je posebna označen drugi jik.

FEDERAȚIA BALCANICĂ

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI

APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Pentru împiedicarea unei infamii!

Viața luptătorului revoluționar al muncitorimii române, Ellek Kōblos, în pericol!

Siguranța cere guvernului cehoslovac extrădarea

Siguranța română își ascute cuțitul pentru săvârșirea unei noi crime mizerabile la fel cu cea comisă asupra lui Tkacenko. Deastădată însă Siguranța nu lucrează singură, ea cere — și e pe punctul să capete colaborarea, complicitatea poliției Republicii Cehoslovace.

În luna August fu arestat în Cehoslovacia, după ce trecuse granița fugind din România, luptătorul de avangardă al muncitorimii din România, Ellek Kōblos. Kōblos este un vechi și încercat conducător muncitoresc. Originar din regiunea Mureșului, el a intrat de tânăr în mișcarea muncitorească ungară. După ocuparea Transilvaniei de către trupele oligarhiei române, Kōblos nu s'a lăsat prins de atmosfera de șovinism care pusese stăpânire asupra populației ungare din provincia ocupată și maltrată de soldatesca română. El a căutat și inodată de îndată legături cu grupele de avangardă ale revoluționarilor români, cu cari a început să lucreze cu o rară energie la clădirea Partidului Comunist și la consolidarea mișcării sindicale roșii. Implicat în procesul celor 300 din 1921—22, el este eliberat prin amnistie odată cu ceilalți conducători ai Partidului și ai sindicatelor. De meserie tâmplar el joacă un rol conducător în Uniunea sa de breaslă, unde izbuteste să mențină unitatea, astfel că atunci când mișcarea sindicală se scizionează Uniunea în Lemn este singura care rămâne întregă, și așa întreagă credincioasă liniei revoluționare. Președinte și apoi secretar al Uniunii în Lemn Kōblos își cucerește dragostea fanatică muncitorimii din industria ia lemnului din România și din întreaga țară, dar pedealtăparte și a burgheziei.

După ilegalizarea Partidului Comunist, al cărui secretar fusese în ultimul timp legalității, Kōblos este silit să-și continue munca în slujba revoluției subteran. Organizator de un rar talent, el este unul din conducătorii iubiți și cu autoritate ai Partidului. Acuzat în procesul zis „al Comitetului Central”, Kōblos, ca și Boris Stefanoff și ceilalți conducători, este condamnat la zece ani de muncă silnică, adică la maximumul pedepsei. O parte dintre ei, printre cari și Kōblos, fură condamnați în contumace. Mai târziu Boris Stefanoff fu prins, Kōblos izbutește însă să scape din mâinile urmăritorilor lui și să evite astfel o soartă sigură, dinainte pecetluită, la fel cu aceea a lui Tkacenko.

Acuma a căzut în mâinile poliției cehoslovace. Ne-am fi așteptat ca autoritățile acestei Republici, care proclamă prin legile ei de bază drept de azil refugiaților politici, să ocrotească, și nu să întemnițeze, pe luptătorul Kōblos, refugiat politic. Deziluzie însă! Kōblos fu arestat. Ba ceva mai mult: agenții Siguranței fură invitați și o întreagă echipă bucureșteană sosi în orașul Bereksas, unde este Kōblos arestat, pentru ca împreună cu poliția cehoslovacă să ducă „cercetările”. Ar fi interesant de știut, ce zic democrații cehi despre această colaborare rușinoasă, despre această violare a teritoriului și legilor cehoslovace de către poliția unui stat străin, despre acest amestec revoltător al unei poliții odios de sângeroase în trebile interne ale Republicii democratice Cehoslovace.

Lucrurile nu se opresc însă numai aici. Guvernul român a încercat întâi să organizeze răpirea lui Kōblos. Planul era următorul: În timpul transportării lui Kōblos la tribunal cinci agenți români trebuiau să-l „elibereze” (făcând așa ca și cum ar fi „tovarăși” de-ai lui Kōblos) și aruncându-l într'un automobil, să-l treacă în goană peste granița care nu e la mai mult de 25 km. depărtare. Planul acesta nu reuși. Atunci Siguranța română recurse la o altă infamie. Ea declară că Kōblos nu e Kōblos, el este cunoscutul exroc și falsificator internațional Rozescu-Bizon, condamnat la 8 ani temniță și evadat de curând din închisoare. Pe această bază guvernul român ceru extrădarea. Presa cehoslovacă prinse însă de veste și dădu la timp alarma. Și acest plan al Siguranței dădu greș.

Siguranța nu se dădu bătută, ea recurse la o ultimă ticăloșie, pe care o învățase dela colegii ei din Boston: îl acuză pe Kōblos de asasinat ordinar. Kōblos însă, o știe toată lumea, e condamnat pentru delikte politice, la fel cu Boris Stefanoff. Pe Stefanoff reacțiunea română îl are în mână de mai bine de un an și nu îndrăznește să-l judece, amânând până acuma de șase ori procesul, pentru că nici pentru o condamnare politică dovezile nu sunt suficiente. Cu sau fără dovezile însă, Kōblos este condamnat de doi ani pentru delikte politice. Timp de doi ani, dela pronunțarea sentinței, Siguranța română nu a ridicat contra lui Kōblos nici o altă acuzare. Acuma, când Kōblos e arestat în Cehoslovacia, unde mâna Siguranței nu ajunge direct și unde el nu poate fi lichidat alături de lege și de sentințe judecătorești ca Cacenco, Siguranța ridică acuzarea de asasinat ordinar pentru a putea zmulge extrădarea revoluționarului, care l-a scăpat până acuma printre degete. Infamia e prea evidentă și guvernul cehoslovac nu o poate ignora.

În guvernul cehoslovac șed oameni, cari au fost și ei o viață întreagă refugiați politici, și în fruntea lor însuși președintele Republicii. Nu putem crede că, înainte de a hotărâ asupra cererii de extrădare a lui Kōblos, danșii să nu-și aducă aminte de propriul lor tercut și să nu răspundă așa cum se cuvine călăilor dela București, lacomi să-și sfășie mai repede prada. În numele luptătorilor de astăzi pentru libertatea națională în Balcani cerem luptătorilor de ieri pentru libertatea națională în monarhia austro-ungară: punerea în libertate a conducătorului muncitoresc Ellek Kōblos, alungarea agenților Siguranței de pe teritoriul Republicii Cehoslovace și dreptul de azil pentru Kōblos și pentru toți refugiații politici.

Federația Balcanică

Fraude, fraude, fraude...

București, Septembrie.

România este cunoscută ca țara teroarei albe, a urnelor furate, ca țara bacșișului — după ce Turcia a încetat de a mai fi ea patria acestui cuvânt turcesc, ca și noțiunea pe care o reprezintă. Dar încă un element vine acuma să se adauge la caracterizarea României „moderne”: fraudele. România se arată și țara eminentă a fraudelor incalculabile. Într'o singură săptămână s'a descoperit o fraudă la divizia a II-a dela Craiova (suma defraudată se ridică la vre-o 11 milioane lei); o alta cu improprietărea în jud. Dolj; o a treia la primăria Ploiești, care merge deasemenea până în milioane; o a patra la Galați la c. i. r. de peste 1 milion și jumătate; două fraude la prefecturile de Teleorman și Ilfov. Dar recordul de mărime al fraudelor l-a atins fără îndoială fraudă dela „Monitorul Oficial”: aicea directorul general, administratorul general și casierul general au defraudat laolaltă circa 70 milioane lei. Din averea statului primul a jucat (și pierdut) la cărți (era membrul clubului de elită Jockey-Club), ultimii doi, oameni mai practici, și-au ridicat case la București și în provincie, vile la Sinaia și la mare și-au construit fabrici. Unul singur din ei, administratorul „Monitorului Oficial”, a strâns astfel o avere de 50 milioane lei.

Acestea sunt fraudele descoperite. Câte însă rămân nedescoperite sau sunt acoperite prin protecție, nepotism sau din interese politice! ... Adevărul (din 1 Sept.) scoțeste; că numai un sfert din fraude se descoper. Și din cele ce se descoper, putem noi adăoga; numai un sfert sunt pedepsite. Ne-aducem aminte că directorul general al închisorilor însuși, Ionescu-Marița, a defraudat câteva milioane.

ceace nu-l împiedică astăzi să se plimbe liber și să sfiđe lumea muncitoare. Inlocutorul său la direcția acestor locașuri de mizerie lugubra, a acestor stabilimente de ruinare și asasinare a celor ce încăp între zidurile lor, celebrul maior Cernat, a fost și el prins cu fraude de milioane, a fost închis, dar astăzi se plimbă liber pe stradă, în timp ce victimele sale stau cu anii în prevenție, cum e cazul cu Boris Stefanoff.

Zadarnic încearcă acuma anumite cercuri să explice fraudele prin încălcarea salariilor. Defraudatorii nu sunt mici funcționari, cari într'adevăr au salarii de foame. Aceștia recurg doar la acceptarea de mici bacșișuri, nici pe departe nu au însă posibilitatea să comită fraude de milioane, pentru că sume de milioane nici nu le trec prin mână. Defraudatorii sunt funcționarii cei mari, adesea oameni de "incredere" ai diferitelor personalități politice (directorul general al "Monitorului Oficial" a fost secretarul general al Ministerului de interne sub trecutul guvern liberal) și amestecați în falsificarea alegerilor, în exercitarea teroarei albe, în pronunțarea sentințelor din procesele politice etc. etc. Și tocmai de aceea, pentru că regimul are nevoie de serviciile lor extra-legale și anti-legale, pentru că regimul însuși se întemează pe coruperea funcționarilor publici, politici și administrațivi, civili și militari, tocmai de aceea fraudele înfloresc ca un elementul lor. Fraudele nu sunt decât urmarea logică a regimului de corupție care stăpânește în România. Și pentru că fraudele sunt astfel intim legate cu regimul în vigoare, cu bazele pe care el se întemează și prin care se susține și se menține, de aceea fraudele — fraudele cele mari — rămân sau "nedescoperite" sau nepedepsite.

"S'a auzit de urmăriri, scrie "Adevărul" cu data amintită, dar de condamnări nu prea. Și câte-au fost, niște fleacuri, nici cât capătă un nenorocit care a furat o pâine, la schimb, într-o țară în care ne plângem cu toții de aproape totală nepăsare a opiniei publice, avem vre-o sută de condamnări politice (autorul a vrut probabil să scrie o mie de condamnări politice, cu toate că și această cifră e sub realitate, căci numai din procesele din Basarabia zac în temnițe câteva sute de arani, iar Partidul Comunist are sute de membri ai săi în închisori, I. M.) tratați mai rău ca ocașii. Cumpăna dreptății stă astfel strâmbă. De aceea aproape nu-i zi să nu auzim de noi defraudări, cu milioanele și cu zecile de milioane. La o așa supraveghere și impunitate e de mirare că se mai află bani prin tezaurile publice. Deosebit focurile care ne prăpădesc, unele din ele fiind puse foarte probabil spre a ascunde neregulile făcute. Toate acestea se țin lanț de vre-o zece ani.

"Adevărul" se miră că mai sunt bani în casele publice. Mirarea lui e deplasată, deoarece bani în casele statului nu se găsesc. Căci iată ce scrie "Adevărul" însuși în numărul său din 8 Sept., într-o corespondență din Basarabia sub titlul Un fenomen fiscal interesant în Basarabia:

"Chisinau. — Concomitent cu dispoziția dată de ministerul de finanțe pentru verificarea gestiunii tuturor instituțiilor de stat, (în urma alarmei provocate de ultimele

fraude colosale la "Monitorul Oficial" și la alte instituții ale statului, I. M.) se observă, în special la administrația financiară, fenomenul unei neobișnuite aglomerări de bani primiți de percepțiile din Basarabia.

De unde până acum câtva timp casieria administrației financiare era goală acum (oamenii cu musca pe căciulă fiind cuprinși de frică, I. M.) s'a adunat o sumă de peste 100 milioane lei.

D. administrator financiar Costin a trimis o circulară percepțiilor să nu mai trimeată alte sume deoarece nu are unde să le depoziteze."

Ce se ascunde în dosul acestei informații? Iată ce:

În fraudele înșirate mai sus defraudatorii fură banii statului. Mai numeroși sunt însă defraudatorii cari nu fură, ci iau numai sumele din cassa statului și fac afaceri comerciale pe piață cu ele. După aceea, păstrând câștigurile realizate pentru sine, demnitarul sau funcționarul superior în chestiune pune banii luați la loc. Asemenea indivizi sunt în România obiectul admirației publice. "Om deștept", șoptește lumea când îl vede trecând în automobilu-i elegant. Toată lumea îi cunoaște, operațiunile sunt cunoscute chiar de către miniștri, cari le tolerează însă (când nu sunt complici la ele) din considerente de partid sau altele.

Și în timp ce oamenii regimului, descoperiți dar mai ales nedescoperiți, golesc astfel tezaurul public, se îmbogățesc din banii contribuabilului, contribuabilul se istovește sub povara birurilor, care curg în sacul fără fund numit budgetul statului. Budgetul va fi într'adevăr din nou sporit cu vre-o 8 miliarde, fără însă ca salariile micilor funcționari să fie mărite. Dimpotrivă, salariile acestora dau îndărăt. În timp ce salariul directorului general al căilor ferate este sporit cu 13.543 lei, salariul mașiniștilor, al conductorilor, al telegrafistilor este scăzut (respectiv dela 3560 lei la 3120, dela 2757 la 2520, dela 2896 la 2700). În timp ce căpitanul de intențență dela divizia a II-a poate defrauda 11 milioane și "fericiții" dela "Monitorul Oficial" 70 milioane, lucrătorul de stație dela c. f. r. va primi un salariu de 1680 lei (în loc de 1907 lei cât primea până acuma), adică 42 lei dinainte de război pe lună, când indexul de scumpete (calculat de ziarul capitalist "Argus") arată o scumpire a alimentelor și obiectelor de primă necesitate față de prețurile dinainte de război de 30%, — în realitate scumpirea întrece 50%.

Și un asemenea stat are pretenția să fie trecut printre statele "moderne", "civilizate", iar guvernarea dela București se supără, pentru că la conferința interparlamentară dela Paris, "Comitetul de Apărare a Victimelor Terorei Albe din Balcani" a denunțat metodele "parlamentare" de care se servesc stăpânitorii de astăzi ai României. Nu, lupta împotriva regimului de teroare nu va înceta; regimul de fraude nu va cădea însă decât odată cu căderea acestui regim de teroare însuși.

I. Mateescu

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJER

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHYTPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Duhen vrojtë marrëdhënjet italo-jugoslave

Po kje se i besojmë Z. Marinkoviçit, kah mje i a kah fundi i Tetorit, Italia dhe Jugoslavia do të hijnë në negociata me shqoq-shojnë.

Po thuaj për ç'do muajt na lajmohet çelja e tyne imnente, mandej prap kjo çeshje shqyhet. As njena anë nuk duket se ka ngut me krye punë. Në tjetër, anë vecse çeshja t'ëtu është me liquidue një konflikt kriqik, një konflikt të rëndë, që mund të ndezet me razen e parë e që mund të kenë konsekuenca të përkufi. Konflikti nermjet të kabineteve të Romës e të Belgradit është përdyshim, konflikti që çqetson më teper Europen aktuale është një gjë absurde me i dhanë kësaj çeshje vehtëm një randësi lokale-balkane. At ditë që të dy

Shtetet e Adriatikut, të kapin pushken kundra shqoq-shojt, na do të shofim, scenat tragike të vjetit 1914. Mundet që konflagracioni i afërm, s' do të l' ein në Ren ase në Vistulë, porse në shqypni, nermjet të kontaktit t' ashper të fashismit me expansionim Serbo-Kroato-Sloven.

Kundershtimi permanent Italian-Jugoslav ka xanë vendin e kundershimit Austro-Serb, që para se të hudhte Europen në mjerim, u ndi në vjetët 1908, 1909, 1912 e 1913.

Po kje se s' mydhim sytë s' hajmë shurdhë veshit, qeverinat e fletoret në serbim të tyne, janë të deturueme, me njojtë se casus belli gjindet sot aty e jo tjetër kund. Kuer u mydh akti i Tiranes në dhetorin e shkuar, droja kje e pergjithëshme. Kuer pak ma vonë Ahmet Zogu burgosi si spijë dragomanin Gjuras-koviç, shum kujej ju është dukë se ky akt ishi i bam me qellim për t' afrue çasin. Por ç' at here Shqypmia e Jugoslavia kan hi persri në raporte zyrtare, por negociatat kan mbetë varur nermjet Romes e Belgradit. Mussolini ka pritë n' audiençë

vehtem-nie herë perfaqësuesin jugoslav e audiencia si pat kurrfarë perfundimi.

Mendimi i jonë është se përparlërs të parapam për Tetuet fift mbas zgjedhjevet Serbo-Kroate-Slovene do të kenë një randesi kapitale. Jugosllavia që zhvillon programin e sajë imperialiste — pse ka një llojë imperialism të mëdhejsh dhe një imperialism të vëgëlsh — nuk është ende kondend me fatin e sajë. S' i mbaston që është shtue me nja 8 milion shpirt, me kapë Adriatikun neper breg të Dalmacis, me aneksionue Kroacien, Slovenin, Malin-e-zë, e pjesë të Bulgaris. Jugosllavia ja ka vue synir detit Egee e don me vue nen tutelen e sajë Shqypnin. Ahmed Zogu, shpirt — ndryshimi i të cillit njëfet prej kujdo, kje vasali i Aleksander Karagjorgjevicit para se t' u bâte vasali i Viktor Emanuelit III. Po të mujtë m'u instalue në Vlonë kabineti i Belgradit, Ahmed do t' u gëzote me gjith zëmer.

Porse Italia që gjindet në Saseno, e që ja dashtë para se të kish duce-n me lëshue Vlonen, e kqyrë Shqypnin si t' ish malli i sajë. Po kje se ajo i nepte aq randesi aktit të Tiranës, kjo ndodhë për arsye politike e ekonomike — Arsyena ekonomike: nen token shqiptare gjindet voj-guri. Arsyena politike: N'at ças që Mussolini ka nen kontrol qeverin e Ahmed Zogut, kurdoherë munt t' intervenojë në Balkan e munt të reklamojn influencen e tij në Gadishull. C' ahërë aj ka interesë me qitë faren e dasis e me kultivue ner Shtetet e Balkanit, në menyre që të munt të sundojn mbi to prej dasis së tyne. Prëndaj nuk do të jetë aj që do të mundohet per Federaten Balkanike.

E ja se per ç' arsye negociatat italo-jugoslave do të kenë një interesë kapitale. Në dashtë të kenë një perfundim këto negociata, a por jo, do të kri johet një situatë e ré n' Europë, një situatë që do të ndrojnë dhe orientimin diplomatik të fuqivet të mbedha e të vogla. As Anglia, as Franca, as Rusia, as Greqia, as Bulgaria — e kështu sá e sá tierë

Shtete nuk do të munt të rrin indiferent para një fjalimi, që mbas tradicionevet të njoftuna do të rrin i mshehtë!

Po kje se negociatat nuk kan kurrfarë perfundimi, si per shembëll po kje se Italia të kerkojn prej Jugosllavis që kjo të sankcionojn akordet e Nettuno-s, tuj mos dhanë në tjetër anë kurrfarë spjegimesh permbi aktin e Tiranës, — e po kje se Jugosllavia kerkon annullimin e këtij akti, që Italia do të refusojn kategorisht, ahërë casus belli do të jetë gati. Kançelerit e Romes e të Belgradit do të kenë raporte aq të vrashta nermjet të tyre, që incidenti më i vogel do të shkaktajn rupturen. Nuk është kjo një çeshtje e dores së dytë që mundet sot m' u pelqye, nesar m' u shtye dhe per kalendat greke, pá pasë kurrkush dam prej sajë. Çka lot këtu rrolin, është politika generale e fashismes e politika generale e një Jugosllavis që gjetihjë vijon kursin e sajë aventuros. Ja perse një gjendje që do të lanë në te dyja anët idhnim e zëmrin, do të shkaktajn desastrin e fundit.

Të shtojm edhe se Italia do të mundohet me të tana mjetet per m' e ulë Jugosllavin. Artikujt dhe ma teper enketat e organevet fashist na mësojn se Mussolini po punon me zgjue Balkanin kundra Shtetit Serbo-Kroat-Sloven. Sidomos do të bajn një presion permbi Bulgarin e cilla në kohën oportune do të çojn zanin e sajë: ashtu edhe mbi Ungarin, e cilla pret shumë më teper prej Romes se prej Belgradit.

E po kje se biñ në godi? As ahërë situata nuk do t' i qetsojn ato që i kqyrin punët me objektivitet. Po kje se Jugosllavia akcepton kondidat që do t' i paraqesë Italia, duhet që Mussolini të siedhin atencionin e sajë mbi Egeen, Bulgarin dhe Greqin. Si xasë i dëjë i Makiavelit, duce-ja do t' i bajnë kabinetit Belgradit një pression me fuqi, ashtu si ka bâ dhe ahërë kuer ishin mirë me shoqi-shojn. Gjithnji do të jetë çregullimi e loja e intrigavet në Balkan. E tham prap: gjendja e Tetorit do të jët shumë seriose, mos të na vin prá e pá-pritur.

Paul Louis

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Истина о септембарским изборима у Југославији

Избори и „Нови курс“. Бели терор и његове последице

Београд, почетком септембра.

Овим септембарским изборима отпала је свака илузија о постојању парламентаризма и уставности. Монархија је преко Вукићевић — Маринковићево владе играла је отвореним картама, одбацујући од себе проблематичан парламентаризам који је био инаугурисан за ових осам година постојања државе С. Х. С.

Балканске монархије свесне своје непопуларности њих три на броју, завеле су на Балкану режим најпрвје реакције и терора, под којим стећу радне масе целог Балкана. Југославија се жури да сустигне Бугарску и Румунију. Изборни терор септембарских парламентарних избора и „нови курс“ који треба после избора да наступи — биће живи докази »државног препорођаја« кога наговештавају Вукићевић, Маринковић и њихови трабанти. Монархија је у остварењу своје намере била приличан тактичар и није хтела ману милитари, без било каквог предходног »апеловања« на народ да заводи »нови курс« у земљи. Она је поверила формалну власт влади Вукићевић — Маринковић, и преко ње, расписала парламентарне изборе, који треба да изабче »нове људе« како то премијер Вукићевић и дипломат Маринковић воле да се изразе. Који ће искрено, са пуно елана и способности да и у живот спроведе тај »нови курс«.

И доследно томе вршени су избори. »Нови људи« се морају изабрати! — тако гласи изборна наредба двора и

његове камариле. Полицијски апарат, почевши од министра унутрашњих дела Вукићевића до средских начелника и жандарма, претворен је у агитациони апарат изборне владе Вукићевић — Маринковић, да припреми бирачке масе на њихову грађанско дужност приликом гласања. У колико бирачке масе нису хтеле да се покаравају инструкцијама полицијских-инструктора, у толико је бивао све жешћи изборни бели терор, да у последњој изборној недељи достигне свој врхунац.

Почело се са фабриковањем »комунистичких завера« и »припремањем револуције«. За монархију и садашњу владу, као и за све досадашње, главни је противник, обесправљени радник и његов друг на селу, сиромашан и опљачкан сељак. Тако је већ 16 јула, по вестима загребачког »Обзора« таква једна »завера« у Приморју откривена. Извршена су многобројна хапшења радника и сељака у Бакру, Краљевици и на Сушаку. Одмах су окловани и мучени по познатим балканским методама, да им се изнуде признања. Неки од њих оптужени одмах по Закону о З. Д. ради комунистичке пропаганде. У ствари сва се кривица ових радника и сељака састоји у томе: што су непомирљиви противници владајућег режима и присталице радничко-сељачког републиканског блока. Неколико дана иза тога, јавља загребачка »Борба« да је у Сплиту 17 осуђено сељака на 127 месеце тамнице ради супростављања власти. У том међувремену хапсе се на буљуке

у Војводини (Кумане, Меленци, Опаџи) сиромашни сељаци, стављају се у окове и пребивају, оптужујући их за «комунистичку пропаганду». Међутим, то су бедни пострадалици од прошло годишњих поплава и овогодишњих суша, којима је југословенска Радничка Помоћ из Америке доставила новчану помоћ, преко зато специјално у Београду основаног Радничког Одбора за помоћ жртва од поплава. Међу ухапшеним било је деце и жена са идејом на сиси. Члана тога одбора и посланичког кандидата републиканског радничко-сељачког блока, Мику Тодоровића, хапси полиција у селу Опаџицама, окува као корелог разбојника и држи више од месец дана у затвору. Случај хапшења студ. мед. Радомира Вујовића, његово «бегство» пред спроводницима, узбунило је целокупну напредну јавност, у уверењу да је Р. Вујовић мучки убијен у затвору. На свепшти протест јавности, шеф политичке полиције у Београду, повлачи своју првобитну изјаву, да на супрот томе саопштава како је успео да открије у Р. Вујовићу «највећег и најопаснијег» комунисту у Југославији, који има «директне» везе са Москвом (sic!). То најзад није ни искључено, када му рођени брат већ годинама тамо живи. Аћимовић је зато објавио да је Вујовић нестао из Главњаце, да га свакодневно батинама примора на признања које г. Милан Аћимовић жели да има.

Дуга је листа злочина ове владе. У Хрватској (Сушак, Вараждин, Загреб, Карловац); у Црној Гори, случај хапшења носиоца листе републиканског радничко-сељачког блока и остала масовна хапшења, протеривања и премлаћивања сељака и радника изазвала су највеће огорчење у радничким и сељачким редовима.

На затим незаконито хапшење црногорског револуционара Др. Лабуца Кусовца, новинара који се већ месецима држи у затвору. Прво у Загребу а сада у београдској Главњаци без саслушавања, чији је једини преступ, што је се по завршетку својих студија — овог лета повратио у Југославију без пасоша, пошто му је конзулат југословенски одбио да изда пасош за улазак у земљу.

Овome се имају додати прогони у Босни, у Далмацији, у Србији и Македонији, који се не памте ни под Турцима ни под аустро-угарском монархијом. Али је изборни бели терор захватио и буржоаску опозицију, па чак и владину демократску странку. Ометају се и забрањују и њихови зборови, премлаћују се присталице њихове, и врше атентатски случај атентата на Спаху и Н. Петровића. Шеф демократске партије Луба Давидовић изјављује на своме збору у Шапцу 4 септембра («Правда» од 5. IX.) следеће: ...»ми пријатељи немамо ни слободне штампе, ни слободу збора и

договора, нити слободног судства... оно што они (влада) раде, нису радили ни најреакционарнији министри у нашој земљи... Ови избори нису обични. То је борба двеју идеја — напредка и назадка, борба демократије против реакције». На другом збору 6 септембра у Београду, каже и. о. Давидовић, где говори о претњама Вукићевиће, да ће много 11 септембра проћи док он сиђе с власти, следеће: ...»Та самопретња није само корак, два ка диктатури. То су пријатељи вратоломни и неразјашњиви скокови ка диктатури.« («Правда» 7. IX.) Тако говори шеф партије која је у коалицији са Вукићевићем и који заједно врше изборе. Воја Маринковић, представник демократа у влади и идеолог новог курса да би иронија била што већа, говори поводом изборног терора на своме збору у Нишу овако: ...»На нас (демократе) се не може нико жалити, да га можемо да гонимо, јер ми немамо сучим и сви се напори своде на то да не будемо гоњени... («Политика» 29 август.) Исти господин изјављује новинарима у Љубљани 2 септембра по истој теми следеће: ...»да терора нема морате и сами знати. У неким крајевима има утицаја полицијских органа, али тај утицај није реалан...« («Правда» 3. IX.)

Колико цинизма и подлости у овим речима. Док је шеф демократске странке, заједно са осталим из буржоаске опозиције морао, не ради каквог изборног палијатива, већ ради грубе стварности, протестовати противу страховитог насиља који се спроводио у изборној кампањи. Дотле Маринковић заједно са Вукићевићем у напред доказују како нема терора, и како ће ова влада добити апсолутну већину на изборима.

Наведени случајеви прогона у овом чланку мале су честице онога што је ради народ осетио као **увод** у наступајући државни преокрет. У појединим покрајинама дошло је већ до **отвореног** сукоба између власти и народа (Валево, Грачанице, Горажда). Опозиција буржоаска (земљорадници, пашићевци-радикали, радићевци, хрватски блок) диже немоћно протесте, обавештавајући своје присталице како 11 септембар, дан избора, треба да реши: хоће ли парламентаризам постојати или не? Али радне масе свих народа у Југославији, спремају се на **отпор** противу крвавог режима који ће овако и овако после једанаестог септембра наступити. Вратоломни скокови ка диктатури, како то Давидовић каже, воде **неминовно отвореном грађанском рату**. Нека се нико не завараваше — рукавица је народу већ бачена, **прве се чарке већ воде**. У томе крвавом рвању победиће висока свест и борбеност братског савеза и жуљевита шака радника и сељака — **тиранији!**

Димитрије Јовановић

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

‘Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΟΥ ΚΕΝΤΡΟΥ ΣΤΗΝ ‘ΕΛΛΑΔΑ

‘Η οίкуμενική κυβέρνηση διελύθη. ‘Ο Τσαλδάρης και οί όπαδοί του κάμουν αντιπώληυση. ‘Η εποχή του στενού συνασπισμού αρχίζει. ‘Η περιφημη συγκέντρωση όλων των δυνάμεων εδρήκε ύστερα από όχτώ μήνες ένα άδοξο τέλος. Το κοινοβουλευτικό πολιτευμα έχει ποδοπατηθεί, ή κοινοβουλευτική άσυλία έξεβιάσθηκε. Στη φυλακή σαπίζουν αρχηγοί εργατών, ή στέλλονται στην έξορία σε ερημονήσια. ‘Η κυβερνάσα μπουρζουαζία έπραγματοποίησε το σχέδιό της, έτοσάκισε τους εργατες. Γεννημένη μέσα στον άγωνα κατά του Ιταλικου, βογαπαριστικου καθεσάτος ή

»οίкуμενική ιδέα« έθρυματίσθηκε μέσα στον άγωνα εναντίον της εργατιάς, εναντίο του ελληνικού λαού.

Οί σφαιρες της Θεσσαλονίκης και της Καβάλλας άνοιξαν τα μάτια των μαζών. Μέσα στις γραμμές των επαγγελματικών σωματειών παρατηρείται μιá άδηση προς τα άριστερά. Οί χωρικοί, οί πρόσφυγες είναι δυσαρεστημένοι. Δεν είναι άλλη σύμπτωση, το ότι ο κύριος Σοφούλης εγενρεσ αίτηματα, ή όρηη της προσφυγικής μάζας είναι που τον έξαναγκάζει. Το έξωτερικό δάνειο, ή αγγλική έξυγιάνση της ‘Ελλάδος βρίσκει σε καλά χέρια. Οί πόθοι του κυριου Καφαντάρη

σχετικά με τὰ δάνεια πραγματοποιούνται. Μιά χώρα, όπου οἱ ἐργάτες χτυποῦνται, όπου οἱ ἐργατικοὶ βουλευτὲς καταδιώκονται, ἀπολαμβάνει τὴν εὐνοια τοῦ ἀγγλικοῦ ἡγεμονισμοῦ.

Στὸ τέλος Αὐγούστου ἀναχωρεῖ γιὰ τὴ Γενεύη, ὁ φιλελεύθερος βενιζελικός Καφαντάρης, ἀφοῦ ὁ συντηρητικὸς βενιζελικός Μιχαλακόπουλος τοῦ ἔχει προετοίμασει τὸν δρόμο. Ἡ Ἑλλάς ἔχει ἀνάγκη ἀπὸ πιστώσεις. Στὴ θύρα τῆς ἀγγλικῆς κυριαρχίας χτυποῦν ζητιανέυοντας τὰ χέρια τοῦ Βενιζελισμοῦ. Ἡ Ἀγγλία εἶχε μεταβάλει τὸν Πάγκαλο σὲ πράκτορά της. Ὁ βασιλεὺς τῆς Ἀγγλίας Γεώργιος δεξιάνεται τὸν ἐκπτώτο βασιλεῖα τῆς Ἑλλάδος. Ὁ Τσαλδάρης ὅμως ζεῦρει πολὺ καλὰ ὅτι, τὸ ἀγγλικὸ κεφάλαιο πρὸς τὸ παρὸν δὲν μπορεῖ νὰ θεωρήσει ὡς μίαν ἐγγύηση γιὰ τὸ δάνειο ποὺ προτίθεται νὰ δώσει, τὴν ἀναστίλωση τῆς μισημένης στὸν τόπο μας Βασιλείας. Πιὸ βασιλικὸς ἀπὸ τὸν «βασιλέα» κάμνει πολιτικὴ γιὰ ἴδιο λογαριασμό, καὶ τορπιλλίζει τὴν οἰκουμενικὴ κυβέρνησι, ἡ ὁποία ἐν τούτοις ἀποτεδέχθη τὴν εὐλογία τοῦ ἐκπτώτου Μονάρχου. Ὁ ἀγῶνας δυὸ χρηματιστικῶν ὁμάδων γιὰ τὴν ἑλληνικὴ ἀγορὰ εἶχε μεγάλες συνέπειες. Μὲ τὸν ἐσωτερικὸ πόλεμο γιὰ τὸ δάνειο ἀναψε ἡ φωτιὰ ποὺ κατέστρεφε τὴν οἰκουμενικὴ ἀλληλεγγύη. Ἀπὸ τὴν κριτικὴ τῆς πολιτικῆς τῆς κυβερνήσεως σχετικὰ μετὰ τὸ δάνειο, ἕως τὴν κριτικὴ τοῦ προϋπολογισμοῦ τῆς κυβερνήσεως, ἰδίως τῶν νέων ἐμμέσων φόρων, ἦταν ἓνα μόνο βήμα. Ἐτσι ὁ Τσαλδάρης ἦρθε σὲ ὄλο καὶ ὀξύτερη ἀντίθεση πρὸς τοὺς ὑπουργικοὺς συναδέλφους του, ἔτσι ἐδημιουργήθηκαν ἡ μιὰ ὕστερα ἀπὸ τὴν ἄλλη, οἱ κρίσεις.

Τὰ πράγματα μέσα στὸν στρατὸ ὀξύνονται. Ἡ ἀπόπειρα πραξικοπήματος τῶν παγκαλικῶν ὑπαξιωματικῶν, ἦταν μιὰ σοβαρὴ προειδοποίησι πρὸς τὴν κυβέρνησι, νὰ μὴ ἐπιτρέψει νέες παραχωρήσεις πρὸς τοὺς παληοὺς κανσταντινικοὺς ἀξωματικούς. Ἡ δειλὴ υποχωρητικότης τοῦ Βενιζελισμοῦ μπροστὰ στοὺς μοναρχικούς Θερμοκεφάλους ἐδυνάμωσε τὴ θέση τῶν παγκαλικῶν σακαράκηδων. Τὸ πρόγραμμα τοῦ Τσαλδάρη, ποὺ ἐπέβαλεν αὐτὸς στοὺς βενιζελικούς, ἡ «ἀπαλλαγὴ τοῦ στρατοῦ ἀπὸ τὴν πολιτικὴ», ἡ παραμέρισι τῶν «παραγόντων» ἐδυνάμωσαν τὴν ἀντίστασι τῶν ἀξωματικῶν καὶ ἔφεραν ὀλόκληρα τμήματα τοῦ στρατοῦ σὲ ὄλο καὶ πιὸ ὀξύτερη ἀντίθεση πρὸς τὴν οἰκουμενικὴν κυβέρνησι.

Τώρα «οἱ δυσκολίες» ἔχουν ὑπερνικηθεῖ. Ἐνῶ μιὰ μερὶς τοῦ τύπου σκεπάζει μετὰ μομφῆς τὸ «λαϊκὸ κόμμα», χαιρετᾷ ὁ Μιχαλακόπουλος τὴν ἀποχώρησι τῶν τσαλδαρικῶν ὡς μιὰ βελτίωσι τῆς καταστάσεως, ὡς μιὰ διευκόλυνσι τῆς ἐργασίας τῆς κυβερνήσεως. Ὁ Μεταξᾶς, ὁ στρατηγὸς «τῶν ἐλευθεροφρόνων» ἐκμεταλεύθηκε τὴν εὐκαιρία. Τραβᾷ τὸ δρόμο του, χαρακτηριζόμενος ὡς προδότης, βριζόμενος ὡς βενιζελικός ἀπὸ τοὺς «ἀδιαλλάκτους». Λίγο λίγο διεισδύει, ἡ μιὰ θέση ὕστερα ἀπὸ τὴν ἄλλη καταλαμβάνεται ἀπὸ τοὺς ἀνθρώπους του. Ἐπλήρωσε ἀρκετὰ ἀκριβὰ, εἶναι ἀλήθεια, τὴν θέση του τοῦ ὑπουργοῦ τῆς συγκοινωνίας. Μιὰ ὁμάδα, καὶ μ' αὐτὴ καὶ πρῶην ὑπουργὸς τῆς δικαιοσύ-

νης ἀποσπάσθηκε ἀπ' αὐτὸν. Ὅσον ἀφορᾷ τὴν κοινοβουλευτικὴν δύναμι, ἡ ἀπάλεια δὲν εἶναι μεγάλη. Τὰ παληὰ σπῖτια, τὰ «τζάκια» μαζεύονται ὅμως σιγὰ σιγὰ στὸ στρατόπεδο τοῦ ἀδιαλλάκτου «λαϊκοῦ κόμματος». Τὰ ἀσκά στοιχεῖα, βενιζελικοὶ καὶ ἀντιβενιζελικοὶ ἀπὸ κοινού ἐργάζονται γιὰ τὴν στερέωσι τῆς κυριαρχίας τῶν, τοῦ «συνασπισμοῦ τοῦ κέντρου».

Ἡ ἐκδοτικὴ τράπεζα ἰδρύθηκε, ἀπεφασίσθησαν καινούργιες οἰκονομίες. Ἡ κυβέρνησι Ζαίμη δὲν ἐκάνον σεν ἀκόμα ἐν ταῦτοις ἓνα σπουδαῖο ζήτημα. Οἱ τσαλδαρικοὶ νομάρχες περιμένουν τὴν ἀντικατάστασίν τους. Θὰ ἀντικατασταθῶν μετὰ σίγουρους δημοκρατικοὺς ἄραγε ἢ θὰ παραμείνουν στὴ θέση τους μεταπηδώντας ἀπὸ τὸ «λαϊκὸ κόμμα» στὸ κόμμα τῶν ἐλευθεροφρόνων; Πάντος ὁ Ζαίμης δὲν εἶναι ὁ ἄνθρωπος ποὺ θὰ ἦταν σὲ θέση νὰ ἐπιβάλλει μιὰν ἀναδιοργάνωσι τοῦ διοικητικοῦ μηχανισμοῦ. Ὁ παληὸς αὐτὸς λακὸς τῆς Ἀγγλίας, θεωρεῖ ὡς κύριο του καθήκον νὰ παίζει τὸν ρόλο τοῦ «ἐντίμου μεσάζοντος» μετὰ τῶν φιλελευθέρων, τῶν συντηρητικῶν βενιζελικῶν, τῆς δημοκρατικῆς ἐνάσεως καὶ τοῦ στρατηγοῦ Μεταξᾶ. Ἐνας μεσάζοντας, ὁ ὁποῖος ἐξασφαλίζει στὸν καθέναν τὸ μερικὸν τοῦ ἀπὸ τῆς λείας, εἶναι μὲν κατάλληλος ὡς «πρόεδρος τῆς κυβερνήσεως» ἀλλὰ ἀκαταλληλότατος ὡς ὑπουργὸς τῶν ἐσωτερικῶν, ὕστερα ἀπὸ τὴν σιδερένια κυριαρχία τοῦ Τσαλδάρη.

Ἐνῶ μετὰ τὴν ἀπὸ χάρισι τοῦ «λαϊκοῦ κόμματος» μεγαλάνει ἡ δύναμι τοῦ συνασπισμοῦ τοῦ κέντρου, στὴν ἐξωτερικὴν πολιτικὴν ἀναφαίνονται δυσκολίες. Ἡ συνθήκη, τοῦ Παγκάλου μετὰ τὴν Γιουγκοσλαβία ἀπερρίφη ἀπὸ τὴ βουλή καὶ δὲ θὰ ἐγκριθεῖ. Στὶς ἐσωτερικὲς κρίσεις θὰ προστεθῶν τώρα καὶ σοβαρότατες προστριβὲς μετὰ τοὺς γείτονες. Ἡ «Ο. Ρ. Ι. Μ.» τοῦ Πρωτογκέρωφ προσπαθεῖ ἤδη, προσωρινὰ μόνο στὴ Γενεύη, νὰ ἀνακινήσει τὸ μακεδονικὸ ζήτημα, γιὰ νὰ κατορθώσει, ἐξυπηρετώντας ἔτσι τὸν Λιάπτσεν καὶ τὸν Βόριν τοῦ Κοβούργου, νὰ ὑποβάλει σὲ ἀναθεώρησι βασικὴ τὸ διαμελισμὸ τῆς Βαλκανικῆς. Γιὰ τὴν ὥρα ζητοῦν ὀρισμένοι βουλγαρικοὶ κύκλοι, ἀκόμα καὶ μιὰ συμπλησίασι μετὰ τὴν Γιουγκοσλαβία, γιὰ νὰ πραγματοποιήσουν — εἰς βάρος τῆς Ἑλλάδος — ἀπὸ κοινού τὰ μακεδονικὰ τους ὄνειρα. Στὸ γεγονός αὐτὸ ὀφείλεται ἐπίσης, τὸ ὅτι ἐξαφνα διαδίδεται ἡ φήμη, ὅτι δυὸ μεγάλες δυνάμεις ἀπήτησαν τὴν ἐπιναφορὰ τοῦ πρῶην βασιλέως Γεωργίου πρὸς τὸ συμφέρον τῆς «στερεώσεως τῆς εἰρήνης στὴ Βαλκανικὴ». Τὸ παλὸν σύνθημα τοῦ «λαϊκοῦ κόμματος» τὸ δημοψήφισμα γιὰ τὸ πολίτευμα, καθιερώνεται ἔτσι μπροστὰ σὰ μάτια τῶν μαζῶν, ἀπὸ ψελά.

Ἡ ἀπόπειρα κατὰ τοῦ «βασιλέως» Γεωργίου στὸ κικιντὰ, χρησιμοποιεῖται γιὰ μιὰ ἐντονο βασιλικὴ προπαγάνδα. Γιὰ ἓναν ἄνθρωπο ποὺ κρίνει ἀντικειμενικὰ τὸ πρᾶγμα φαίνεται λίγο σκοτεινὸ. Τὸ γεγονός ὅτι ὁ «βασιλεὺς» ἐζήτησε τὴν ἀπελευθέρωσι τοῦ ἐχθροῦ του πέρνει μιὰν ὅλως διόλου ἄλλη σημασία, ὅταν κανεὶς λογαριάσει πῶς ὁ διαπράξας τὴν ἀπόπειρα ἐπυροβόλησε πολλὰς φορὲς ἀπὸ μιὰν ἀπόστασι τρεσσάρων μέτρων, χωρὶς ἐπιτυχία. Σύμφωνα μετὰ ἀγγλικὲς εἰδήσεις, ὁ ἐκ-

πρωτος βασιλεύς, ήθελε νά πάγει στο Βελιγράδς, για νά μεσιτεύσει μεταξύ της Γιουγκοσλαβίας και της αγάριστης πατρίδας σου — Πράγματι άφελής έκδοχή. Ο Γεώργιος ήθελε νά πάγει στο Βελιγράδι για νά επιχειρήσει για δεύτερη φορά, στηριζόμενος στα όπλα του «έχθρου της χώρας», νά προετοιμάσει την ανόρθωση του. Ο Γεώργιος είναι άξιος νά «παραχωρήσει» στον συγγενή του βασιλέα Αλέξανδρο, όλόκληση την Μακεδονία και τη Θράκη, τις όποιες δέν κατέχει. Η ξενική δυναστεία είναι έτοιμη πάντα νά πουλήσει στο έξωτερικό έλληνικά συμφέροντα. Το ίδιο συμβαίνει και σήμερα. Αν πράγματι κανείς έλληνας πατριώτης έστρεφε το όπλο του έναντιον του «άφέντη της χώρας» για νά έμποδίσει την εσχάτη προδοσία άπέναντι του Κράτους και του λαού, τότε οι σφαίρες δέν θα μπορούσαν νά μην τον εύρουν από μιάν απόσταση τεσσάρων βημάτων! Έτσι πρέπει κανείς νά παραδεχθεί τός η άπόπειρα στο Κικιντα ήταν άπόπειρα «έπι παραγγελία», που παραγγέλθηκε από τον ίδιο τον πρώην βασιλέα.

Η εινόική για τούς μοναρχικούς περιόδους, ποι φαίνεται ότι ήρχισε τώρα, έκδηλώνεται στο ότι μέσα στο κυβερνητικό γιουγκοσλαβικό όπως και στον Τσαλδαρικό τύπο προπαγανδίζεται έντονα η έπιαναφορά του πρίγκηπος Βηδ στην Αλβανία. Ο Γεώργιος στην Αθήνα, ο Βηδ στα Τύρανα ως τσουπάνος της Δυναστείας

των Καραγεώργεβιτς, αιτή είναι η βασιλική ιδέα του Αλέξανδρου και των πληρωμένων του πρακτόρων.

Η «κυβέρνηση του κέντρου» παρατηρεί άδρανής τούς έπερχομένους κινδύνους. Λυγίζει το γόνυ προ του Μουσσολίνη, ο όποιος έδωξε 20% του έλληνικού λαού της Δωδεκανήσου από τα σπίτια του, κολακεύει τον άγγλικό ιμπεριαλισμό και αφήνει την υπεράσπιση της Δημοκρατίας, του «Συντάγματος» στους πιστωτάς της χώρας, οι όποιοι βλέπουν στην διά της βίας ανόρθωση της Δυναστείας έναν κίνδυνο για τα χρήματά τους.

Έχθροι στέκουν μπρός στις πύλες! Έχθροι στο έσωτερικό της χώρας! Αντί νά κερδίσει με μιá πλατεία κοινωνική πολιτική τις εργαζόμενες μάζες, αντί νά προσεταιρισθεί τούς προσφυγες για την άνοικοδομητική εργασίας της έλληνικής χώρας, με μιá αγροτική μεταρρύθμιση, η Κυβέρνηση άπαντά με ένα άλύγιστο όχι στις άπαιτήσεις της εποχής! Η «Κυβέρνηση του Κέντρου» πρέπει νά το άποδώσει στον ίδιο τον εαυτό της, το ότι η διπλή νίση, άπό έξω και άπό μέσα, βρίσκει τόση λίγη αντίσταση. Όταν κανείς στέλλει σφαίρες αντί ψωμί στους πεινώντες καπνεργάτες, όταν κανείς ποδοπάτει ο ίδιος του Σύνταγμα των Έλλήνων, τότε υποσκάνται τα Θεμέγια πάνω στα όποια στηρίζεται η έλληνική Δημοκρατία.

ΜΕΛΙΓΚΟΣ

Propagez la Fédération Balkanique!

L'organe des peuples opprimés des Balkans!

Adresse du journal
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois 0.25 et 3 Schil. pour l'Autriche,
6 et 60 cents pour tous pays restants

Texte français (pages 1477—1489)

Notre Enquête sur la Fédération Balkanique.

Hellmut von Gerlach — Dr. Max Hodann

La Rédaction: La vie du combattant révolutionnaire des ouvriers roumains
Ellek Köblos en danger

Henri Barbuse: A Propos de l'Unité Yougoslave

Charles Rappoport: La Société des Nations et les peuples des Balkans

Paul Louis: Que vaudrait un rapprochement Bulgaro-Yougoslave?

Appel des Comités Albanais

D. Viakhoff: A la veille d'une catastrophe financière

I. Mateescu: Des fraudes, des fraudes, des fraudes...

Marcel Walter: Le massacre dans le district de Petritsch en 1924

L'ORIM Unifiée et les élections législatives en Macédoine sous joug serbe

Mémoire du Comité Parisien de Défense des Victimes de la Terreur Blanche

Exposé des Groupes Populaires Macédoiens de Paris et Bruxelles

Le terreur blanche en Macédoine sous joug serbe

La réaction dans les Balkans: Faits et Evénements

Texte allemand (pages 1490—1493)

Unsere Enquete über die Balkan-Föderation:

Hellmut von Gerlach — Dr. Max Hodann

Dimitri Jovanović: Die Wahrheit über die Septemberwahlen in Jugoslawien

Mélingos: Die Salutschüsse vor Griechenland

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef
Imprimerie: Carl Herrmann

Texte bulgare (pages 1494—1497)

Марсел Валтер: Преди три години. Клането в петричко в 1924 г. В.М.Р.О. (Обединена) и изборите в Македония под сръбска власт

Шарл Раппопорт: Обществото на народите и балканските народи
Г. Лудогоров: По пътя на денационализацията на Добруджа
Белия терор в Македония под сръбско иго

Texte croate (page 1498)

Dr. C. Antonetić: Nacionalno pitanje u Sovjetskoj Uniji — I.

Texte roumain (pages 1499—1500)

Federația Balcanică: Pentru împiedicarea unei infamii!

I. Mateescu: Fraude, fraude, fraude...

Texte albanais (pages 1500—1501)

Paul Louis: Duhën vrojtë marrëdhënjet italo-jugoslave.

Texte serbe (pages 1501—1502)

Димитрије Јовановић: Истина о септембарским изборима у Југославији

Texte grec (pages 1502—1504)

Μελίγκος: Η Κυβέρνηση του κέντρου στην Ελλάδα

Vrba, Arbeiter, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Wien, IX., Alserstrasse 50.